

LES RENCONTRES RESOLIS DE LA SOLIDARITÉ À SAINT-MARCEL (LOIRE)

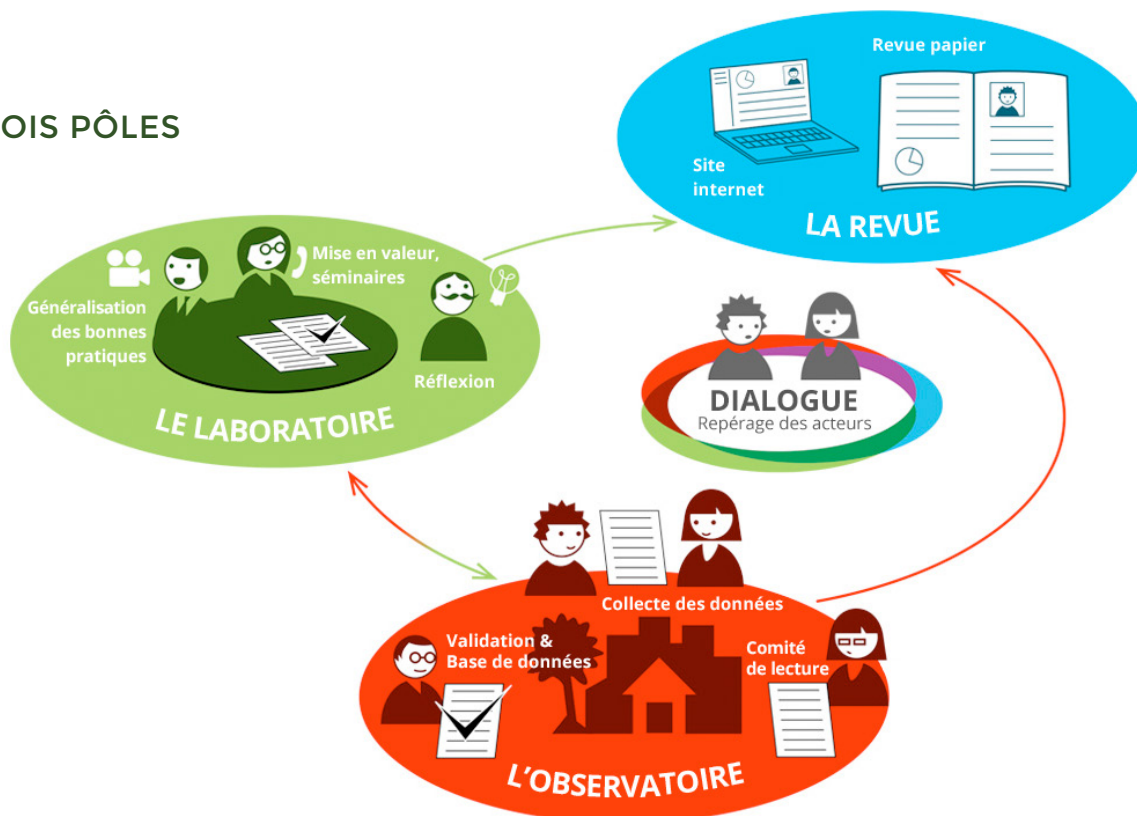


CONTRIBUER AU PROGRÈS SOCIAL PAR LA CAPITALISATION ET LE PARTAGE DES SAVOIRS DE TERRAIN.

Tel est le principe qui a conduit Philippe Kourilsky, Professeur émérite au Collège de France, à fonder en 2010, RESOLIS (association à but non lucratif).

Les actions de terrain dans le domaine de la solidarité sont trop souvent méconnues alors qu'elles peuvent être sources de véritables innovations sociales. RESOLIS a développé des outils de repérage, d'évaluation et de valorisation des meilleures pratiques et de leurs auteurs.

SES TROIS PÔLES



SON ÉQUIPE



Michel Brugière
Pauvreté France

Hervé Bouzanquet
Secrétaire général
et trésorier

Philippe Kourilsky
Président

Jacques Glowinski
Administrateur

David Ojcius
Rédacteur
en chef

**Henri Rouillé
d'Orfeuil**
Relations
extérieures

Alice Balguerie
Programmes &
Financements

Agnès Chamayou
Programmes &
Développement

Pierre Corvol
Vice-Président

Soumia Malinbaum
Administratrice

Sophie Dupraz
Programmes &
Communication

LE JOURNAL RESOLIS EST :

publié par l'Association RESOLIS
(Loi 1901 - Siret n° 794 833 863 000 10)
4, rue de la Sorbonne, 75005 PARIS
www.resolis.org
CONTACT : observatoire@resolis.org

Coordonné par Sophie Dupraz
Imprimé en France

GRAPHISME : Frédéric Ledoux

© AUTEURS 2015

Les textes publiés sont disponibles sous la licence Creative Commons.

Les auteurs conservent leurs droits sur leur article mais autorisent la revue à le publier, le copier, le distribuer, le transmettre et l'adapter à condition qu'ils soient correctement cités.

Le contenu des fiches n'engage que l'auteur.

www.creativecommons.org/licenses/

PARTENAIRES ET CONTRIBUTEURS

Nous remercions les personnes suivantes pour leur contribution essentielle à la réalisation et au succès des Rencontres RESOLIS de la Solidarité à Saint-Marcel :

Hervé Defalvard, Sophie Dupraz, Jacques Glowinski, Daniel Hurstel, Mary Ange Hurstel, Philippe Kourilsky, Jean-Louis Moncorgé, Carlo Ossola, Amandine Tribuiani.



L'**IRUP**, Institut Régional Universitaire Polytechnique de Saint-Etienne est un acteur incontournable de la formation en alternance. Expert en matière de formation diplômante et professionnalisante dans l'enseignement supérieur, l'IRUP représente aujourd'hui 450 « apprenants » par an, plus de 1900 diplômés et 1500 entreprises partenaires.

La promotion 2013-2014 a détaché dans le cadre d'un projet collectif quatre étudiants en Master MIESS (Management de l'Insertion dans les Structures de l'Economie Sociale et Solidaire) : **Nicolas Charreyre, Louda Demaiziere, Hugues Lecerf et Claudine Rolland** pour participer à la préparation des Rencontres RESOLIS de la Solidarité à Saint-Marcel.

CONTACT : ebruyere@irup.com

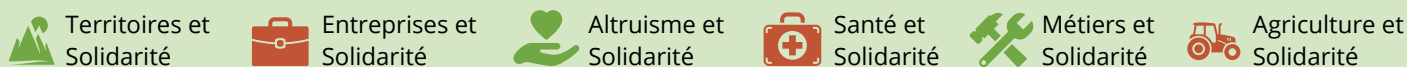


FONDATION
BETTENCOURT
SCHUELLER

Ce numéro spécial du Journal RESOLIS a été élaboré dans le cadre du programme «Pauvreté France», soutenu par la Fondation Bettencourt Schueller

SYNTHÈSE du Numéro « Les rencontres RESOLIS de la solidarité à Saint Marcel »

Thèmes abordés :



Les temps forts



19 intervenants
dont **9 témoignages**
d'acteurs de terrain



Prix RESOLIS :
Métiers du Monde



RENCONTRES RESOLIS DE LA SOLIDARITE

CHATEAU DE SAINT-MARCEL-DE-FELINES

12 - 13 - 14 SEPTEMBRE 2014

**CONFERENCES / SPECTACLE THEATRAL /
ATELIERS-DEBATS / RESTAURATION SUR PLACE /
PROJECTION FILM DOCUMENTAIRE /**

Dans le cadre du programme des manifestations organisées par Daniel et Mary Ange Hurstel au château de St-Marcel-de-Félines.

Avec la participation d'intervenants issus des mondes académique, associatif et de l'entreprise.

Vendredi 12 septembre 2014 :

19h00 : Spectacle-atelier théâtre sur la base d'une pièce de Bertolt Brecht «La bonne âme de Sé Tchouan», mis en scène par Jean-Claude Berutti, ancien Directeur de la Comédie de Saint-Etienne.

Dîner

Samedi 13 septembre 2014 :

9h00 : Conférence territoire, altruisme et solidarité

10h00 : Atelier entreprise et solidarité

11h45 : Atelier santé et solidarité

14h30 : Atelier métiers et solidarité

16h30 : La monnaie locale à Roanne

16h45 : Conférence agriculture et solidarité

19h30 : Projection du film : «Un petit monastère en Toscane», d'Otar Iosseliani

Dîner - Fête du village de Saint-Marcel

Dimanche 14 septembre 2014 :

9h00-12h00 : mini-village des initiatives solidaires avec la présence de structures locales, remise du Prix RESOLIS, discours de clôture.



Entrée gratuite, de préférence sur réservation

Par téléphone au 04 77 63 54 98

Par mail à chateaustmarcel@wanadoo.fr

Les Rencontres de la Solidarité sont organisées par l'association
RESOLIS - www.resolis.org - Contact : 01 56 81 64 48

**RE
SOL
IS**
RECHERCHE
ET EVALUATION
DE SOLUTIONS
INNOVANTES ET
SOCIALES

Introduction p.11

LES RENCONTRES : REGARDS ET EXPERIENCES CROISES SUR LA SOLIDARITE ... p.12

○ EDITORIAL

○ AUTEUR : Philippe Kourilsky

Chapitre 1: p.14

LE DEPARTEMENT DE LA LOIRE ET SES ENVIRONS, TERRITOIRES DE LA SOLIDARITE

L'IDENTIFICATION ET LA MOBILISATION DES ACTEURS LOCAUX LA REMISE DU PRIX RESOLIS. p.16

○ EDITORIAL

○ AUTEURS : Nicolas Charreyre, Louda Demaizière, Hugues Lecerf et Claudine Rolland

LA CENTRALE DES MARCHES SOLIDAIRES. p.18

○ FICHE

○ AUTEUR : Laëtitia Charrier

○ RÉSUMÉ : Initiée en 2013 par les associations Rues du Développement Durable, Culture et Coopération (C&C) et l'Inter Réseau de l'Insertion par l'Activité Economique (IRIAE), la Centrale des Marchés Solidaires propose aux acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) du territoire Loire Sud un service complet en conseil et expertise technique dans leurs réponses aux marchés publics et privés.

CITE LIB : COOPERATIVE D'AUTOPARTAGE p.20

○ FICHE

○ AUTEUR : Aurore Damevin

○ RÉSUMÉ : Cité lib propose près de 200 véhicules en libre-service sur la région Rhône-Alpes (Isère, Savoie, Haute-Savoie et Loire) à plus de 4000 abonnés particuliers et professionnels.

ENTREPOTE, ALTERNATIVE ENTRE ASSOCIATIF ET ECONOMIQUE. p.22

○ FICHE

○ AUTEUR : Didier Richagneux

○ RÉSUMÉ : ENTREPOTE a pour objet de promouvoir, diffuser et développer les alternatives telles que l'économie sociale et solidaire, l'écologie, les circuits courts, culturels, artistiques, multimédia, productions paysannes, spectacles vivants, conférences, débats et l'artisanat à travers le développement d'un réseau coopératif et associatif.

LE CAFE ASSOCIATIF DE L'ASSOCIATION LAY T'MOTIV'. p.24

○ FICHE

○ AUTEUR : Jérôme Vernay

○ RÉSUMÉ : Pour redynamiser le village de LAY dans la Loire et renforcer les solidarités locales, l'Association « Lay t'motiv ! » a ouvert un café associatif servant de base à des activités sociales, culturelles et de consommation privilégiant les circuits courts.

ASSOCIATION METIERS DU MONDE : LA BIENN'ART DES METIERS D'ART A TOURNON SUR RHONE. p.26

○ FICHE

○ **AUTEUR** : Marie-Christine Maitre

○ **RÉSUMÉ** : Dans le cadre de sa mission de « développement et d'échange culturel pour une meilleure connaissance des Métiers d'Art et Artisanats sur le territoire de l'Ardèche Verte », l'association Métiers du Monde a organisé la Bienn'Art des Métiers d'Art, le 13/14 et 15 juin 2014 à Tournon Sur Rhône.

MOULINAGE DES RIVIERES : REACTIVER LES ACTIVITES AUTOUR DU TEXTILE . . . p.30

○ FICHE

○ **AUTEUR** : Odile Proust

○ **RÉSUMÉ** : L'Association du Moulinage des Rivières s'est donné pour mission l'étude, la création et l'animation d'un espace d'activités économiques, culturelles et patrimoniales autour de l'activité textile et plus largement d'activités artisanales et artistiques dans le Pilat.

L'ODYSSÉE DE L'ESPOIR p.32

○ FICHE

○ **AUTEUR** : Cathy Deoliveira

○ **RÉSUMÉ** : Afin de créer du lien social et de redonner confiance aux habitants en situation de précarité de la région de Roanne, l'Odyssée de l'Espoir a développé une activité culturelle basée sur le théâtre et la pratique d'ateliers artistiques.

POURTANT LA VIE p.34

○ FICHE

○ **AUTEUR** : Brigitte Saintamand

○ **RÉSUMÉ** : L'association Loi 1901 "POURTANT LA VIE" à but non lucratif rassemble des professionnels de la santé des secteurs public, privé, libéral, associatif, des professionnels de l'aide à domicile, des bénévoles d'associations, décidés à travailler ensemble au développement des Soins Palliatifs sur le secteur sanitaire Roannais.

SOLIDARITE PAYSANS 42, LE PARTI PRIS DE L'HOMME DEBOUT p.36

○ FICHE

○ **AUTEUR** : Frédérique Fayolle

○ **RÉSUMÉ** : Solidarité Paysans est une association créée en 1989. Elle a pour objectif d'offrir un accompagnement global aux agriculteurs en difficulté qui en font la demande en prenant en compte les difficultés économiques, sociales, humaines, techniques, relationnelles et juridiques. Composée d'une équipe d'accompagnateurs bénévoles, l'association fait partie d'un réseau régional et national.

AMELIORATION DE LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ATTEINTES DE LA MALADIE DE VERNEUIL p.38

○ FICHE

○ **AUTEUR** : Hélène Raynal

○ **RÉSUMÉ** : Un groupe de bénévoles, malade, parents ou amis de malades, a fondé l'association Solidarité Verneuil pour mieux accompagner les personnes atteintes de la maladie de Verneuil, lutter contre l'isolement engendré par la maladie, et faire connaître cette maladie auprès du grand public.

VALORISE : RECYCLAGE SOCIALEMENT RESPONSABLE. p.40

○ FICHE

○ **AUTEUR** : Jean-Philippe Trouvé

○ **RÉSUMÉ** : VALORISE, Atelier Chantier d'Insertion, facilite la resocialisation et l'employabilité de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, au travers d'une activité de collecte et de tri de papiers de bureau.

Chapitre 2: p.42

ALTRUITE, TERRITOIRES ET SOLIDARITE

ELOGE DE L'ALTRUISME ET DE L'ALTRUITE p.44

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Philippe Kourilsky

CONSTRUIRE UNE ECONOMIE POLITIQUE ET MORALE DE L'ALTRUITE SUR UN TERRITOIRE. p.50

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Hervé Defalvard

Chapitre 3: p.52

ENTREPRISE ET SOLIDARITE

DU « RE-ENRACINEMENT » A LA SOLIDARITE. p.53

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Laurent Ledoux

LA FINANCE IMMOBILIERE AU SERVICE DU TERRITOIRE : L'EXPERIENCE DE LA REAM SGR ET LE PROJET GREEN STAR. p.56

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Oronzo Perrini

LES CREPI, DES PONTS ENTRE DEMANDEURS D'EMPLOI ET ENTREPRISES. p.60

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Laurent Vinot

Chapitre 4: p.63

SANTE ET SOLIDARITE

COMMENT FAVORISER L'INNOVATION SOCIALE AU BENEFICE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP p.64

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Marie-Aline Bloch

L'ACCES AUX SOINS POUR TOUS : ENCORE DES PROGRES A FAIRE EN FRANCE. . p.66

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Miche Brugière

« POURTANT LA VIE » : PRENDRE ENSEMBLE SOIN DES PERSONNES EN FIN DE VIE. p.68

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Brigitte Saintamand

L'ASSOCIATION DE LA MEDECINE GENERALE DU ROANNAIS AMGR OU COMMENT RETROUVER LE PLAISIR D'EXERCER ET UN ACCES A DES SOINS DE QUALITE. . . . p.70

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Lisa Otton

LES INEGALITES DE SANTE DANS LES ZUS. p.73

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Soumia Malinbaum

Chapitre 5: p.76

MÉTIERS ET SOLIDARITE

LES METIERS DU MONDE : L'ART COMME VECTEUR DE TRANSMISSION ET D'INSERTION. p.78

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Marie-Christine Maitre

LUGANO, UN BEL EXEMPLE DE DYNAMISATION DU TERRITOIRE !. p.80

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Claudio Chiapparino

LA COMMUNE : MONNAIE COMPLEMENTAIRE DU ROANNAIS. p.82

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Frédéric Chauveau

Chapitre 6: p.84

AGRICULTURE ET SOLIDARITE

DEFIS AGRICOLES MONDIAUX ET INNOVATIONS LOCALES. p.85

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Henri Rouillé d'Orfeuil

SOLIDARITE PAYSANS : ACCOMPAGNER UN MONDE PAYSAN EN SOUFFRANCE. . . p.89

○ ARTICLE

○ AUTEURS : Michel Deloire et Michel Savatier

Chapitre 7: p.92

RESTITUTION

DES RENCONTRES RESOLUMENT RICHES EN ENSEIGNEMENTS. p.93

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Eric Dacheux

LES RENCONTRES OFF

RIDEAU(X), L'EXPOSITION DE ANNE LAURE SACRISTE. p.97

○ ARTICLE

○ Sur une proposition d'Isabelle Bernini

STAGE DE JEU THEATRAL « LA BONNE AME DU SE TCHOUAN » DE BERTOLT BRECHT,
MIS EN SCENE PAR JEAN-CLAUDE BERRUTI. p.99

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Jean-Claude Berruti

AU RYTHME « D'UN PETIT MONASTERE EN TOSCANE » ET LA FETE DU VILLAGE DE
SAINT-MARCEL. p.102

○ ARTICLE

○ AUTEUR : Sophie Dupraz

The background is a vibrant green with a complex pattern of white and dark green geometric shapes, including rectangles and lines, creating a sense of depth and movement. A large, solid white circle is positioned in the center of the image, serving as a focal point for the text.

Introduction

LES RENCONTRES : REGARDS ET EXPERIENCES CROISES SUR LA SOLIDARITE

Dans le cadre des manifestations programmées au château de Saint-Marcel-de-Félines par Daniel et Mary Ange Hurstel, se sont tenues en septembre 2014 les Rencontres RESOLIS.

Ces deux journées avaient pour vocation de rassembler des représentants des domaines académique, associatif et de l'entreprise autour d'un thème central, la solidarité, déclinée en plusieurs volets : altruisme, territoires, entreprises, santé, métiers et agriculture.

Mission accomplie puisque tout au long des conférences, témoignages et animations culturelles, les intervenants ont partagé leur vision et leur expérience de terrain dans un dialogue croisé et complémentaire. Les Rencontres RESOLIS ont ainsi été l'occasion de mettre en avant des initiatives solidaires exemplaires et d'instaurer une réflexion sur la place de la solidarité dans la société actuelle et future.

L'organisation des Rencontres de la Solidarité à Saint-Marcel et la publication de ce numéro spécial illustrent la conviction profonde de RESOLIS, à savoir la nécessité majeure de capitaliser, mutualiser et diffuser les initiatives solidaires et leurs impacts. L'innovation vient très souvent du terrain. Elle se renforce en se partageant. La capitalisation à grande échelle et le partage des retours d'expérience et des résultats, ambition de RESOLIS, favorisent la duplication des dispositifs qui fonctionnent, et évitent la reproduction d'erreurs. Ce savoir de terrain, rassemblé, structuré et analysé, constituera à terme un corpus de connaissances et d'informations susceptible de faire évoluer les politiques publiques.

Les Rencontres RESOLIS de la Solidarité ont trouvé dans le château de Saint-Marcel-de-Félines une parfaite résonance à leur philosophie. Situé dans le département de la Loire, sa construction remonte au XI^{ème} siècle. Emblème du territoire, témoin de l'histoire locale, le château de Saint Marcel est classé Monument Historique depuis plus de quarante ans. Il est devenu un lieu de culture, d'ouverture et de vie sociale grâce à la volonté de ses propriétaires **Mary Ange et Daniel Hurstel**. Nous leur sommes très reconnaissants de nous avoir accueillis et fait découvrir ce lieu féérique.



De nombreuses personnes ont participé à la réalisation des Rencontres RESOLIS. Nous les remercions chaleureusement, en particulier :

Le comité d'organisation, composé de membres de RESOLIS : **Hervé Defalvard, Jacques Glowinski, Daniel Hurstel, Carlo Ossola**, qui ont donné jour à la manifestation et l'ont portée jusqu'à sa réalisation.

Jean-Louis Moncorgé, pour ses idées, sa connaissance du tissu local, ses mises en relation et sa gentillesse.

Tous les intervenants et les structures solidaires présents, pour la qualité et la passion de leurs témoignages et leur disponibilité.

Anne Laure Sacriste, qui nous a enchantés par ses œuvres.

Jean-Claude Berutti et sa troupe de comédiens, pour leur très belle représentation de « La Bonne âme du Sé Tchouan » de Bertolt Brecht dans le cadre magique du théâtre de verdure.

Nicolas Charreyre, Louda Demaiziere, Hugues Lecerf et Claudine Rolland, étudiants à l'IRUP de Saint-Etienne, pour leur collaboration décisive.

Amandine Tribuiani, pour son aide précieuse.

Les photographies qui rythment ce numéro spécial nous ont été transmises par Marie-Christine Maître, Directrice de l'association Les Métiers du Monde. Elles représentent les œuvres des artistes et artisans exposés à la Bienn'Art 2014 des Métiers d'Art à Tournon sur Rhône.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce numéro spécial, qui, nous l'espérons, vous fera vivre ou revivre les moments d'échanges, de questionnement, d'émotion et de convivialité partagés entre tous pendant ces Rencontres.



Philippe Kourilsky
Président de RESOLIS

The background of the entire page is a complex, abstract pattern of overlapping geometric shapes in various shades of green (from light to dark) and white. These shapes include rectangles, squares, and curved forms, creating a sense of depth and movement. In the center of the page, there is a white circle containing the chapter title.

Chapitre 1 :
**LE DEPARTEMENT
DE LA LOIRE ET
SES ENVIRONS,
TERRITOIRES DE
LA SOLIDARITE**

LAURENT BUFFAT

CÉRAMIQUE SCULPTURE



Espace Galerie - Chapelle du Lycée Gabriel Faure

Laurent Buffat est peintre et céramiste d'art, inscrit au dictionnaire des artistes côtés DROUOT. Enfant, il a passé son temps dans l'atelier de ses parents (son père est meilleur ouvrier de France Potier), où tout n'était qu'émerveillement: l'odeur de la terre, de la barbotine...

Après une éducation artistique naît une passion pour le dessin qui ne l'avait jamais vraiment quittée depuis ses 4 ans. Un jour, avec la technique acquise auprès de son père, il comprit qu'il pourrait dorénavant donner jour à ses croquis.

Ses inspirations sont assez diverses tantôt des influences minérales, végétales mais aussi l'art des cultures, le design... Pour lui le graphisme est très important, il lui permet de personnaliser son travail. Laurent Buffat a donc choisi l'acier et l'aluminium pour se diversifier mais surtout pour donner un aspect contemporain à ses peintures. Ce qui est important pour lui c'est de déstructurer, amener un objet ailleurs, styliser, épurer, assembler plusieurs idées en une pour ne pas lasser.

Pourquoi faire les choses normalement alors qu'on peut les faire autrement.

Pour Laurent Buffat, l'art de la terre n'est pas un métier mais une philosophie de vie !

Il donne des cours et stages de poterie dans son atelier à la Roche de Glun.

LAURENT BUFFAT
26600 LA ROCHE DE GLUN
www.buffat-laurent.guidarts.com
laurent.buffat@hotmail.fr

Mdm BIENN'ART 2014

L'IDENTIFICATION ET LA MOBILISATION DES ACTEURS LOCAUX TÉMOIGNAGES ET PARTICIPATION AU MINI-VILLAGE DES INITIATIVES SOLIDAIRES



● **AUTEURS** : Nicolas Charreyre, Louda Demaizière, Hugues Lecerf et Claudine Rolland. Etudiants à l'Institut Régional Universitaire Polytechnique (IRUP) de Saint-Etienne en Master Management de l'Insertion dans les Structures de l'Economie Sociale et Solidaire. Ce diplôme est délivré par l'Université de Paris-Est Marne-La-Vallée (UPEM) dans le cadre de ses formations liées au développement des Structures d'Insertion et à la formation supérieure de leurs dirigeants.

● **MOTS-CLEFS** : *IRUP ; REPÉRAGE D'ACTEURS ; FICHES RESOLIS ; MINI-VILLAGE DES ASSOCIATIONS, INNOVATION ; ANCRAGE TERRITORIAL, UTILITÉ SOCIALE*

Dans le cadre d'un projet collectif encadré par Hervé Defalvard (UPEM) et Evelyne Bruyère (IRUP), nous avons travaillé avec l'équipe de RESOLIS pour préparer les Rencontres RESOLIS de la Solidarité qui se sont tenues au Château de Saint-Marcel-de-Félines du 12 au 14 septembre 2014.

Notre mission était dans un premier temps d'identifier des acteurs de terrain œuvrant pour le progrès social dans le département de la Loire (42). Notre recherche s'est portée sur des structures associatives ou publiques, ou sur des entreprises ayant mis en œuvre des pratiques innovantes en termes de solidarité sous l'un des angles suivants : solidarité locale, solidarité basée sur l'altruisme (l'attention portée aux autres), solidarité en lien avec les entreprises, les métiers et leur transmission, la santé ou encore l'agriculture.

Nous avons repéré une cinquantaine de structures qui semblaient répondre aux critères (bonnes pratiques ou innovations dans le domaine de la solidarité agissant dans le département de la Loire ; des programmes en cours de réalisation ou achevés). Nous en avons contacté 35 qui nous paraissaient particulièrement intéressantes. 15 acteurs nous ont répondu, dont 13 ont accepté de faire des fiches RESOLIS. Nous les avons donc rencontrés et nous avons discuté de leurs actions, des résultats qu'ils ont réussi à atteindre, des difficultés qu'ils ont pu rencontrer et de comment ils ont réussi à les surmonter. Après validation du Comité de lecture de RESOLIS, ces fiches ont été publiées dans l'Observatoire RESOLIS (<http://www.resolis.org/consulter-les-pratiques-locales>).

Nous avons invité les auteurs de ces 13 fiches à présenter leurs actions lors du Mini-village des associations organisé le dimanche 14 septembre dans le Château de Saint-Marcel. Sept ont répondu présents. Ce Mini-village a été un moment riche d'échanges entre les porteurs de projet et avec les différentes personnes présentes aux Rencontres RESOLIS de la Solidarité.

Cinq acteurs de terrain sont aussi intervenus lors des conférences-débats du samedi 13 : le CREPI Loire et Haute-Loire (Club Régional d'Entreprises Partenaires de l'Insertion), l'association « Pourtant La Vie », l'Association de Médecine Générale du Roannais, l'association « Les Métiers du Monde » et enfin, le Comité d'Animation Collégiale à propos de la monnaie complémentaire locale. Ces interventions sont retranscrites dans ce numéro sous forme d'articles.

Nous remercions les acteurs pour leur accueil et le temps qu'ils nous ont accordé. Ce projet nous a permis de mieux connaître le département de la Loire, et de nous familiariser avec la multitude d'acteurs qui luttent au quotidien contre toutes les formes de précarité et d'exclusion.

LA REMISE DU PRIX RESOLIS

Après la collecte de fiches, nous avons eu la difficile tâche de participer, avec Hervé Defalvard (Professeur d'Economie Sociale et Solidaire de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée), à la désignation du lauréat du Prix RESOLIS. Ce prix visait à récompenser une initiative locale innovante qui lutte contre les précarités existantes sur le territoire. Les critères d'évaluation étaient les suivants : l'utilité sociale, le caractère innovant, l'impact social, et la qualité des informations renseignées dans la fiche RESOLIS.

Après discussions, nous avons choisi de remettre le prix RESOLIS et le chèque de 500€ à l'association « Métiers du Monde » qui promeut l'art et l'artisanat tout en favorisant l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi. Nous avons souhaité la récompenser d'une part pour son originalité : il est en effet rare de mettre l'art au service de l'insertion professionnelle. Et d'autre part pour son ancrage territorial : l'association cherche à valoriser les savoir-faire locaux traditionnels, grâce au soutien des collectivités locales.



Nous tenons une nouvelle fois à féliciter l'association « Métiers du Monde » pour ses actions, mais aussi les structures présentes aux Rencontres et toutes celles qui mènent de formidables programmes dans la région.



Philippe Kourilsky remet le Prix RESOLIS à Marie-Christine Maître, Directrice des « Métiers du Monde ».

La Centrale des Marchés Solidaires

Résumé : Initiée en 2013 par les associations Rues du Développement Durable, Culture et Coopération (C&C) et l'Inter Réseau de l'Insertion par l'Activité Economique (IRIAE), la Centrale des Marchés Solidaires propose aux acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) du territoire Loire Sud un service complet en conseil et expertise technique dans leurs réponses aux marchés publics et privés.

AUTEUR(S)

Laëtitia Charrier

Chargée de mission

contact

@marchessolidaires.org

PROGRAMME

Démarrage : Décembre 2012

Lieu de réalisation : Loire Sud

Budget : 39000 €

Origine et spécificités du financement :
Saint Etienne Métropole et la Région
Rhône Alpes

ORGANISME(S)

Rues du Développement Durable

15 rue Robert

42000 Saint Etienne

<http://www.ruesdudeveloppementdurable.fr>

Salariés : 4

Bénévoles : 15

Adhérents : 15



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : vendredi 05 septembre 2014

Appréciation(s) du comité : *A généraliser !, Source d'inspiration !*

Solution(s) : *Emploi*

Opérateur(s) : *Association, ONG*

Pays : *France, Rhône-Alpes*

Bénéficiaires : *Entreprise*

Envergure du programme : *Locale*

Domaine(s) : *Travail, Économie*

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)

Pour citer un texte publié par RESOLIS : Charrier, « La Centrale des Marchés Solidaires », ***Journal RESOLIS*** (2014)

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

La Centrale des Marchés Solidaires (CMS) est née en 2012 lorsque les associations Rues du Développement Durable (RDD), Culture et Coopération (C&C) et Inter Réseau de l'Insertion par l'Activité Economique (IRIAE) se sont constituées en groupement solidaire et ont répondu collectivement à l'appel à projets lancé dans le cadre du Programme de Coopération de l'Economie Sociale et Solidaire (PROCESS). Dès 2010, ces associations ont participé à l'étude d'évaluation des impacts de l'ESS en Loire Sud conduite par la Mife Loire Sud et à la construction du plan stratégique de développement de l'ESS en Loire Sud : PROCESS 2012-2015.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

=> Renforcer l'expertise et l'autonomie des acteurs de l'ESS à travers la mise en œuvre d'un service complet d'accompagnement.
=> Favoriser les connexions entre les organisations de l'ESS, les collectivités publiques et les entreprises classiques du territoire afin de promouvoir la commande socialement responsable.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

Lancement en 2013 du premier dispositif d'accompagnement des structures de l'ESS en Loire Sud dans leur réponse aux marchés publics et privés. Les principaux services proposés aux structures sont :

- une veille qualitative des appels d'offres de marchés publics et privés susceptibles de les intéresser,
- un service d'informations, de formations et de mise en réseau des structures de l'Economie Sociale et Solidaire pour favoriser les coopérations et les réponses groupées,
- un service d'accompagnement individuel ou collectif à la réponse aux marchés.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

Au cours de ces deux premières années, nous avons su démontrer l'intérêt de la CMS :

- Favoriser et valoriser les réponses groupées et les complémentarités entre les acteurs économiques ;
- Développer au sein de l'ESS des logiques partenariales plutôt que concurrentielles ;
- Améliorer la lisibilité et la pertinence des structures de l'ESS aux yeux des donneurs d'ordres.

Le bilan 2013 en quelques chiffres :

- 41 organisations rencontrées pour un premier diagnostic.
- 5 accompagnements sur des marchés ciblés et orientés par la CMS dont 1 marché en groupement remporté.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

L'originalité du projet réside à la fois dans le montage et la constitution en tant que groupement solidaire, et dans le changement d'organisation et de fonctionnement entre les parties prenantes. Cette nouvelle organisation privilégie les rapports de coopération, de mutualisation et de participation au profit du développement local durable du territoire Loire Sud. Au cours de la première année d'expérimentation (2013), la CMS a créé et développé un outil évolutif, capable de s'adapter aux changements que suscite la promotion de la commande socialement responsable.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

Le projet s'inscrit dans une logique de coopération. La plus-value réside dans la recherche de cohérence et de complémentarité avec l'existant à travers le développement de partenariats locaux et régionaux. Principaux partenaires : C&C - IRIAE – Saint Etienne Métropole – Région Rhône Alpes – La Maison de l'information, de la Formation et de l'Emploi - La Scop La Péniche – CRESS – La Maison de l'Emploi et de la Formation.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

Au démarrage de l'action, la plupart des structures rencontrées se sont montrées réticentes voire hostiles à ce nouveau mode de financement. La CMS a travaillé de manière empirique pour favoriser une démarche participative dans laquelle chacun des services proposés s'ajuste au plus près des besoins et attentes des acteurs.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

La CMS a fait le choix de proposer des services gratuits afin de ne pas ajouter de frein supplémentaire aux structures éloignées de la commande publique ou privée. Plutôt que de cloisonner, la CMS ouvre ses services à des acteurs au statut hors ESS tels que les indépendants, les auto-entrepreneurs, les micro-entreprises. La seule exigence est que leur démarche s'inscrive dans les principes de l'ESS (finalité sociale, lucrativité limitée, gouvernance démocratique ...)

Améliorations futures possibles :

La CMS vise pour les années 2014 à 2016 un développement des accompagnements et des marchés obtenus. L'offre de services s'élargira à la commande publique non publiée (en-deçà des seuils fixés) ainsi qu'à la commande privée en provenance des entreprises de la Loire.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Le projet est reproductible au sein d'autres collectivités territoriales faisant le choix de promouvoir la commande publique socialement responsable grâce aux réseaux de proximité de l'ESS locale.

Les principaux facteurs de réussite :

- Volonté politique forte de faire de l'ESS une politique prioritaire.
- La dynamique de réseaux et les complémentarités entre les membres de l'équipe projet.
- Une équipe de permanents et une équipe ressources compétentes, qualifiées et capables de répondre rapidement à tout type de demande quels que soient les champs d'activités.
- La bonne connaissance des réseaux de proximité de l'ESS et du territoire.
- La réactivité et disponibilité de l'équipe projet.
- La mobilité et la rencontre des acteurs du territoire.

Cité lib : coopérative d'autopartage

Résumé : Cité lib propose près de 200 véhicules en libre-service sur la région Rhône Alpes (Isère, Savoie, Haute Savoie et Loire) à plus de 4000 abonnés particuliers et professionnels.

AUTEUR(S)

Aurore Damevin

Chargée de Développement
Loire

aurore.damevin
@citelib.com

PROGRAMME

Démarrage : 2010

Lieu de réalisation : Rhône-Alpes

Budget : N/C

ORGANISME(S)

Cité lib

28 rue Denfert Rochereau

38000 Grenoble

<http://www.citelib.com>

Salariés : 9

Bénévoles : 150

Adhérents : 4000



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : vendredi 05 septembre 2014

Appréciation(s) du comité : *Innovant !*

Solution(s) : *Environnement*

Opérateur(s) :

Pays : France, Rhône-Alpes

Bénéficiaires : Population urbaine

Envergure du programme : Nationale, Locale

Domaine(s) : Urbanisme, Transports, Environnement, Changement climatique

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)

Pour citer un texte publié par RESOLIS : Damevin, « Cité lib : coopérative d'autopartage », ***Journal RESOLIS*** (2014)

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

Dans un contexte de crise écologique, de remise en question de l'autosolisme et de réduction budgétaire, il apparaît pertinent de proposer des solutions innovantes pour minimiser le coût et l'impact de la voiture en ville, mais aussi dans les zones péri urbaines ou rurales. Il est donc nécessaire de trouver des solutions permettant de faciliter le passage d'une économie de la possession à une économie de l'usage. L'autopartage s'inscrit dans cette démarche en proposant aux utilisateurs de ne plus être propriétaire d'un véhicule mais de partager une flotte ce qui donne accès à un large choix de véhicule, permet de ne pas se préoccuper de l'entretien et de payer en fonction de son usage.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Proposer une alternative à la possession de la voiture individuelle, une solution pratique, économique, complémentaire aux modes de déplacements doux.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

Déploiement de véhicules en libre-service sur les 4 départements (en agglomérations mais aussi dans des zones rurales notamment en partenariat avec les parcs naturels régionaux).

Actions de communication/sensibilisation auprès des professionnels et des particuliers pour faire connaître l'autopartage et proposer des solutions de mobilité alternative.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

Près de 3 000 utilisateurs pour 120 voitures.

Une voiture partagée remplace neuf véhicules en circulation et huit emplacements de stationnement. L'autopartage a donc un impact sur le trafic et sur l'aménagement urbain, l'espace libéré peut être utilisé pour le développement des modes doux ou la végétalisation de l'espace. Le recours à l'autopartage permet d'avoir accès à un véhicule pour un coût deux à trois fois inférieur à celui d'une voiture particulière (en tenant compte des frais fixes tels que parking, l'assurance ou l'entretien). L'autopartage ouvre donc l'accès à la mobilité à des personnes qui n'auraient pas les moyens d'acquérir un véhicule.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

- Proposer un système de location dans lequel on ne paye que son usage et non l'ensemble des coûts fixes.
- Réseau national permettant une combinaison facile train+autopartage

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

Partenariat avec des collectivités, entreprises qui ont recours au service ainsi qu'avec des opérateurs de transports, (TC, vélo, SNCF...) pour proposer des titres combinés permettant de faciliter la multimodalité.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

Faire connaître le service et convaincre que la non possession d'un véhicule personnel n'est pas un obstacle à la liberté de déplacement.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Offres permettant de tester le service pour pouvoir juger de sa praticité.

Déploiement de véhicules en nombre suffisant pour proposer un maillage intéressant permettant de répondre aux besoins de tous.

Améliorations futures possibles :

Développement du service, notamment en proposant des solutions en partenariats avec des entreprises et collectivités qui pourraient ouvrir leur flotte interne pour permettre d'augmenter l'offre.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Implanter le service en partenariat avec des collectivités locales, dans des zones mixtes (pro + privé) et desservies par des transports en commun.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Enquête Nationale Autopartage, 6TBureau de recherche, Rapport final, Janvier 2013 : http://6t.fr/download/ENA_RF_130321.pdf

ENTREPOTE, alternative entre associatif et économique

Résumé : ENTREPOTE a pour objet de promouvoir, diffuser et développer les alternatives telles que l'économie sociale et solidaire, l'écologie, les circuits courts, culturels, artistiques, multimédia, productions paysannes, spectacles vivants, conférences, débats et l'artisanat à travers le développement d'un réseau coopératif et associatif.

AUTEUR(S)

Didier Richagneau

Co-fondateur

ds42 @live.fr

Fiche rédigée par :
Djennaoui Sarah

PROGRAMME

Démarrage : 6 mars 2006

Lieu de réalisation : 99 rue de Clermont
et 1bis rue hoche (jardin partagé)

Budget : N/C

ORGANISME(S)

Entrepote

99 Rue de Clermont

42300 Roanne

<http://www.entrepote.org>

Salariés : 2

Bénévoles : 15

Adhérents : 200



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : vendredi 05 septembre 2014

Appréciation(s) du comité : *Source d'inspiration !*

Solution(s) : *Emploi*

Opérateur(s) : *Association, ONG*

Pays : *France, Rhône-Alpes*

Bénéficiaires : *Population urbaine, Population rurale*

Envergure du programme : *Locale*

Domaine(s) : *Santé, Environnement, Coopération*

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)

Pour citer un texte publié par RESOLIS : Richagneau, « ENTREPOTE, alternative entre associatif et économique », ***Journal RESOLIS*** (2014)

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

ENTREPOTE (Entreprise Paysans Ouvriers Travailleurs Equitables) est née de la volonté de lutter contre un mode de production agricole mondialisé sans transparence sur la qualité de ses productions, et dont les modes de transport, de conditionnement et les divers traitements chimiques ne sont pas sans conséquences sur l'environnement et l'homme.

EntrePOTE vise, par-delà les idéologies et les dogmes, à mettre en place des pratiques respectueuses des individus et de l'environnement, avec un état d'esprit ouvert au monde et aux alternatives possible.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Promotion et développement d'un modèle économique, coopératif, social, culturel et écologique basé sur la confiance, l'autonomie et l'autogestion

ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Ouverture d'un local en 2007 de 120m² qui comprend un bar associatif et une épicerie.
- Lieu mis à disposition pour différentes activités : expositions artistiques, lieu d'échanges, ateliers théâtre, cuisine, musique et conférences, toutes activités ayant un lien avec le projet d'Entrepote et de sa charte.
- Mise en place d'un groupement d'achats, d'une AMAP et d'une cuisine qui permet de proposer des prestations de traiteur.
- Jardin partagé 12 600 m² (36 parcelles)
- Parcelle jardinier animateur (surface 2 500 m²)
- Affichage d'informations sur divers sujets

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Ce lieu de rencontres a contribué à la réalisation de la Scierie à Ambierle (ateliers partagés) en 2010.
- Association bien implantée localement dans le département de la Loire et Rhône Alpes.
- Création et gestion d'un jardin partagés de 12 600 m² à Roanne : une année de travaux qui a contribué à faire travailler divers artisans et a abouti à la création d'emplois de type Contrat d'Avenir pour 1 an.
- La production du jardinier alimente l'épicerie associative ainsi que les prestations culinaires. C'est également un outil pédagogique pour les écoles et les visiteurs.
- L'Épicerie associative et le groupement d'achats font travailler les producteurs locaux.
- Le bar associatif représente un lieu de rencontre, créateur de lien social.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

Diversité dans son programme

Précurseur sur le bassin roannais et essaimage en matière d'ESS depuis 2006.

Fédérateur, mise en place des circuits courts, lien social, mixité sociale et culturelle.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

Collectivités Locales Publics et Privées

Pollen (Pole local pour une Economie Nouvelle Sociale et Solidaire), Service Culturel des Villes de Riorges et de Roanne (prestations culinaires avec des produits locaux et bio, théâtre et Mardis du Grand Marais, fêtes de quartiers, Grand Roanne, etc.)

SNC (Solidarité Nouvelle Face au Chômage).

Réseau des bars associatifs (Convention entre bars associatifs dans le roannais).

La Scierie (ateliers partagés à Ambierle) plus divers artisans et producteurs locaux.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

Le manque de moyens freine l'avancée de certains projets.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Appel à souscription pour avoir un fond de roulement pour les commandes de l'épicerie, sensibiliser les adhérents.
- Créer une synergie à travers le réseau
- Solliciter les collectivités

Améliorations futures possibles :

- Pérenniser les emplois du jardinier, cuisinière, secrétariat gestion.
- Développer d'autres projets ou opportunités dans le cadre de la charte d'Entrepote.
- Employer des personnes pour une stabilité dans le déroulement

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Rester simple, faire les choses en leur temps et dans l'ordre.

Motivation et être convaincu de ce que l'on fait, rester motivé « avec des tripes pas trop d'égo ».

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

Permaculture

Eco-habitat

Plateforme pour favoriser la distribution des producteurs locaux (circuits courts)

POUR EN SAVOIR PLUS

Annexe 1 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/173_20141008_sd1409257_entrepotesjardin_pays_roannais_20140717.pdf

Annexe 2 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/174_20141008_sd1409257_entrepotestriptik.pdf

Le café associatif de l'association LAY T'MOTIV'

Résumé : Pour redynamiser le village de LAY dans la Loire et renforcer les solidarités locales, l'Association « Lay t'motiv ! » a ouvert un café associatif servant de base à des activités sociales, culturelles et de consommation privilégiant les circuits courts

AUTEUR(S)

Jérôme Vernay

Animateur

laytmotiv.barasso@gmail.com

PROGRAMME

Démarrage : Juin 2010

Lieu de réalisation : Lay

Budget : 65000 €

Origine et spécificités du financement :
Auto-financement

ORGANISME(S)

Lay t'motiv'

6 Rue du Point du jour

Lay 42470

<http://www.laytmotiv.fr/>

Salariés : 3

Bénévoles : 40

Adhérents : 460



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : vendredi 05 septembre 2014

Solution(s) : Exclusion et isolement

Opérateur(s) : Association, ONG

Bénéficiaires : Universel

Domaine(s) : Loisirs, Sports, Environnement, Culture, Agriculture

Pays : France, Rhône-Alpes

Envergure du programme : Locale

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)

Pour citer un texte publié par RESOLIS : Vernay, « Le café associatif de l'association LAY T'MOTIV' », **Journal RESOLIS** (2014)

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

A partir d'un constat de désertification de centre bourg d'un village, l'idée de construire un cadre convivial de lien social, de culture, et de consommation privilégiant les circuits de proximité. C'est ce qui a amené les 3 fondateurs de l'association à ouvrir un local de café associatif au sein du village de Lay, compte-tenu de l'absence de bar dit classique dans le village, en profitant de la mise à disposition gratuite par l'un d'eux d'un local adapté (ancienne épicerie). Une association construite par et pour ses adhérents...

OBJECTIFS DU PROGRAMME

L'association se fixe pour objectif de promouvoir, de développer et de structurer le maintien d'un lien social au niveau local. Son domaine d'activités est économique, environnemental, social et culturel. Elle vise à favoriser, mettre en place et développer des actions en faveur des filières courtes de consommation. Elle promeut les valeurs et assume les missions de l'éducation populaire. Elle souhaite devenir un acteur du dynamisme sur le territoire de son champ d'action et favorise toutes les possibilités de mise en réseau.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

Ouverture d'un bar associatif situé au centre du village de LAY ouvert à ses membres, où sont disponibles à la vente des boissons des deux premiers groupes. Outre sa fonction de bar, c'est aussi un lieu de vente de tous produits locaux dont les producteurs sont membres de l'association et ont de fait accepté sa charte de fonctionnement et de qualité des produits. Ce lieu est également un point de rencontre et de relais des associations locales qui se reconnaîtront dans la démarche globale de l'association, afin de créer une synergie entre des vocations similaires. L'association assume les services aux habitants du village, elle est vecteur d'activité économique et d'emploi.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

Aujourd'hui Lay t'motiv' tend à devenir un acteur incontournable du territoire : une dynamique bénévole remarquable, de nombreux adhérents 3 salariés à ce jour, plus de 90 animations annuelles variées dans ses locaux, des temps forts « hors les murs », une troupe de théâtre amateur, des animations pour enfants, LAYSTIVAL, l'autre marché de Noël etc... Une activité réseau exponentielle. Avec une gouvernance bénévole et démocratique, Lay t'motiv' participe à l'éducation populaire et citoyenne à travers notamment à une offre culturelle diversifiée. Grâce à son dynamisme, elle peut promouvoir les bonnes pratiques dans bon nombre de secteurs : le développement durable, les circuits de proximité de consommation...

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

Lay t'motiv' propose avant tout une organisation alternative, ainsi, sa réussite tend à démontrer malgré une certaine morosité ambiante que « c'est possible ! » ; ainsi, si effectivement l'association repose essentiellement sur le bénévolat et le don, Lay t'motiv' prouve que des modèles économiques différents peuvent se pérenniser si ils trouvent sens pour le collectif. Ainsi, dans l'accomplissement de ses vocations liées à l'éducation populaire, Lay t'motiv' est en mesure de rendre les services liés à un « bistrot » du village, mais bien plus encore...

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

L'existence même de Lay t'motiv' repose sur la création et le développement de multiples synergies. Le travail en réseau est le quotidien de l'association : producteurs locaux, réseau national des cafés culturels, Ligue de l'enseignement, ESS, associations locales collectifs et Collectivités Territoriales restent des partenaires constants pour Lay t'motiv'. Il est difficile de présenter une liste exhaustive des actions menées en coopération.

Financièrement indépendante à près de 95% à ce jour, Lay t'motiv' travaille en partenariat de terrain.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

Hormis des inévitables conflits interpersonnels, la jeune association Lay t'motiv' n'a pas encore connu de difficulté réelle, sans doute aussi grâce au prêt gratuit des locaux. Les problèmes sont essentiellement liés à la déconstruction de préjugés.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

L'équipe bénévole dirigeante de Lay t'motiv' n'est pas figée, ainsi elle permet à tout un chacun de s'inscrire dans une démarche démocratique positive ; C'est une réponse à certains conflits interpersonnels.

Concernant les préjugés et la place d'une telle association dans le village, on peut dire que les activités « hors les murs » : festivals, marchés, participent à un certain niveau de « dédramatisation ». Cela étant, en milieu rural, ce n'est pas toujours facile et des communications envers les habitants du village sont diffusées régulièrement (presse, affichages, questionnaires...)

Améliorations futures possibles :

Lay t'motiv' se fixe actuellement 2 nouvelles pistes de travail pour potentialiser l'association :

NOTA : les activités en cours sont perfectibles elles aussi.

- Un travail est envisagé envers les jeunes (16-25 ans), population peu touchée pour le moment, en partenariat notamment avec la ligue de l'enseignement

- Un jardin communautaire va voir le jour. Pour initier la dynamique il sera, en accord avec les projets de développement touristique de la commune, de type « médiéval ». Par la suite le projet pourrait prendre d'autres dimensions plus conséquentes.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Lay t'motiv' répond avant tout au besoin de lien social au sein d'un village.

Sans réelle garanties financières, en mutualisant les capacités de chacun, avec de la récupération et de la créativité, en 4 ans d'existence Lay t'motiv' est une belle association aujourd'hui.

Ce qui a concouru à sa réussite, c'est la capacité des bénévoles à « s'auto-construire » du bien commun et aussi la volonté sans cesse réitérée de « jouer collectif ».

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

Les réalisations et le développement de l'association Lay t'motiv' impliquent la nécessité de travailler sur des thématiques diversifiées, en vue d'acquiescer et préserver un bon niveau de pérennité économique et sociale. Ces thématiques, pour partie déjà élaborées, font l'objet de projets identifiés, ce qui de fait nous situe dans le cadre de la recherche appliquée.

On peut distinguer deux problématiques traitées et développées au sein de la structure existante, dont l'objectif serait à la fois un accroissement du champ d'action de l'association et la création d'activité :

1er sujet - approvisionnement du bassin de vie roannais en produits maraichers bio. Les recherches actuelles qui démontrent l'insatisfaction des besoins sur le territoire légitiment l'émergence d'un projet de création d'une structure de maraîchage en permaculture en relation directe avec l'état des ressources techniques émises par l'INRA et avec les lycées agricoles locaux, en mettant à disposition un outil de travail dans l'état actuel de nos connaissances, et une possibilité de l'enrichir de façon expérimentale.

Ce projet nécessite l'analyse des besoins au sein de la Cople (Communauté de Communes) et dans le bassin de vie du Roannais, en termes de quantité et de qualité de produits issus d'un maraîchage biologique et pour la réalité économique de la démarche.

2ème sujet – la désertification rurale : comment appliquer les principes de circuits de proximité d'approvisionnement en zone rurale, en soutien/ complément ou pour pallier le fonctionnement des derniers commerces existants.

Ce point particulier est l'origine d'une réflexion sur la création d'un « service Lay t'motiv' externalisé », de type épicerie ambulante.

POUR EN SAVOIR PLUS

Annexe 1 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/167_20141008_sd1408251_article.pdf

Annexe 2 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/168_20141008_sd1408251_article_2.pdf

Association Métiers du Monde : la Bienn'Art des Métiers d'Art à Tournon sur Rhône

Résumé : Dans le cadre de sa mission de « développement et d'échange culturel pour une meilleure connaissance des Métiers d'Art et Artisanats sur le territoire de l'Ardèche Verte », l'association Métiers du Monde a organisé la Bienn'Art des Métiers d'Art, le 13/14 et 15 juin 2014 à Tournon Sur Rhône.

AUTEUR(S)

Marie-Christine Maitre

Chargée de mission

metiers.dumonde
@laposte.net

Fiche rédigée par :
2014-03-15

PROGRAMME

Démarrage : 15 mars 2014

Lieu de réalisation : Tournon Sur Rhône

Budget : 20000 €

Origine et spécificités du financement :
34% région, 8% collectivités, 58%
Autofinancement

ORGANISME(S)

Métiers du Monde

Le Serre du Puy

07300 Le Serre du Puy

<http://www.metiers-dumonde.fr/>

Salariés : 1

Bénévoles : 6

Adhérents : 58



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : vendredi 05 septembre 2014

Appréciation(s) du comité : *Source d'inspiration !*

Solution(s) : *Emploi*

Opérateur(s) : *Association, ONG*

Pays : *France, Rhône-Alpes*

Bénéficiaires : *Femmes, Entreprise, Elèves, étudiants, Chômeurs*

Envergure du programme :

Domaine(s) : *Environnement, Éducation, Formation, Économie, Culture*

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)

Pour citer un texte publié par RESOLIS : Maitre, « Association Métiers du Monde : la Bienn'Art des Métiers d'Art à Tournon sur Rhône »,
Journal RESOLIS (2014)

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

Dans le cadre de la dynamique départementale de promotion des métiers d'art et avec l'appui de la ville de Tournon sur Rhône, Métiers du Monde a créé un événement de promotion des métiers d'art, conçu entre des professionnels des métiers d'art et d'autres acteurs économiques et culturels.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

- Mise en valeur des productions et créations locales des professionnels des métiers d'art
- Développement des espaces de commercialisation des créations locale dans une logique de « circuits courts »
- Création de lien social et développement de l'offre d'insertion sur le territoire du Nord Ardèche
- Mise en réseau et travail partenarial des acteurs de l'ESS
- Développement d'une offre de loisirs et touristique via la programmation culturelle du territoire
- Rassembler et fédérer des professionnels des métiers d'art
- Présenter une image cohérente et qualitative de la filière auprès de publics multiples (grand public, public amateur et connaisseurs, public scolaire, prescripteurs, partenaires territoriaux et institutionnels);
- Permettre aux personnes les plus éloignées de l'emploi, d'accéder à des étapes culturelles dans leur parcours d'insertion.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

Calendrier de réalisation :

15 mars – 30 septembre 2014

Larges actions de communication auprès des professionnels des métiers d'art de l'Ardèche et du Bassin de vie de l'Hermitage-Tournonais. Réalisation par 3 salariés en insertion des supports d'exposition et de communication et d'un chantier d'insertion pour porter une partie des aspects logistiques.

Une première manifestation organisée les 13, 14 et 15 juin 2014.

Une deuxième s'est déroulée du 5 juillet au 17 août 2014, avec la création d'une boutique éphémère.

La troisième se déroulera les 20 et 21 septembre 2014 avec la mise en place d'un marché de créateurs et d'un espace démonstration de technique des métiers d'art.

La promotion des métiers d'art se prolongera au delà des manifestations et au travers des partenariats développés.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

1ère manifestation : 115 exposants sur 3 jours

2ème manifestation : 17 exposants sur 6 semaines

Ressources humaines mobilisées:

Salariés mis à disposition: 3

Groupe de stagiaire en mobilisation professionnelle: 8

Chantier insertion action: 6

Economique:

Développement du chiffre d'affaires des professionnels des métiers d'art.

Accueil d'un flux de population important sur le territoire lors de la manifestation > retombées sur prestataires touristiques locaux.

Environnement:

Développement des circuits courts de commercialisation.

Le chantier d'insertion développé déploiera une offre de services autour du tri et de la réutilisation des déchets et matières. Les supports d'exposition ont été réalisés à partir de déchets d'entreprise de travaux publics.

Social:

Une entrée multi-public sur les manifestations

Le développement d'une offre de présentation des métiers d'art destinée aux scolaires

Les manifestations servent de support à l'activité de public en situation d'insertion

La culture et la création deviendront support d'insertion

Gouvernance:

Une fédération importante autour du projet : monde de l'enseignement, acteurs de l'ESS, acteurs du tourisme, artistes et artisans, institutionnels

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

L'association s'engage dans une expérimentation ; elle propose d'ancrer son accompagnement dans une logique de territoire grâce au soutien des collectivités locales et aux programmes européens 2014-2017 dont l'objectif général est de lutter contre les discriminations de toute nature dans le domaine de l'emploi.

Suite aux différentes rencontres avec les institutionnels du territoire, Métiers du Monde a identifié un besoin qui prend en compte le rôle des collectivités locales dans le développement de l'ESS au niveau territorial, amené à se développer avec le réseau au territoire national.

Innovation: L'art au service de l'insertion professionnelle

Malgré la mosaïque d'activités de l'économie sociale, le secteur d'activité développé par ce projet est peu représenté en France et pas représenté sur le plan régional.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

- Les acteurs du tourisme sur le volet diffusion et communication sur la manifestation et évaluation des manifestations,
- Les acteurs de l'Enseignement : manifestation se déroule dans les locaux de lycée,
- Les Collectifs des professionnels des métiers d'art,
- Les acteurs de l'ESS :
- Avec la participation de la Scop CEFORA : dans le cadre du programme Défi collectif, de Pollen scop avec la participation de ses entrepreneurs salariés, et le partenariat avec l'association Parenthèse pour la mise à disposition des salariés en insertion.
- Les impressions des supports de communication seront réalisées par l'atelier de la Teppe (public en situation de handicap)

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

Difficultés autour de la construction d'un modèle social et économique intégrant trois axes essentiels :

- l'accompagnement vers l'emploi des personnes en difficulté professionnelle par la formation et la qualification aux métiers de l'artisanat, du commerce, du tourisme, mais aussi du bâtiment.
 - la valorisation du patrimoine vivant, au travers de la valorisation des métiers d'art.
 - la sensibilisation de tous les publics au développement durable et au droit à la culture pour tous avec l'organisation des manifestations prévues.
- et faible moyen financier pour la mise en oeuvre.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Des actions favorisant le développement de l'association pour une meilleure organisation
- La recherche d'alliances et d'intégration avec pour objectif de s'intégrer et participer aux réseaux professionnels, économiques et politiques, de nouer des alliances stratégiques et faire évoluer les acteurs en faveur de ce projet.

Améliorations futures possibles :

Le projet répond à un véritable besoin du territoire, et pourrait certainement s'étendre à tout le territoire national mais dans ce mille feuille de dispositifs, d'aides, de montages, comment faire le meilleur choix et répondre au projet social avec une véritable expertise sur le plan technique, financier, juridique.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

- Produire et consommer localement s'impose comme une nécessité absolue pour la sécurité des populations à l'égard de leurs besoins élémentaires et légitimes. Sans se fermer aux échanges complémentaires, les territoires deviendraient alors des berceaux autonomes valorisant et soignant leurs ressources locales.

- En mobilisant des ressources humaines autour du projet ; en constituant un collectif sur le territoire, évalué en termes d'utilité sociale:

Ils seront artisans, artistes, créateurs, sensibilisés au développement du territoire, à l'économie sociale et solidaire.

- Une double utilité sociale pour ce projet avec la fédération des professionnels des métiers d'art et leur accompagnement dans un fort développement local, et la mobilisation autour de la problématique d'insertion des publics éloignés de l'emploi.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

Le projet permettrait de lancer l'activité de chantier d'insertion, qui rayonnerait ensuite sur l'ensemble du territoire et proposerait les prestations suivantes : réalisation de supports d'exposition, « Comment la filière métiers d'art et la filière réemploi peuvent créer de l'inclusion sociale, dans une démarche d'économie sociale et solidaire ? »

En participant à la valorisation des déchets en proposant la matière première aux professionnels des métiers d'art, en créant des objets supports à l'exposition d'œuvre d'art et en animant la vie locale autour des professionnels des métiers d'art en assurant la logistique événementielle (animation, communication) ...

Transmission, passion, innovation, esprit d'entreprise... les métiers d'art sont porteurs de développement humain. Métiers manuels et métiers artistiques, ils suscitent sans cesse de nouvelles vocations. Métiers d'hier et d'aujourd'hui, les métiers d'art sont surtout des métiers de demain.

POUR EN SAVOIR PLUS

Fiche d'identité METIERS DU MONDE :

1. Associations : <http://www.net1901.org/associations.html>
2. Rhône-Alpes : <http://www.net1901.org/annuaire-association/region/Rhone-Alpes,23.html>
3. Ardèche (07) : <http://www.net1901.org/annuaire-association/departement/Ardecche,07.html>
4. METIERS DU MONDE : <http://www.net1901.org/association/METIERS-DU-MONDE,180476.html>

Objet :

L'association métiers du monde a pour objet:

- Favoriser l'accompagnement de différents publics par la transmission de savoirs à travers une politique d'insertion et de dynamisation des personnes et des territoires.

- Développer les échanges pour une meilleure connaissance des Métiers d'Art et Artisanat sur le territoire de L'Ardèche verte.

L'aventure "Métiers du Monde" a débuté il y a trois ans et elle propose aujourd'hui un mode de fonctionnement sous divers pôles d'activité:

- un pôle formation: avec l'ouverture d'ateliers favorisant la transmission d'un savoir-faire.
- un pôle projet de lieu : exposition, vente, et lieu de stage ou formations ouverts aux publics et aux adhérents.
- un pôle organisation de manifestation, foire, salon, exposition.
- un pôle avec "L'art au service de l'insertion professionnelle : « Patrimoine, savoir-faire et développement local »

Transmettre les techniques des métiers d'art et artisanaux dans le but de promouvoir un savoir faire local ; former et favoriser l'accompagnement de différents publics par la transmission de savoir à travers une politique d'insertion et de redynamisation des personnes et des territoires en France; appuyer et favoriser les initiatives locales ayant pour objectif la mise en valeur des activités artisanales et des métiers d'art ; développer et commercialiser la création artistique de façon individuelle et collective ; être un espace de rencontre, de partage et d'échanges de personnes passionnés par les métiers d'art ; apporter tout concours à la commercialisation de ses propres réalisations ainsi que les produits artistiques et artisanaux issus du territoire ; apporter tout concours, pour la mise en oeuvre de ces projets ainsi que le développement de lieux d'accueil, d'expositions et de formations; organiser toutes manifestations ou participer à toutes campagnes d'information ou d'explications jugées nécessaires à la réalisation de ces buts avec toutes autorités ou organismes publics ou privés, dans le but de promouvoir les métiers d'art ; développer toutes formes d'échanges pour une meilleure connaissance mutuelle avec les métiers artistiques et artisanaux au travers de l'organisation ; apporter tout concours notamment financier, pour la mise en oeuvre de ces projets ainsi que le développement des ateliers, des écoles.

Annexe 1 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/170_20141008_sd1408256_plan_financement.pdf

Annexe 2 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/171_20141008_sd1408256_plaquette.pdf

Annexe 3 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/172_20141008_sd1408256presse.pdf

EMMANUEL KAWALA

BOIS



Espace Galerie - Cour des Miracles

Installé à Tain l'Hermitage, Emmanuel Kawala partage son temps entre la création, la réalisation sur mesure et la restauration. Ébéniste par passion il vous invite à venir lui rendre visite dans son atelier où il se fera un plaisir de vous faire découvrir son métier. L'imagination et la créativité pour la conception, la technique et le savoir-faire pour l'exécution et enfin le plaisir d'avoir, à partir d'un matériau brut, créé un objet fini.

EMMANUEL KAWALA
26600 TAIN L'HERMITAGE
www.emmanuel-kawala.fr
ebeniste@emmanuel-kawala.fr

BIENN'ART 2014 *Mdm*

Moulinage des Rivières : réactiver les activités autour du textile

Résumé : L'Association du Moulinage des Rivières s'est donné pour mission l'étude, la création et l'animation d'un espace d'activités économiques, culturelles et patrimoniales autour de l'activité textile et plus largement d'activités artisanales et artistiques dans le Pilat.

AUTEUR(S)

Odile Proust

Présidente

odile.proust @laposte.net

PROGRAMME

Démarrage : Novembre 2012

Lieu de réalisation : Pélussin (Loire)

Budget : 8000 €

Origine et spécificités du financement :

Leader + Région + dons + adhésions + recettes propres

ORGANISME(S)

Association du Moulinage des Rivières

9 route du pont

42410 Pélussin

Salariés : 0

Bénévoles : 10

Adhérents : 90



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : lundi 25 août 2014

Solution(s) : *Emploi*

Opérateur(s) : *Association, ONG*

Bénéficiaires : *population locale*

Domaine(s) : *Tourisme, Loisirs, Sports, Économie, Culture*

Pays : *France, Pays de la Loire*

Envergure du programme : *Locale*

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)

Pour citer un texte publié par RESOLIS : Proust, « Moulinage des Rivières : réactiver les activités autour du textile », ***Journal RESOLIS*** (2014)

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

En 2011-2012, les associations Visages de notre Pilat et Les Amis des livres, du canton de Pélussin (Parc du Pilat), ont organisé une collecte de mémoire sur l'histoire industrielle textile du Pilat Rhodanien et l'ont présenté au public sous forme d'expositions, de séances cinéma et de balades dans la vallée autrefois occupée par une trentaine de tissages et moulinsages. Cette action a suscité un vif intérêt, suite à une période assez silencieuse sur cette histoire encore récente puisque les moulinsages ont fermé dans les années 60, les tissages dans les années 80 et une dernière usine de confection a fermé en 2005. Il reste aujourd'hui 100 emplois dans 14 entreprises dans tout le Parc du Pilat sur les milliers qui existaient.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

L'actuelle présidente de l'association du Moulinage des rivières, a « découvert » le Moulinage au lieu-dit Les Rivières, lors d'une de ces visites. Au vu de la qualité du bâtiment – en vente, et au fait des besoins des artisans d'art en matière d'ateliers et d'espaces de travail partagé, elle a sollicité l'avis de quelques personnes pour étudier la faisabilité d'une réhabilitation de l'ancienne fabrique de fil de soie et l'installation de nouvelles activités autour du textile ou plus largement d'activités de création. Suite à des avis encourageants de la part de ces associations patrimoniales mais aussi d'artisans, et de l'ancien directeur du Parc du Pilat qui avait soutenu la création d'une coopérative de confection dans les années 80, l'association a été créée en janvier 2013.

Ses projets :

- donner une nouvelle vie au bâtiment du moulinage, en le rachetant et le rénovant
- promouvoir la création de nouveaux usages du textile
- * créer de l'emploi artisanal et touristique
- * partager une histoire industrielle qui a marqué le Pilat.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

En 2013, réalisation d'une étude architecturale et chiffrage des travaux de rénovation.

Organisation d'activités servant de tests d'utilisation du site et de temps fédérateurs : événement sur deux jours, exposition artistique, table ronde sur les nouveaux développements du textile, ateliers d'initiation de savoir-faire, réalisation d'un tissage collectif, valorisation des jardins en terrasses, éco-construction.

En 2014, poursuite de l'étude de faisabilité économique et recherche de fonds + activités nouvelles pour faire des liens avec les entreprises textiles existantes.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

Projet encore à ses débuts.

Mobilisation rapide sans doute liée aux réseaux des initiateurs, au caractère identitaire du projet et à la volonté de soutien à l'emploi local. 90 adhérents, 900 € de dons (sans appel particulier), 400 visiteurs au weekend « portes ouvertes 4 mois après la création de l'association. Obtention d'une subvention pour l'étude architecturale dans le cadre du programme Leader du Parc du Pilat et citation du projet dans la stratégie textile en cours d'élaboration dans le Pilat.

Accord du propriétaire pour donner la priorité à ce projet pour lui vendre le bâtiment.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

- La diversité des intérêts qu'il suscite (patrimoine, architecture, emploi...)
 - La volonté de faire travailler ensemble artisans d'art, artistes, entreprises industrielles et d'être un lieu « d'expérimentation »
 - La recherche de soutien à l'implantation d'une nouvelle activité de production (ex réemploi textile, entretien de la vallée, ou autre activité plus innovante à trouver), alors que de nombreux lieux patrimoniaux et friches industrielles sont plutôt tournées vers la création artistique seulement
-

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

- Parc naturel régional du Pilat : avis techniques dès le début, intégration dans le programme Leader, co-organisation de rendez-vous « savoir-faire entrelacés » associant visite d'entreprise textile et atelier artistique pour les habitants suite à la visite
 - CDDRA (Contrat de Développement Durable Rhône Alpes) Rhône Pluriel : subvention
 - Réseau des associations patrimoniales et autres associations locales culturelles
 - Parrainage-accompagnement par une Cigale (pas d'apport d'argent)
 - Echanges avec d'autres sites : Ecomusée du chapeau de Chazelles/Lyon, Manufacture de Vidalon à Annonay...
-

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

- Trouver une structure pour accompagner l'étude de faisabilité économique, eu égard à la complexité, aux différentes combinaisons d'activités pour assurer la viabilité, à la place prise par le sujet immobilier dans le projet
- Les coûts de rénovation sachant qu'encore aujourd'hui, les subventions publiques pour les bâtiments à usage économique privilégient le neuf.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Temps nécessaire mais pas encore de quoi payer un salarié
- En cours : appel à un binôme d'étudiants en formation de coordinateur de projets d'économie sociale et solidaire + un consultant pour établir différents scénarios financiers (investissement et fonctionnement)
- Chercher soi-même des solutions

Améliorations futures possibles :

- Structurer l'association en groupes de travail réguliers, et élargir le nombre d'actifs : groupe Finances, groupe Communication
- Créer un blog pour maintenir l'intérêt sur un projet qui va avancer lentement et préparer l'appel à épargne locale

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Trop tôt pour parler de réussite !

Importance de la communication sur le projet et sur l'avancée de la réflexion, car il est difficile de faire comprendre un projet qui essaie justement d'innover

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

- Étude de faisabilité économique capable de prévoir différents scénarios intégrant différentes activités : location d'ateliers permanents, location d'ateliers ponctuels, location d'espaces de travail, vente de prestations de services sur site ou à l'extérieur (organisation d'événements, accompagnement de projets, entretien de jardins en terrasses, formation écorénovation)
- Étude juridique pour la mise en place d'une SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif)

POUR EN SAVOIR PLUS

Annexe 1 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/166_20141008_sd1405187_plaquette.pdf

L'Odyssée de l'Espoir

Résumé : Afin de créer du lien social et de redonner confiance aux habitants en situation de précarité de la région de Roanne, l'Odyssée de l'Espoir a développé une activité culturelle basée sur le théâtre et la pratique d'ateliers artistiques.

AUTEUR(S)

Cathy Deoliveira

Présidente

odysee42300@gmail.com

PROGRAMME

Démarrage : Janvier 2008

Lieu de réalisation : Roanne

Budget : 50000 €

Origine et spécificités du financement :
Subventions des collectivités territoriales

ORGANISME(S)

Association l'Odyssée de l'Espoir

1 Bd Camille Benoît

42300 Roanne

<http://Odyseedelespoir.over-blog.com>

Salariés : 1

Bénévoles : 15

Adhérents : 80



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : vendredi 05 septembre 2014

Solution(s) : Culture, sport et loisirs, Exclusion et isolement

Opérateur(s) : Association, ONG

Pays : France, Rhône-Alpes

Bénéficiaires : Population urbaine, Bottom Of the Pyramid (BOP)

Envergure du programme :

Domaine(s) : Participation citoyenne, Culture

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)
Pour citer un texte publié par RESOLIS : Deoliveira, « L'Odyssée de l'Espoir », **Journal RESOLIS** (2014)

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

- Rencontre de différents organismes ATD Quart Monde, GRIL de l'IUT (Groupement de Recherche sur les initiatives Locales), Cie de théâtre l'Air du Temps, ELLIPPS Centre de formation et d'individuels.
- Réflexion collective menée autour du travail sur le croisement des savoirs.
- Questionnement de la commission de Grand Roanne Agglomération sur l'accès à la formation et à la culture et sur l'expression culturelle, outil d'intégration sociale : « Comment, sur le territoire roannais, répondre au nécessaire besoin d'expression et de pratiques culturelles des publics en difficulté ».

OBJECTIFS DU PROGRAMME

- Donner la parole aux personnes qui ne l'ont pas.
- Insertion sociale avec un outil culturel : le théâtre
- Développer le pouvoir d'agir de chaque participant « l'Empowerment »

ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Création et diffusion de spectacles théâtraux - d'expositions
- Pratiques artistiques dans des ateliers : écriture ludique, théâtre, slam, chanson, arts plastiques, costumes, décors
- Accueil des participants tous les jours de 10h à 17h, possibilité de repas partagés
- Accompagnement des personnes sur leurs problématiques (santé, emploi, famille...) en partenariat avec notre réseau local

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Création et diffusion d'un spectacle une fois par an
- Public touché : tout public, individuels et famille.
- Régularité de la fréquentation et d'investissement dans l'Odyssée devenu un « lieu de vie »
- Impacts sur les comportements, réactions et réflexions sur le devenir de chaque personne. Evolution vers l'extérieur (participation) à d'autres associations.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

Le texte du théâtre est écrit, choisi et joué par les comédiens eux-mêmes sur le mode de l'échange des savoirs. Les professionnels ne font qu'accompagner toutes les étapes de la création.

Pour chaque personne possibilité de participer aux différentes activités de l'association. Tant dans la création artistique, l'accueil et la vie associative et administrative.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

Partenariat de mobilisation et partenariat de réalisation avec des organismes du roannais. Structures du social (CCAS, Foyers d'accueil, Centres sociaux....), du culturel (Cies de théâtre, services culturels municipaux, Conservatoire...) et de l'institutionnel (services de mairies , de l'agglomération...)

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

Après 7 ans d'activités nous avons repéré différentes difficultés :

- Le manque de finances. Cette problématique freine la poursuite de projets innovants qui auraient pu servir d'outils d'évaluation.
- Le manque de bénévoles qui ralentit la dynamique de gestion et de création.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Une gestion rigoureuse met en attente certains projets. La professionnalisation de l'association a été réfléchie pendant deux ans dans le cadre du D.L.A., Dispositif Local d'Accompagnement de la Loire.

Améliorations futures possibles :

- Constitution d'un groupe de travail renforcé pour la recherche de sponsors ou de mécènes.
- Travail sur la communication.
- Recherche de bénévoles.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Pédagogique : montage de formation destinée aux travailleurs sociaux à propos de l'impact sur les personnes de ce type d'action.
Sociologique : Impact de l'expression culturelle sur l'individu et son quotidien.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

Voir annexes :

- Témoignages de participants
- Plaquette de l'association
- Article presse
- Photos ou vidéos sont disponibles dans le blog odysseedelespoir.over-blog.com

Pourtant la vie

Résumé : L'association Loi 1901 "POURTANT LA VIE" à but non lucratif rassemble des professionnels de la santé des secteurs public, privé, libéral, associatif, des professionnels de l'aide à domicile, des bénévoles d'associations, décidés à travailler ensemble au développement des Soins Palliatifs sur le secteur sanitaire Roannais.

AUTEUR

Brigitte Saintamand

Présidente

pourtantlavie@gmail.com

Fiche rédigée par :
Sophie Dupraz

PROGRAMME

Démarrage : 2004

Lieu de réalisation : Roanne

Budget : 8000 €

Origine et spécificités du financement :
Cotisation des membres, dons,
Subventions ponctuelles (CPAM de la Loire, Fondation de France, mairies)

ORGANISME

Pourtant la vie

Maison de la Mutualité 19 rue
Benoît Malon

42300 Roanne

<http://www.pourtantlavie.jed.st/>

Salariés : 0

Bénévoles : 100

Adhérents : 100



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : vendredi 05 septembre 2014

Commentaire(s) du comité : Santé, Exclusion et isolement

Opérateur(s) : Association, ONG

Pays : France, Rhône-Alpes

Bénéficiaires : malades, Toute personne concernée par l'accompagnement des

Envergure du programme : Locale

Domaine(s) : Santé

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)

Pour citer un texte publié par RESOLIS : Nom auteur, « Titre », **Journal RESOLIS** (année) identifiant d'objet numérique

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

Depuis janvier 2003, des professionnels de santé de différents secteurs ainsi que des représentants d'associations d'usagers et des personnes bénévoles, partant des constats de terrain, des besoins des malades, de leurs familles et des soignants, ont travaillé ensemble à un but commun : le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement sur le Roannais. Ils ont créé ensemble en 2004 l'association roannaise POURTANT LA VIE.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

- Développer les soins de support et les soins palliatifs sur le secteur sanitaire Roannais, à domicile ou en institution, promouvoir la coordination des soins,
- Contribuer au développement de l'accompagnement des malades, des familles et des proches,
- Organiser des actions de formation et de soutien pour les professionnels des secteurs médical, sanitaire et social,
- Diffuser les valeurs des soins palliatifs et de l'accompagnement au moyen d'actions de sensibilisation et d'information auprès du grand public.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Groupe pluridisciplinaire de réflexion et d'échange sur l'accompagnement ouvert à tous
- Organisation sur Roanne de soirées d'information sensibilisation, de journées interprofessionnelles
- Animation de groupe d'entraide pour personnes endeuillées
- Fonds de solidarité pour personnes malades démunies
- Participation au Réseau de Santé du Roannais (Conseil d'Administration, comité d'éthique)
- Contribution à différentes manifestations pour diffuser les valeurs des soins palliatifs

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

Depuis 10 ans, mise à disposition d'un espace d'information, d'échanges, de ressourcement, aussi bien pour les professionnels que pour les bénévoles d'accompagnement.

POURTANT LA VIE a contribué à la constitution d'un Réseau de Santé pour favoriser les soins à domicile, contribué à la diffusion de bonnes pratiques en soins palliatifs, permis la sensibilisation du public et contribué à la formation de centaines de soignants et à l'engagement de nouveaux bénévoles d'accompagnement en lien avec nos partenaires.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

POURTANT LA VIE a dès son origine été fondée sur la réflexion collective, les partenariats et coopérations entre tous les acteurs de santé du territoire roannais, autour de la promotion de l'accompagnement des personnes les plus fragiles : gravement malades ou handicapées - dans la lignée de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs (SFAP) et dans le cadre des lois Neuwirth et Léonetti relatives à la fin de vie.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

L'association n'intervient pas directement dans les établissements hospitaliers ou médico-sociaux ou les services d'aide à la personne, mais elle contribue aux actions d'information qu'ils peuvent mener.

Elle est membre du Réseau de Santé du Roannais et travaille étroitement avec d'autres associations : Jusqu'à la mort accompagner la vie (JALMALV), La ligue contre le cancer, et autres associations d'usagers...

Partenaires financiers : CPAM de la Loire, Fondation de France, mairies ...

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

La principale difficulté est l'investissement renouvelé des bénévoles dans le fonctionnement et la mise en place des actions de l'association. Le budget qui tient essentiellement aux cotisations et dons est parfois difficile à équilibrer. Il est parfois difficile d'avoir une bonne diffusion des informations de l'association dans les médias locaux.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Pour mener les actions de sensibilisation formation nous avons mis en place un groupe de travail mixte avec l'association de bénévoles JALMALV afin d'avoir une plus grande richesse des échanges et un ressourcement continu des bénévoles.

L'investissement bénévole dans d'autres associations facilite la circulation des informations.

Améliorations futures possibles :

- Avoir de nouveaux membres actifs investis.
- Progresser encore dans son action auprès des professionnels, des bénévoles et du public pour la promotion des soins palliatifs et de l'accompagnement.
- Contribuer au développement du Réseau de Santé du Roannais pour améliorer la qualité et la coordination des soins et faciliter le retour et le maintien à domicile des personnes gravement malades ou handicapées.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Principal facteur de réussite : Ne pas être isolé même quand la quantité de travail nous conduirait à nous replier sur nos habitudes... Rechercher les contacts et partenariats, donner pour recevoir, s'entraider entre associations, partenaires ... fixer le but qui est le sens de l'association et se remettre en question pour un projet associatif vivant.

Idee de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

Extrait de l'introduction au programme du 20ème congrès de la SFAP à Montpellier 18 juin -20 juin 2014 : « Les soins palliatifs sont nés d'une critique radicale de la part de la société civile à l'égard du sort réservé aux grands malades et aux mourants par l'institution médicale. Ils sont aujourd'hui à la croisée des chemins entre une pratique militante créative, et une intégration profitable au fonctionnement des institutions (...)

« Dans un contexte socioéconomique tendu, avec un accroissement de la précarité, comment survivre, aider, transmettre ? Au-delà des dispositions réglementaires et législatives, comment poursuivre notre élaboration éthique ?

« La mort ne connaît pas la crise. Elle demeure un questionnement universel et éternel, qu'on la redoute, qu'on la refoule ou qu'on la désire. Quelle place est la nôtre, aujourd'hui dans ce questionnement, et demain dans nos pratiques ?

« Ces paradoxes, ces contradictions et conflits sont ainsi au coeur de nos pratiques actuelles et de notre mouvement. Ils sont riches d'un pouvoir critique et mobilisateur permettant de penser autrement la place des savoirs et des techniques. »

POUR EN SAVOIR PLUS

Voir sites :

SFAP : <http://www.sfap.org/>

Observatoire National de la Fin de Vie (ONFV) : <http://www.onfv.org/>

Et :

- Rapport 2013-2014

- Plaquette de présentation POURTANT LA VIE

- Plaquette groupe personnes endeuillées.

(voir annexes et : <http://www.pourtantlavie.jed.st/telechargements/>)

Annexe 1 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/169_20141008_sd14085252_plaquette.pdf

Solidarité Paysans 42, le parti pris de l'homme debout

Résumé : Solidarité Paysans est une association créée en 1989. Elle a pour objectif d'offrir un accompagnement global aux agriculteurs en difficulté qui en font la demande en prenant en compte les difficultés économiques, sociales, humaines, techniques, relationnelles et juridiques. Composée d'une équipe d'accompagnateurs bénévoles, l'association fait partie d'un réseau régional et national.

AUTEUR(S)

Frédérique Fayolle

Animatrice

solidaritepaysans42
@orange.fr

PROGRAMME

Démarrage : 1989

Lieu de réalisation : Loire

Budget : 60000 €

Origine et spécificités du financement :
Fonds publics (Conseil Général, MSA)

ORGANISME(S)

Solidarité Paysans 42

4 Bis rue Philibert Mottin

42110 Feurs

<http://solidaritepaysans.org>

Salariés : 2

Bénévoles : 35

Adhérents : 45



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : vendredi 05 septembre 2014

Appréciation(s) du comité : *Source d'inspiration !*

Solution(s) : *Agriculture et alimentation*

Opérateur(s) : Association, ONG

Pays : France, Rhône-Alpes

Bénéficiaires : Population rurale

Envergure du programme : Locale

Domaine(s) : Travail, Agriculture

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)

Pour citer un texte publié par RESOLIS : Fayolle, « Solidarité Paysans 42, le parti pris de l'homme debout », ***Journal RESOLIS*** (2014)

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

Sous prétexte d'une adaptation à l'économie dominante, les orientations successives des politiques agricoles ont généré des crises à répétition aux conséquences sociales désastreuses. Ce ne sont pas seulement les agriculteurs les plus âgés, ni les moins bien équipés, ni ceux qui cultivent les terres les plus ingrates qui rencontrent aujourd'hui de graves difficultés. Ce phénomène demeure à peine perceptible par l'ensemble de la société si ce n'est à travers quelques manifestations mal comprises, ou quelques "faits divers" rapportant des suicides de paysans.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

L'association se fixe pour objectif d'accueillir tout agriculteur qui en fait la demande, sans exclusive. Pour accompagner et défendre les familles, aider les agriculteurs à faire valoir leurs droits en justice, préserver l'emploi, des agriculteurs ont créé Solidarité Paysans, mouvement de lutte contre l'exclusion en milieu rural.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Accompagnement socio-professionnel des agriculteurs : diagnostic de la situation, appropriation de la situation par l'agriculteur, rencontres des créanciers et des partenaires de l'agriculteur, travail sur le volet économique (réalisation d'outils de gestion, ...), soutien dans les démarches administratives, soutien moral et rupture de l'isolement.
- Pour réaliser ces actions, Solidarité Paysans 42 s'entoure de partenaires, et forme de façon continue ses accompagnateurs bénévoles, sur le plan technique ou de relecture des pratiques.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

- En 2013, 43 agriculteurs ont été accompagnés.
- Rupture de l'isolement : une relation de confiance se crée entre l'agriculteur, sa famille et ses accompagnateurs.
- Même si Solidarité Paysans 42 s'attache à préserver l'emploi sur des exploitations viables économiquement et vivables humainement, elle est de plus en plus souvent amenée à encourager les agriculteurs rencontrés vers une cessation d'activité; auquel cas il est fait en sorte que cette situation ne soit pas subie mais s'intègre à une démarche de changement.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

Le programme repose sur une relation entre pairs : les accompagnateurs ne sont pas des techniciens, ils sont disponibles et ont connu les mêmes difficultés du métier ; ils parlent le même langage que les personnes accompagnées. Les interventions sont gratuites et s'intègrent dans une démarche associative où les personnes accompagnées sont adhérentes au projet de l'association. Cette action repose sur la solidarité ce qui en fait une action originale dans le monde agricole aujourd'hui.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

Chambre d'Agriculture de la Loire, les assistantes sociales de la Mutualité Sociale Agricole, les techniciens des différents organismes qui interviennent sur les exploitations (vétérinaires, comptables, contrôleurs laitiers, ...), les associations du réseau national et régional auquel Solidarité Paysans 42 appartient (cf. échanges de pratiques et de réflexion)

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

- Communiquer pour faire en sorte que les personnes en difficulté nous contactent plus rapidement
- Etre reconnu par les institutions politiques agricoles
- Financement de l'action dans la durée
- Situations rencontrées de plus en plus complexes (endettement fort, résonance dans la famille...)

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Recherche perpétuelle de contacts avec nos partenaires pour une meilleure inter-connaissance, grâce entre autres à l'implication forte des bénévoles sur leurs territoires
- Appui de notre réseau national pour des échanges d'expériences
- Formation continue des bénévoles et des salariés

Améliorations futures possibles :

- Meilleur financement
- Meilleure reconnaissance
- Inflexion de la politique agricole

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

- Base de la réussite : un réseau de bénévoles qu'il convient d'étoffer, d'animer sans cesse. L'action est portée et animée par des agriculteurs motivés par le projet associatif.
- Aucune étiquette politique, syndicale ou confessionnelle de façon à pouvoir accueillir chaque personne en demande et interpeller les élus sur la situation de l'agriculture aujourd'hui
- Les partenariats sont indispensables à la réussite des actions.

Amélioration de la prise en charge des malades atteints d'hydrosadénite suppurée ou maladie de Verneuil

Résumé : Un groupe de bénévoles, malade, parents ou amis de malades, a fondé l'association Solidarité Verneuil pour mieux accompagner les personnes atteintes de la maladie de Verneuil, lutter contre l'isolement engendré par la maladie, et faire connaître cette maladie auprès du grand public.

AUTEUR

Hélène Raynal

Présidente

helene.raynal @laposte.net

PROGRAMME

Démarrage : 2009

Lieu de réalisation : Rhône-Alpes et national

Budget : 3000 €

Origine et spécificités du financement :
Dons/adhésions/subvention

ORGANISME

SOLIDARITE VERNEUIL

Le grain de ciel, CC le Samouraï,
2 avenue Salvador Allende

69100 Villeurbanne

<http://www.solidarite-verneuil.org/>

Salariés : N/C

Bénévoles : 5

Adhérents : 130



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : lundi 25 août 2014

Commentaire(s) du comité : Santé

Opérateur(s) : Association, ONG

Pays : France, Rhône-Alpes

Bénéficiaires : malades, Personnes en situation de handicap

Envergure du programme : Nationale, Locale

Domaine(s) : Santé

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)

Pour citer un texte publié par RESOLIS : Nom auteur, « Titre », **Journal RESOLIS** (année) identifiant d'objet numérique

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

La maladie de Verneuil (maladie chronique qui touche environ 1% de la population) est source de nombreuses difficultés de prise en charge liées intrinsèquement à sa physiologie, aux soignants, aux tutelles, ou aux patients eux-mêmes. La cause de ces difficultés est pourtant le plus souvent univoque : la méconnaissance qu'ont les patients, leur entourage, les tutelles et les soignants de cette maladie. La résultante de ces difficultés est également unique : c'est l'isolement médical mais aussi affectif et social dans lequel les patients sont très souvent placés. Face aux difficultés de prise en charge et à l'errance diagnostique subie par les malades, c'est un petit groupe d'entre eux qui se sont regroupés en fondant l'association Solidarité Verneuil en 2009.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Améliorer la prise en charge des patients en développant les outils nécessaires :

- Adresser les malades aux professionnels compétents de leur secteur
- Prendre en charge les malades isolés
- Identifier les malades pour un meilleur dépistage
- Proposer des aides administrative, financière et logistique aux malades

ACTIONS MISES EN OEUVRE

ans la pratique, Solidarité Verneuil propose :

- une permanence d'accueil mensuelle (Villeurbanne)
- un accueil téléphonique
- des visites en clinique et/ou hôpital ainsi qu'à domicile
- une prise en charge en gare ou aéroport vers les établissements hospitaliers
- des rencontres amicales
- des débats, conférences et réunions d'information
- une aide matérielle par la mise à disposition de petit matériel postopératoire
- une prise en charge de la caution en cas d'hospitalisation
- des opérations à visée d'éducation thérapeutique destinées au grand public
- des espaces d'expression sur Internet (forum + page FaceBook)

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

La participation de Solidarité Verneuil à une EPP intitulée : « Intégration d'une association de patients dans une démarche d'EPP : L'exemple de la maladie de Verneuil » a abouti à la remise du Prix de la qualité HAS/ARS/CEPPRAL 2012 (octobre 2012). L'organisation de la conférence médicale intitulée « Rencontre autour de la maladie de Verneuil » le 26 octobre 2013 a réuni plus de 200 malades de toutes régions, du personnel infirmier ainsi que de nombreux médecins. Le nombre d'adhérents a fait un bond de 140% vs 2012.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

Le projet au rayonnement local au départ se veut fédérateur au sens large. D'une part en rassemblant et en accompagnant les malades de toutes les régions, d'autre part en favorisant les échanges de savoirs faire entre les professionnels de santé.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

Solidarité Verneuil travaille au quotidien avec la Clinique du Val d'Ouest (Ecully) et la société C-Médic France, prestataire spécialisé dans la délivrance à domicile du matériel post-opératoire. Dans le cadre de la Rencontre autour de la maladie de Verneuil organisée en octobre 2013, la Fondation Bioderma pour la santé, la Fondation APICIL, la municipalité de Villeurbanne et le Crédit Agricole ont apporté leur soutien financier et logistique à l'association.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

Les principales difficultés sont le manque de visibilité de cette pathologie et le manque de moyens financiers pour communiquer et développer une éducation thérapeutique plus globale.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Accentuation de la présence de l'association sur les réseaux sociaux, organisation d'événements, regroupement d'associations de malades et développement d'antennes locales.

Améliorations futures possibles :

Le regroupement d'associations européennes pour l'uniformisation de la prise en charge commune à tous les pays européens est en cours de réflexion.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Les contacts avec le corps médical établis lors de la conférence d'octobre, ont permis d'envisager la reproduction du partenariat avec la clinique lyonnaise vers d'autres établissements hospitaliers.

Les liens solides établis avec les associations européennes ont donné lieu à plusieurs rencontres et à un projet d'association européenne.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

Élaboration d'un fichier de contacts médicaux et de structures paramédicales commun à toutes les structures.

POUR EN SAVOIR PLUS

La maladie de Verneuil (ou hidrosadénite suppurée ou hidradénite suppurée) est une affection cutanée orpheline et chronique se caractérisant par l'inflammation des glandes annexes du follicule pileux. La maladie évolue sous la forme de poussées inflammatoires totalement imprévisibles affectant l'un, l'autre ou plusieurs des territoires potentiels (aines, aisselles, pli inter fessier...). Les enquêtes spécifiques font état d'une prévalence théoriquement importante dans la population (jusqu'à 1% de la population en France).

Annexe 1 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/163_20141008_sd1405177_plaquette_maladie_de_verneuil_novembre_2013.pdf

Annexe 2 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/164_20141008_sd1405177_depeche.pdf

Annexe 3 : http://www.resolis.org/upload/fiche/annexe/165_20141008_sd1405177_depeche2.pdf

VALORISE : recyclage socialement responsable

Résumé : VALORISE, Atelier Chantier d'Insertion, facilite la resocialisation et l'employabilité de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, au travers d'une activité de collecte et de tri de papiers de bureau.

AUTEUR(S)

Jean-Philippe Trouvé

Directeur

jptrouve@valorise.org

PROGRAMME

Démarrage : 2010

Lieu de réalisation : Rhône-Alpes

Budget : 500000 €

Origine et spécificités du financement :
30% acteurs privés-70% ACTEURS
PUBLICS

ORGANISME(S)

VALORISE

124 rue Simone Weil

42153 Riorges

<http://www.valorise.org>

Salariés : 28

Bénévoles : 6



COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche : vendredi 05 septembre 2014

Appréciation(s) du comité : Impacts élevés !, Source d'inspiration !

Solution(s) : Emploi

Opérateur(s) : Association, ONG

Bénéficiaires : Femmes, Chômeurs

Domaine(s) : Travail

Pays : France, Rhône-Alpes

Envergure du programme : Locale

Copyright: Licence Creative Commons Attribution 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>)

Pour citer un texte publié par RESOLIS : Trouvé, « VALORISE : recyclage socialement responsable », **Journal RESOLIS** (2014)

ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

L'agglomération roannaise doit faire face aujourd'hui comme de nombreux territoires à une crise sociale majeure avec pour conséquences :

- Une forte dé-industrialisation dans des secteurs autrefois porteurs comme le textile et la mécanique.
- Une paupérisation de la population avec 25 % des foyers vivant sous le seuil de pauvreté
- Un taux de chômage élevé et plus particulièrement par les femmes venant de l'industrie textile (+ de 5000 emplois perdus en 10 ans) mais aussi chez les jeunes.

Dans le même temps, l'offre d'insertion par l'activité économique est faible sur le territoire et tout particulièrement pour le public féminin et les jeunes

Aussi, proposer des solutions d'insertion professionnelle pour les personnes les plus en difficultés, tel est l'enjeu premier que souhaite relever VALORISE.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

« Offrir à des jeunes et des femmes en grande difficulté un espace de travail formatif basé sur le recyclage des papiers de bureau afin de leur apporter »

ACTIONS MISES EN OEUVRE

VALORISE a développé depuis juin 2010 un atelier chantier d'insertion qui a pour support d'activité la collecte et le tri des papiers de bureau issus des entreprises et collectivités du Roannais.

Dans le cadre de ce chantier d'insertion VALORISE propose un accompagnement social et professionnel pour construire avec les salariés en insertion une sortie positive de l'atelier.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN OEUVRE

En terme environnemental : mise en place d'une démarche d'une collecte de tri sur plus de 500 sites dans le roannais ce qui a permis de collecter et recycler plus de 2000 tonnes de papier depuis 2010.

En terme économique : Le développement de l'activité a permis de créer à ce jour 24 poste en insertion et 4 postes d'encadrement pour un budget de 500 000 €

En terme social : VALORISE accueille 30 personnes par an pour les accompagner dans la résolution de leur problématique. A ce jour plus de 70% des personnes partent de VALORISE avec une sortie positive (Emploi ou formation)

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

Pour faciliter le retour à l'emploi des personnes que nous accueillons, nous axons nos efforts sur la formation. Le retour à l'emploi durable ne peut se faire sans être qualifié. Depuis 2 années, nous avons mis en place un partenariat avec l'IUMM pour former 8 salariés par an au métier de conducteur de machine industrielle avec l'obtention d'un Certificat de Qualification Professionnelle.

Un autre axe important est la lutte contre l'illettrisme avec la mise en place des formations dans le domaine. Ces 2 dernières années, nous finançons plus de 4000 h de formation pour un budget de plus de 60 000 €.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

Au niveau économique, nous avons développé des partenariats avec plus de 250 entreprises ou collectivités pour collecter leur papier de bureau.

Au niveau de la formation nous travaillons en collaboration avec différents centre de formation mais plus particulièrement avec l'afpi pour former aux métiers de l'industrie et ELLIPPS pour la lutte contre l'illettrisme.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en oeuvre du programme :

La principale difficulté est de mobiliser tous les acteurs (Etat, Région, Communauté de commune, entreprises, partenaires sociaux...) autour d'un même projet et de concilier les objectifs et contraintes de chacun.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Il est important de communiquer auprès des différents acteurs, de montrer l'efficacité de notre action et être force de proposition

Améliorations futures possibles :

Développer la mise en place d'une nouvelle formation : CQP : Agent polyvalent pour les personnes les plus en difficulté.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Au niveau de l'activité : Mettre en place une action commerciale forte

Au niveau stratégique : Mobiliser tous acteurs locaux

Au niveau social : Développer la formation professionnelle des salariés

Au niveau RH : Avoir une équipe d'encadrement professionnelle et qualifiée

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

Notre action doit permettre à des personnes en difficulté de construire un parcours les conduisant à un retour vers l'emploi.

Toute notre problématique est de travailler sur l'orientation professionnelle.

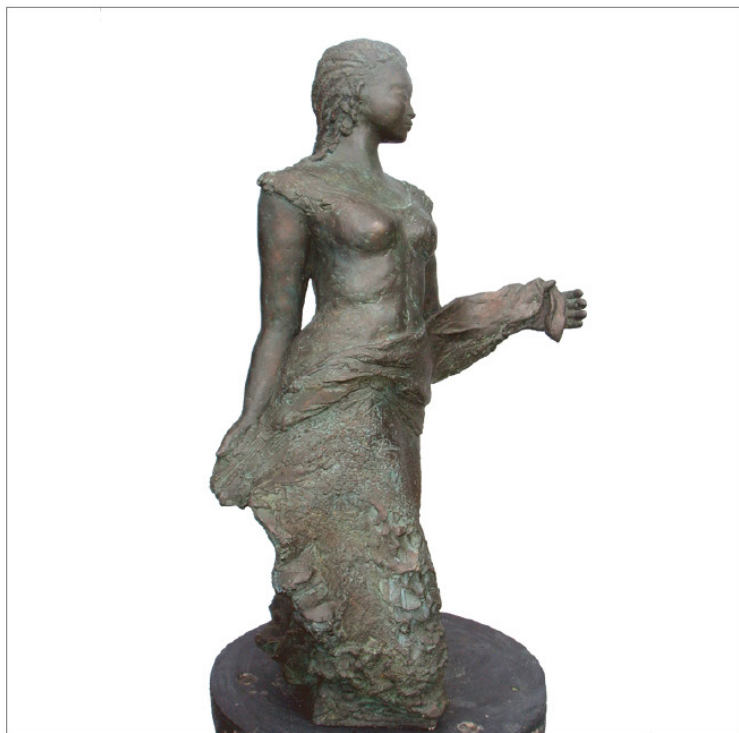
Un sujet de recherche pourrait être : « Quelle démarche et quels outils pour construire un parcours d'insertion professionnelle avec des salariés en insertion dans un ACI. »

The background of the entire page is a vibrant green color. Overlaid on this background is a complex, abstract pattern of white and dark green geometric shapes. These shapes include various line segments, rectangles, and curved forms that interlock and overlap, creating a sense of depth and movement. The pattern is dense and covers the entire surface, framing the central text.

Chapitre 2 :
**ALTRUITE,
TERRITOIRES ET
SOLIDARITE**

CHANTAL HUBERT

CÉRAMIQUE SCULPTURE



Espace Galerie - Chapelle du lycée Gabriel Faure

En sculptant Chantale se met à l'écoute de la terre:

La sentir vivre sous les doigts, c'est une rencontre joyeuse et magique.

Dans l'intuition de l'instant, au détour d'un minuscule détail, la terre se dévoile, la sculpture naît, prend forme.

Le mouvement, l'émotion font vivre un monde de Femmes empreint de tendresse et douceur...Jouer avec les matières et couleurs.

Deux mots ? Se laisser surprendre, Rêver, Oser...

Chantale Hubert transmet pendant trente années la danse et l'expression corporelle consciente. En 1995 elle suit une formation professionnelle en poterie tournage émaillage puis en sculpture.

Puis en modelant la terre, elle redécouvre une passion d'enfant :

« Sculpter la terre » qui l'ouvre à un nouvel espace de création...Chantale s'inspire de son vécu, elle exprime souvent dans ses créations la féminité, chaque instant est source d'inspiration à l'infini : rêves, rencontres...Elle partage maintenant avec cœur son expérience par des ateliers créatifs .

ATELIER DE FONTFREYDE
07570 DESAIGNE
www.atelierdefontfreyde.fr
atelierdefontfreyde@orange.fr

Mdm BIENN'ART 2014

ELOGE DE L'ALTRUISME ET DE L'ALTRUITÉ



● **AUTEUR** : Philippe Kourilsky
Professeur émérite au Collège de France
Président de RESOLIS

INTRODUCTION

Je suis convaincu que notre avenir collectif dépend, pour une large part, de nos comportements individuels, et des rapports que chacun d'entre nous entretient avec les autres. C'est bien leur intégration qui, *in fine*, modèle les systèmes politiques et sociaux. Cela résulte de processus extrêmement complexes et difficiles à appréhender. Mais je ne crois pas que cette difficulté doive nous conduire à penser ces systèmes comme des entités autonomes, en faisant complètement abstraction des individus et des responsabilités de chacun vis-à-vis des autres. Comme d'autres¹, je crois donc que l'altruisme peut être un moteur de progrès social, et c'est pourquoi j'ai choisi de l'analyser. Mes réflexions m'ont conduit à mettre en exergue une forme d'altruisme rationnel², que, pour éviter toute ambiguïté, j'ai désignée sous le vocable d'« *altruité* »³. Dans cet article, j'en reprends la définition, avant de montrer, par quelques exemples d'applications, la fertilité des idées d'altruité, et de devoir d'altruité.

I. LES NOTIONS D'ALTRUITÉ ET DE DEVOIR D'ALTRUITÉ

L'ALTRUITÉ

Je pars de l'idée, familière pour les biologistes, qu'il y a de l'autre en chacun de nous. Les immunologistes (dont je suis) savent bien que la reconnaissance du « non-soi », fait partie du « soi »⁴. Plus simplement, les capacités de voir et de percevoir l'autre, de lui parler et de l'entendre, de le comprendre et de se le représenter, sont des caractéristiques biologiques. Il est d'ailleurs démontré que le nourrisson a une certaine conscience (innée) de l'autre bien avant l'apparition de la parole. On peut donc tenir pour acquis que, dans le « soi » d'une personne, cohabitent le « moi » (l'ego) et « l'autre » (l'alter). De plus, le « moi » et « l'autre » figurent sous deux formes. L'une relève des émotions, des instincts, de l'inconscient, c'est-à-dire *des sentiments*, et l'autre de la rationalité consciente, c'est-à-dire *de la raison*. Cela délimite quatre secteurs (soi/autre, sentiments/raison), dont deux, ceux qui sont concernés par « l'autre » vont retenir notre attention.

Dans ceux-ci, la représentation de « l'autre », qu'elle soit fondée sur les sentiments, la raison ou un mélange des deux, peut être orientée de façon positive ou négative. Mes sentiments peuvent aller de l'amour à l'indifférence, ou de la répulsion à la haine. Quant à mon appréhension rationnelle, elle peut ne prendre en compte que mon intérêt personnel, ou celui de l'autre, ou les deux à la fois. Toutes sortes d'attitudes sont donc possibles, de l'égoïsme pur à l'altruisme porté jusqu'à l'oubli de soi. Ce que je baptise « altruité » est la partie « positive » du secteur qui recouvre l'appréhension rationnelle de « l'autre ». **L'altruité est donc une approche positive et rationnelle de l'autre.** Quant à l'altruisme, c'est une démarche positivement orientée vers l'autre, qui additionne, ou combine la raison (l'altruité) et des sentiments tels que l'empathie, l'amour et la générosité.

L'altruité est censée être indépendante (ou aussi indépendante que possible), des sentiments. Cela n'empêche pas que ces derniers interviennent dans les attitudes et décisions adoptées *in fine* par la personne pensante.

ALTRUITÉ, LIBERTÉ ET DEVOIR D'ALTRUITÉ

L'idée d'altruité prend tout son sens lorsqu'elle est rapprochée de celle de liberté. Celle-ci est maintenant considérée comme un droit fondamental dont disposent tous les êtres humains. C'est une acquisition assez récente, si l'on en juge par la disparition (encore incomplète) de l'esclavage. Ce droit figure en tête de toutes les déclarations universelles des droits de l'Homme. Pourtant, l'idée de liberté n'a pas le même

1. Matthieu Ricard, *Plaidoyer pour l'Altruisme. La force de la bienveillance*, NiL éditions, Paris, 2013.

2. Philippe Kourilsky, *Le temps de l'Altruisme*, Odile Jacob, Paris, 2009

3. Philippe Kourilsky, *Le Manifeste de l'Altruisme*, Odile Jacob, Paris, 2011

4. Philippe Kourilsky, *Le jeu du hasard et de la complexité. La science nouvelle de l'immunologie*, Paris, Odile Jacob, 2014.

sens pour tous. Des différences d'interprétation transparaissent jusque dans les racines philosophiques et politiques du libéralisme. Elles résultent largement des différences dans les limites que l'on accorde, ou non, à la liberté des individus. Les limites les plus communément acceptées sont inscrites dans l'affirmation, (dite « règle d'or »), que la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres. Je juge cette proposition classique insuffisante. Je pense essentiel de la compléter en faisant usage de la notion de « *libertés individuelles* », (liée à celle de « *capabilités* »), élaborée par Amartya Sen⁵. Les libertés individuelles sont celles dont une personne jouit effectivement pour mener une existence convenable.

Cette formulation pragmatique de l'idée universelle de liberté englobe la « règle d'or », (en ce sens qu'un individu ne doit pas nuire aux libertés individuelles d'un autre), mais elle me permet de la dépasser comme suit. Si je suis trop pauvre pour acheter du pain, je souffre d'une perte de liberté. Si je suis très riche et que j'achète tout le pain disponible dans la boulangerie, je prive d'autres, qui veulent en acheter, d'une part de leurs libertés. Mais si je suis assez riche pour acheter du pain et qu'il n'y a pas de boulanger, je suis moi aussi privé de liberté. Ainsi, dans cette perspective, **la liberté de chacun est non seulement limitée par celle des autres, mais aussi construite par celle des autres**. Cette interdépendance entre les hommes, de plus en plus manifeste dans la vie moderne, est une condition de la liberté de chacun. De cette co-construction des libertés individuelles, dérive un devoir individuel d'altruisme, c'est-à-dire, **l'obligation pour chacun d'aider les autres à développer leurs propres libertés individuelles**. Pour moi, cette notion est fondamentale. Elle fait du devoir d'altruisme un élément inséparable, et même le régulateur principal, de notre droit à la liberté. Ce sont les deux facettes indissociables d'un même principe.

Cette assertion prend encore plus de relief lorsqu'on détaille plus avant les principales caractéristiques du devoir d'altruisme. En premier lieu, sa détermination est un acte de raison, qui, (au moins initialement), n'est pas soumis aux sentiments. Le devoir d'altruisme n'a donc, *a priori*, rien à voir avec la générosité ou l'amour du prochain. C'est pourquoi il faut le distinguer de l'altruisme. Il s'impose quels que soient les sentiments d'amour, d'indifférence ou de haine envers l'autre. C'est de plus un acte individuel autonome, par conséquent étranger à l'attente d'un contre-don. Enfin, il me paraît logiquement et moralement cohérent de lui attribuer un caractère de proportionnalité, qui exprime l'idée que, plus mes libertés individuelles sont étendues, plus mon devoir d'altruisme est grand.

Le processus qui permet à l'individu de déterminer la nature et l'ampleur de ce dernier repose sur un exercice **d'introspection rationnelle**. L'individu doit auto-évaluer la nature et l'ampleur de ses libertés individuelles avant d'en déduire celles de son devoir d'altruisme. J'ai montré ailleurs que ce processus requiert une *discussion avec d'autres*, qui fournit une forme de *validation*, un peu analogue à la pratique scientifique du jugement par les pairs⁶. En somme, l'approche que je propose ici est *méthodique*. Elle repose, en quelque sorte, sur la combinaison de l'idée et de son mode d'emploi, ce qui constitue, pour moi, une forme pragmatique de l'activité intellectuelle. C'est celle qui prévaut dans les sciences de la nature, où une idée, même brillante, est rarement respectée à moins d'être assortie à une proposition expérimentale. Cette remarque, d'ailleurs, renvoie à la pratique scientifique de la discussion, qui détermine, à un instant donné, si une idée est, ou non, « respectable ».

Au terme de ce processus, l'individu reste libre d'en accepter ou non les conclusions, et de laisser, ou non, ses sentiments intervenir dans sa prise de position finale. Mais, dès lors qu'il en a articulé les termes, l'individu s'engage ; il devient comptable devant lui-même (et, pourquoi pas, devant d'autres) de la mise en œuvre de dispositions librement consenties. Ainsi s'affirme, par l'auto-détermination de son devoir d'altruisme, la responsabilité, éclairée et consentie, d'une personne à l'égard des autres. On peut facilement l'étendre à d'autres responsabilités, maintenant bien identifiées, qui sont tournées vers les générations futures et l'environnement planétaire. Ainsi se trouvent mises en face de la revendication légitime du droit à la liberté, des obligations tout aussi légitimes, et qui ne peuvent être ignorées. Cette réaffirmation de la responsabilité individuelle dans la vie sociale devrait aller de soi. Nous savons bien que, très souvent, ce n'est pas le cas.

II. LA CAPACITÉ STRUCTURANTE DES IDÉES D'ALTRUITÉ ET DE DEVOIR D'ALTRUITÉ

Je voudrais maintenant montrer, par quelques exemples, que les idées d'altruisme et de devoir d'altruisme sont structurantes dans de vastes domaines de la réflexion. L'étendue de leur intervention n'a rien d'étonnant, si l'on considère que la première de ces idées (celle d'altruisme) touche à la question très générale de la conception rationnelle de l'autre, et que la seconde (celle de devoir d'altruisme), renvoie à la conception de la liberté. Cet aspect me paraît être plus original et plus productif. Quoi qu'il en soit, les deux aident à construire des cadres de réflexion qui permettent d'aborder de façon (un peu) renouvelée, - ou, du moins, avec un éclairage (un peu) différent -, des champs aussi larges que la morale, l'économie et la philosophie politique. Je ne ferai qu'en effleurer certains aspects, avant d'en arriver à la question de la pauvreté.

5. Amartya Sen, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2000.

6. Philippe Kourilsky, *Le Temps de l'Altruisme, et Le Manifeste de l'Altruisme*, op. cités

L'ÉCONOMIE EST UNE SCIENCE MORALE

Pour commencer, je pense utile de ré-insister sur ce point tant de fois martelé par nombre d'économistes et de philosophes : l'économie est une science morale. La crise économique mondiale qui a débuté en 2007 a mis en lumière d'énormes manquements à ce que beaucoup tiennent pour la morale la plus élémentaire (profits disproportionnés, paradis fiscaux, tricheries en tous genres). Lorsqu'on en analyse les sources, on tombe inmanquablement sur des problèmes moraux tels que celui posé par le modèle pernicieux - mais largement enseigné - d'*Homo Economicus*. Celui-ci est censé être pleinement informé, totalement rationnel, et guidé par son seul intérêt. Cette caricature est peut-être commode pour modéliser l'économie, mais elle est irréaliste et dépourvue de toute éthique dans la mesure où l'homme est décrit comme uniquement mû par son seul intérêt. Tout comportement altruiste constitue une déviation du modèle. En ce sens, celui-ci n'est pas seulement amoral. Il est immoral⁷.

Dans la perspective ouverte par l'altruisme, l'individu a évidemment le choix d'adopter des comportements altruistes (guidés à la fois par la raison et par des sentiments tels que la générosité). De plus, la conception de l'échange économique entre deux parties prenantes (qui est, en quelque sorte « l'atome » de l'économie) peut évoluer. Les économistes utilisent de plus en plus la notion d'*externalité*, pour prendre en considération des coûts non intégrés dans le strict échange marchand. Par exemple, la construction d'un réfrigérateur a un coût écologique (notamment lors de sa mise au rebut) aujourd'hui partiellement intégré dans une « écotaxe ». Les idées d'altruisme et de devoir d'altruisme conduisent à introduire des « *externalités éthiques* ». Celles-ci prennent en compte les libertés individuelles des partenaires de l'échange et incorporent leurs devoirs d'altruisme respectifs. Cette approche a été modélisée par Hervé Defalvard⁸. Elle réintroduit l'humain là où *Homo Economicus* le confisque au profit de la seule matérialité de l'échange⁹. J'ai montré ailleurs qu'elle était parfois pratiquée, par exemple, dans la vente de vaccins aux pays en voie de développement.

LA FAILLE CACHÉE DU LIBÉRALISME POLITIQUE

Je désigne ici sous le terme de « libéralisme » toute théorie politique qui se fonde sur la liberté des individus¹⁰. J'ai exposé plus haut que, la notion de liberté individuelle « construite » devant prévaloir, le devoir d'altruisme constitue dès lors un complément obligatoire de la liberté. D'où une interrogation fondamentale sur les philosophies politiques libérales. Si celles-ci reposent sur une idée incomplète de la liberté, cela implique qu'elles sont viciées dans leur propre fondement, et ce, quels que soient leurs différences et leurs points de clivage. En termes simples, on peut penser que le libéralisme (sous toutes ses formes) a mis en exergue le droit à la liberté, en négligeant les devoirs individuels associés à cette dernière, (c'est-à-dire le devoir d'altruisme).

Au demeurant, chacun peut constater à quel point les déclarations universelles des droits de l'Homme sont focalisées sur les droits, (dont le droit à la liberté), et peu disertes sur les devoirs. Historiquement, cela se comprend. Il fallait avant tout gagner la liberté, et l'évocation des obligations associées n'avait sans doute pas la même priorité, ni le même pouvoir de mobilisation. Des devoirs apparaissent bien, décennie après décennie, mais sous la forme de droits sociaux, qui emportent des obligations pour la collectivité, non pour les individus. On peut aussi penser, comme je l'ai suggéré, que les obligations individuelles relevaient en partie, jusqu'au milieu du XX^e siècle, du domaine religieux. Celui-ci s'étant fortement rétréci après la deuxième guerre mondiale, on peut imaginer que le champ des obligations individuelles s'est lui-même rétréci, faute d'un renforcement de la morale laïque, pourtant voulu, en France par exemple, au XIX^e siècle. Quoi qu'il en soit, on a assisté à un fort développement de l'ultra-individualisme, fondé sur la revendication d'une liberté sans limites, dont les théories économiques ultra-libérales se font l'écho.

J'en déduis qu'une réflexion sur les fondements du libéralisme s'impose. Elle déboucherait sur un « libéralisme altruiste », qui reste à construire, mais dont on entrevoit ici le socle. Je suis donc convaincu que, si nous voulons améliorer les dispositifs qui règlent la vie sociale, nous ne pouvons faire l'impasse sur le rôle, « élémentaire » mais essentiel, de l'individu dans sa relation aux autres. Cela fait intervenir l'autodétermination de son devoir d'altruisme, mesuré, comme je l'ai indiqué, à l'aune de ses libertés individuelles. Par voie de conséquence, il convient de repenser plusieurs règles de la vie démocratique.

7. Philippe Kourilsky, *Le temps de l'Altruisme*, op cité

8. Hervé Defalvard, communication personnelle

9. Comme Hervé Defalvard me l'a fait remarquer, cette référence à des externalités éthiques présente l'inconvénient de faire implicitement appel au concept d'*Homo Economicus*, avec le risque d'apparaître comme l'un de ses nombreux correctifs et de le laisser indûment en place.

10. On évitera de confondre cette définition, très large, avec celle du libéralisme économique.

DE LA NÉCESSITÉ D'AMÉLIORATIONS DÉMOCRATIQUES

Je suis de l'avis que les systèmes politiques démocratiques tendent à se dégrader. J'estime que leur ajustement est impératif, et qu'il est urgent d'en réévaluer les fondements et d'en accroître les exigences. Cette évolution n'est pas seulement rendue nécessaire par les changements sociaux, économiques, techniques et culturels. Le problème est plus profond. Trop de démocraties se montrent bien peu critiques vis-à-vis de leurs erreurs, qui sont pourtant nombreuses (comme les nombreuses infractions aux Droits de l'Homme dans les démocraties prétendument les plus avancées). Un peu partout, on semble se satisfaire du label démocratique obtenu grâce à l'organisation du vote libre et non frauduleux. Cela n'est pas rien, mais ne constitue qu'un premier pas. Or, il semblerait que peu importe, après, si les citoyens ne se déplacent plus qu'en petit nombre pour voter. Peu importe, non plus, si le système politique et/ou administratif, mis en place ou adoubé par les instances démocratiques élues, est pour partie corrompu ou inefficace. Alors qu'une forme d'autosatisfaction y règne, l'exemplarité des démocraties occidentales me paraît décliner. Cela est d'autant plus dangereux que certaines démocraties « autoritaires », ou certains systèmes autoritaires non démocratiques mais « éclairés », font preuve d'une efficacité économique qui suscite des envies, et exerce un pouvoir de séduction dans les démocraties elles-mêmes.

Or, que se passe-t-il en Occident ? L'hyper-individualisme a gagné du terrain et l'ultra-libéralisme économique s'est taillé la part du lion en profitant de l'internationalisation des échanges. Celle-ci s'est rapidement développée avant que des régulations internationales appropriées aient vu le jour. La finance a gagné un pouvoir considérable qui a souvent pris de court les législations nationales, ce dont témoignent, entre autres, les paradis fiscaux. Les évolutions et révolutions technologiques et sociologiques en cours (dans les domaines de l'information, de l'informatisation, de la procréation et d'autres), pourraient appeler ou susciter un surcroît d'innovations démocratiques. Par exemple, le vote citoyen pour les représentants du peuple ne contient qu'une quantité minime (quelques « bits ») d'informations. Avec l'informatique actuelle, il serait facile de nourrir le vote classique par des votes complémentaires portant sur des projets prioritaires. Ainsi, j'imagine qu'en France, une bonne majorité de citoyens de tous les bords politiques serait réunie pour réclamer de leurs députés, de droite comme de gauche, une vraie réforme de l'école. Celle-ci serait sans doute plus facile à mettre en œuvre par le gouvernement élu, de quelque majorité qu'il soit, puisqu'elle aurait été pré-approuvée par un vote quasi-référendaire, - plutôt que renseignée dans l'immédiateté par des sondages dont les limites sont trop bien connues.

J'ouvre trois autres pistes de réflexion. D'abord, concernant la **réhabilitation de la responsabilité individuelle**, je noterai qu'il est concevable d'inscrire dans la loi certaines obligations associées au devoir d'altruisme. C'est, bien sûr, déjà le cas pour beaucoup d'entre elles, telle que celle de payer des impôts. Toutefois, on peut imaginer d'autres obligations et de nouvelles modalités¹¹. Par exemple, ne pas aller voter est une entorse flagrante au devoir d'altruisme. Je suis partisan (comme cela est fait dans plusieurs pays) de le rendre obligatoire en comptabilisant les votes blancs¹².

Une seconde concerne le **contenu du projet démocratique**. A mon sens, la démocratie n'est pas seulement, comme l'avancait Raymond Aron¹³, un moyen de partager pacifiquement le pouvoir. Je pense que l'un de ses buts devrait être d'accroître les libertés individuelles de ses membres. *A minima*, on devrait s'accorder sur le principe que les pertes injustifiées de libertés individuelles ne sont pas acceptables. Il en résulte que *l'efficacité* devrait être une vertu cardinale de tout système démocratique. Cela n'est pas toujours reconnu. Pour prendre un exemple particulièrement simple, des queues interminables devant des services administratifs constituent une perte de libertés individuelles pour les demandeurs. Or, c'est généralement moins une affaire de personnes que d'organisation. Il est du devoir des dirigeants de veiller à la performance des organisations, publiques notamment, non pas, ou non seulement, en fonction de critères économiques, mais en raison de critères moraux.

La troisième touche à la **qualité de l'information nécessaire à la vie démocratique**. L'information, de nos jours, plutôt qu'indisponible, est trop souvent disponible sans être véritablement compréhensible ou exploitable. Le citoyen soucieux de s'informer s'égare bien souvent dans un maquis informationnel désordonné ou manipulé. On pourrait dire que son devoir d'altruisme fait obligation à un citoyen de s'informer un minimum afin de voter en connaissance de cause. Mais à ce devoir correspond un *droit à l'information*, qui, dans bien des cas, n'est pas satisfait. Il faudrait que l'information soit mise en forme de façon honnête, non partisane et peu contestable, dans un format qui lui soit accessible. Une entreprise comme wikipedia constitue un progrès significatif et même, à plusieurs égards, exemplaire. Toutefois, elle ne peut suffire, et la responsabilité de l'information incombe, dans une large mesure, à la collectivité nationale, qui à mon sens, s'en soucie trop peu.

11. Philippe Kourilsky, ouvrage en préparation

12. Cela requiert d'introduire une modalité qui tire la conséquence d'une situation dans laquelle les votes blancs sont majoritaires

13. Aron R., *Introduction à la philosophie politique*, (cours prononcés en 1952) Editions de Fallois, Le Livre de Poche, 1997

DU BAS VERS LE HAUT ET DU HAUT VERS LE BAS

Dans mon propos liminaire, j'ai insisté sur l'idée que de nombreux progrès sociaux ne pourraient se produire sans intervention des individus. Cela dessine une démarche du bas vers le haut (« *bottom-up* ») dans laquelle l'agrégation des attitudes individuelles produit un effet sur la collectivité. Cela appelle deux remarques. D'abord, je ne prétends pas que cette première démarche, que je juge indispensable, doive être la seule. Au contraire, elle peut et doit être complétée par une approche de type *politique*, dirigée du haut vers le bas (« *top-down* »). Je noterai, à ce propos, que, comme je l'ai montré ailleurs, la notion de devoir d'altruisme peut être étendue à tout groupe social, disposant d'une identité reconnue (qui en fait l'équivalent d'un individu), et qui revendique une forme de liberté (c'est notamment le cas des Etats-nations). Cet autre développement (évidemment théorique) peut contribuer à asseoir une démarche dialectique entre les niveaux individuel et collectif de la démarche.

Les deux mouvements se rejoignent dans la notion, essentielle, de *solidarité*, que l'on gagne à décomposer, à l'échelle nationale (et particulièrement en France), dans ses flux ascendant et descendant, faute de quoi on en vient à tout faire reposer sur l'Etat providence. Je n'insiste pas ici sur le niveau international, où la question de la solidarité, concernant les biens publics mondiaux (comme les nuisances publiques mondiales) et la coopération avec les pays pauvres, mériterait de longs développements.

Au niveau national, l'introduction du devoir d'altruisme dans la vie démocratique n'est pas sans évoquer les efforts considérables faits, dans de nombreuses circonstances et à plusieurs époques de l'histoire, pour développer une morale laïque. On peut notamment faire référence, en France, à la troisième République, à ses manuels d'éducation civique, et plus précisément à la notion de « dette sociale » mise en avant par Léon Bourgeois¹⁴. Selon lui, chaque individu naît avec une dette envers la société, dont il doit s'acquitter pendant sa vie¹⁵. Le devoir d'altruisme, tel qu'exposé ici, s'en rapproche. Il en diffère toutefois par le fait que la démarche que je propose ici, (qui est fondée sur l'auto-détermination suivie d'une validation par la discussion), fait, en premier ressort, intervenir l'individu plutôt que l'Etat. Cela n'empêche pas que celui-ci entre dans le jeu de l'altruisme, et ce, notamment, par le biais de l'éducation, qui ne peut reposer sur les seuls individus, et dont le rôle est fondamental.

III. LE PROBLÈME DE LA PAUVRETÉ

PAUVRETÉ ET ALTRUÏTÉ

La pauvreté est une terre d'élection de l'altruisme, pour au moins deux raisons : le champ lui est, ô combien propice ; et les opérateurs y sont prédisposés. Le problème de la pauvreté est colossal. Deux milliards d'êtres humains, sur les sept qui peuplent aujourd'hui la planète, vivent dans la misère. Les progrès enregistrés dans la lutte contre ce fléau risquent d'être réduits à néant par la croissance démographique (plus de deux milliards d'individus en plus d'ici 2050), et des évolutions sociales, dont celles liées à l'urbanisation et à l'agriculture. L'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'accroît dans la plupart des pays développés. La question de la pauvreté est donc liée à celle de la réduction des inégalités et de la répartition des richesses.

Sa définition fait débat. Le « *pauvre* » en France est celui dont le revenu moyen est inférieur à un certain seuil. A l'inverse, on peut estimer, avec Georg Simmel, que le pauvre est celui qui a besoin d'une assistance de la part des « *non-pauvres* ». On peut aussi faire le constat que toute société est un système complexe, dont la pauvreté est une caractéristique systémique. Dans les deux dernières approches, les « *non-pauvres* » sont impliqués dans le phénomène de la pauvreté, qui n'est pas réductible au seul sous-ensemble des pauvres. A l'inverse, le choix d'un seuil chiffré de pauvreté peut isoler les pauvres, et laisser dans l'ombre les aspects sociaux (pour quelles raisons, à cause de quels accidents de la vie, l'individu est-il pauvre ou devenu pauvre ?). De plus, il n'engage pas forcément la responsabilité des « *non-pauvres* », qui peuvent s'estimer dégagés de toute obligation envers les « *pauvres* », voire les considérer comme une sorte de verrue, un poids indésirable et détestable, dont la société ferait bien de se débarrasser, comme si le pauvre avait librement choisi de l'être.

L'important est que l'on soit convaincu que les pauvres font partie intégrante de la société. Celle-ci possède à leur endroit une responsabilité globale, quand bien même certains individus (par exemple, un joueur qui perd tout son argent au casino) ne sont pas forcément déchargés de toute responsabilité quant à leur état de pauvreté. Comme je l'ai montré plus haut, la perte de liberté associée à la condition de pauvreté devrait bénéficier d'actions correctives de la part des non-pauvres souscrivant à leur devoir d'altruisme. La pauvreté est donc un domaine d'élection pour l'exercice de l'altruisme. Cela me permet d'illustrer deux autres points, qui touchent à la question (tout à fait pratique) du partage des connaissances, et celle (plus générale) de la faisabilité de l'altruisme.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, PARTAGE DE L'INFORMATION ET CAPITALISATION DES SAVOIRS

La lutte contre la pauvreté mobilise, dans le monde entier, des efforts et des moyens considérables. Des millions d'organisations gouvernementales et non gouvernementales (ONG), et de très nombreuses institutions publiques et privées, nationales et internationales

14. Je remercie Hervé Defalvard d'avoir attiré mon attention sur l'œuvre de Léon Bourgeois comme sur la notion de quasi-contrat évoquée un peu plus haut.

15. Jean-Fabien Spitz, *Le moment républicain en France*, Paris, Gallimard, 2005

s'y consacrent. Curieusement, cet énorme dispositif souffre d'un grave déficit en matière de capitalisation des savoirs et des bonnes pratiques inventées sur le terrain. Des centaines de millions d'opérateurs de terrain sont à l'œuvre. Ils sont généralement mus par la générosité et souvent habités par le sentiment d'urgence, et, le plus souvent, ils ne publient pas leurs résultats. Ils ne souscrivent pas à cette règle qui prévaut chez les scientifiques et qui est l'une des raisons du progrès de la science. Leur devoir d'altruisme devrait faire obligation à ces opérateurs de rendre publics leurs résultats. En effet, il n'est pas raisonnable que d'autres soient empêchés de bénéficier de leurs avancées, alors que l'efficacité de l'action générale s'en trouverait accrue. Cette expression particulière du devoir d'altruisme devrait s'imposer par la raison. Ainsi, la culture des bénévoles est largement fondée sur la générosité, et gagnerait en efficacité si elle était animée plus avant par l'altruisme. C'est ce que cherche à promouvoir l'initiative RESOLIS¹⁶ (et antérieurement FACTS¹⁷), dont j'ai été l'initiateur.

LA POSSIBILITÉ DE L'ALTRUISME, DE L'ALTRUITÉ ET DU DEVOIR D'ALTRUITÉ

Il est temps pour moi de réintroduire les sentiments aux côtés de la raison, et l'altruisme aux côtés de l'altruisme. L'un et l'autre sont-ils « faisables » ? Nous savons bien que les sentiments peuvent faire obstacle à la raison, et que la raison peut être mobilisée au service d'intérêts personnels, voire nuisibles pour d'autres. Le devoir d'altruisme est-il « possible » ? Tous les discours tenus sur les idées d'altruisme, d'altruisme et de devoir d'altruisme relèvent-elles de la fiction ou du rêve ? Je n'entends pas ici discuter la valeur (à mes yeux indéniable) de l'utopie, mais peser les poids respectifs de la raison et des sentiments. Je n'ignore pas que la raison, et de loin, n'est pas tout, et ne gouverne pas la totalité des comportements. Rien ne garantit que ce qui est « raisonnable » va advenir, ni à l'échelle de l'individu, ni à celle du groupe.

Considérons, toutefois, la lutte contre la pauvreté, à laquelle tant de personnes se consacrent. Dans ce cas, comme dans tous ceux où les sentiments sont positivement orientés vers l'autre, et les comportements animés par l'empathie et la générosité, une partie du chemin est faite. L'apport de la raison peut trouver ici un terrain et un accueil plus systématiquement favorables. C'est en ce sens que je défends vigoureusement l'idée d'une « *science de l'action* », qui rationalise et optimise au mieux des actions positives et généreuses¹⁸. Dans ce contexte au moins, l'altruisme, et surtout son corollaire, le devoir d'altruisme, sont appelés à jouer un rôle critique¹⁹.

Au total, la lutte contre la pauvreté offre donc un terrain particulièrement propice pour la mise en action des principes liés à l'altruisme et au devoir d'altruisme. Ce n'est pas un espace négligeable. En France, on compte entre dix et vingt millions de personnes qui exercent une activité bénévole, de nature altruiste (pas toujours, mais souvent liée à la pauvreté). Ce chiffre s'élève à des centaines de millions, voire un ou deux milliards, dans le monde. C'est pourquoi l'initiative RESOLIS²⁰, qui veut œuvrer pour le progrès social par le développement de la connaissance, est habitée par l'idée d'altruisme, et possède une dimension politique. Non, bien évidemment, qu'elle soit de droite ou de gauche, mais parce qu'elle peut intervenir sur la vie de la cité, notamment dans le secteur de la lutte contre la pauvreté²¹.

CONCLUSION

Je suis conscient du caractère rébarbatif de mon insistance à parler d'obligations et de devoirs. La notion de devoir d'altruisme n'est guère susceptible d'enthousiasmer les masses. Il est plus facile de faire la promotion des carottes que celle des bâtons. Ce qui est le plus motivant, c'est la contrepartie positive de l'exercice du devoir d'altruisme, c'est-à-dire le gain de libertés individuelles qui résulte de l'adhésion aux obligations dérivant de ce dernier. Il n'empêche que la dimension des devoirs ne peut être ignorée. Il serait inconvenant de la maquiller de façon à la rendre moins « impopulaire ».

On me demande souvent pourquoi un biologiste de mon genre, qui a consacré tant de temps à la recherche fondamentale, (et, un peu, à la recherche appliquée), a voulu se pencher sur l'altruisme. La réponse se trouve dans ma conception de la science. Pour moi, la recherche fondamentale, fondée sur la seule curiosité, est magnifique (et absolument indispensable). Mais je trouve la science plus admirable encore lorsqu'elle sert, et ce dans les deux sens de ce terme : lorsqu'elle sert à quelque chose (lorsqu'elle est utile), et lorsqu'elle sert la société (lorsqu'elle est mise au service des hommes). En d'autres termes, ma vision de la science (que l'on peut qualifier de « pasteurienne ») est altruiste. Cela me conduit à avoir une vision « scientifique » de l'altruisme, c'est-à-dire méthodique. C'est aussi dans ce sens que je tente, (comme je l'ai évoqué plus haut) de développer une « science de l'action », qui s'appuie sur un discours de méthode. C'est ce qui me pousse à insister sur l'altruisme, parce que la raison doit se faire entendre, même si les sentiments positifs font défaut. Je n'oppose donc pas altruisme et altruisme. Je veux les promouvoir tous deux, et je les associe dans l'éloge que je leur adresse ici²².

16. www.resolis.org

17. La revue FACTS Reports (www.factsreports.revues.org) a été fondée en 2007 par Philippe Kourilsky et l'Institut Veolia Environnement (www.institut.veolia.org).

18. Philippe Kourilsky, « Une science de l'action pour lutter contre la pauvreté », dans *Science et Démocratie*, éditeur : Pierre Rosanvallon, Paris, Collège de France et Odile Jacob, 2014

19. Kourilsky, P., « L'altruisme : clé de la lutte contre la pauvreté », dans le numéro « Lutte contre la pauvreté, entre don et marché », piloté par David Ménascé, FACTS Reports, Janvier 2012. Edition anglaise Juin 2012. Cf. factsreports.revues.org

20. L'acronyme RESOLIS veut dire : Recherche et Evaluation de SOLUTIONS Innovantes et Sociales.

21. Comme cela est reconnu dans un rapport d'information du Sénat Français (délégation à la prospective) « Comment enrayer le cycle de la pauvreté ? Osons la fraternité ! » No 388, p. 109 sq

22. Je remercie l'équipe de RESOLIS, Agnès Chamayou, Sophie Dupraz, et Alice Balguerie, pour leur relecture de cet article.

CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE POLITIQUE ET MORALE DE L'ALTRUITÉ SUR UN TERRITOIRE



● **AUTEUR** : Hervé Defalvard

Membre de RESOLIS, Maître de conférences, Responsable de la chaire d'Economie Sociale et Solidaire de l'Université Paris Est Marne-la-Vallée

● **RÉDACTRICE** : Sophie Dupraz

« Les dispositifs de solidarité mis en place sur les territoires afin de répondre à des problématiques sociales, doivent s'inscrire dans une économie morale et politique et s'appuyer sur l'engagement volontaire des organisations »

● **MOTS-CLEFS** : ECONOMIE, POLITIQUE, MORALE, TERRITOIRE, ESS, NORME ISO 26000

L'ÉCONOMIE PEUT-ELLE ÊTRE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?

Dans sa pièce « La Bonne âme du Sé Tchouan », Bertolt Brecht traite de la solidarité sur le plan moral, autrement dit sous l'angle de la lutte contre la pauvreté. Abordée sur le plan politique, la solidarité devient une question de lutte contre les inégalités. Ces deux approches se complètent et sont à associer pour penser la solidarité dans sa globalité et agir.

Au sein de la Chaire Economie Sociale et Solidaire (ESS) de l'Université de Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM), nous nous y employons, en concevant l'économie sociale et solidaire comme une économie morale et politique. L'expérimentation que nous sommes en train de mener nous permet d'appliquer cette économie morale et politique, en y ajoutant le concept de l'altruité.

UNE EXPÉRIMENTATION APPLIQUÉE EN SEINE ET MARNE

La Chaire ESS a décidé de mener une expérimentation consistant à appliquer la norme ISO 26000 à un territoire, en l'occurrence la Communauté de communes Gâtinais-val de Loing (département Seine-Et-Marne), située en zone rurale, regroupant 20 communes pour 20 000 habitants.

La norme ISO 26000 ¹

Dernière-née des normes ISO, votée en 2010 par 71 pays, la norme ISO 26000 concerne la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Il s'agit d'une norme partenariale, c'est-à-dire élaborée par et pour l'ensemble des parties prenantes, qui s'applique à tous types d'organisation : PME, entreprises du CAC 40, entreprises de l'ESS (associations, coopératives), mais aussi organisations publiques. Elle vise à identifier les impacts des décisions et activités des organisations vis-à-vis de sept questions centrales :

- l'environnement,
- le local (développement et attractivité)
- les populations fragiles (autrement dit droit humain)
- la gouvernance de l'organisation
- les conditions de travail
- le rapport au consommateur / bénéficiaire
- la loyauté des pratiques

1. <http://www.iso.org/iso/fr/home/standards/iso26000.htm>

La Chaire ESS propose une approche territoriale de cette norme et a travaillé dans ce sens avec l'AFNOR, pour aboutir à la publication en septembre 2014 d'un guide AFNOR de l'ISO 26000 de territoire en Seine et Marne. Ce guide donne aux acteurs du territoire toutes les informations nécessaires pour développer une norme RSE en fonction de leur organisation.

PREMIÈRE ÉTAPE : L'ÉLABORATION D'UN RÉFÉRENTIEL

L'approche collective de la norme ISO 26000 donne la possibilité concrète de mettre en œuvre une économie morale et politique. Ainsi, son application en Seine-et-Marne rassemble des organisations du territoire qui définissent, avec la communauté de communes, un référentiel commun d'évaluation de l'impact environnemental et sociétal de chacune des organisations sur le territoire.

Cet engagement volontaire de la part des organisations peut être interprété comme de l'altruisme. Elles s'engagent pour un impact positif, notamment sur deux des grands axes spécifiés dans le référentiel : la santé pour tous et l'emploi pour tous.

Six structures de l'ESS (4 associations et 2 coopératives), deux entreprises classiques (une fonderie et un fabricant de palettes de bois) et deux organisations publiques ont contribué, en collaboration avec la chaire ESS et la Communauté de communes, à la construction du référentiel, première étape de l'expérimentation. Les secteurs agricole, industriel et les services sont ainsi représentés.

Ce référentiel est délibérément simple, car adapté au profil des organisations du territoire, pour la plupart des PME dont la plus grande compte 120 employés. Il comprend 364 points, représentant le profil de l'organisation idéale du territoire.

Le bloc d'indicateurs mesurant l'impact des organisations sur le territoire couvre les trois dimensions suivantes : l'environnement, le local, les populations fragiles et représente 70% des 364 points. Cette manière intentionnelle de surreprésenter ces trois dimensions montre la volonté des organisations d'impacter positivement le territoire. La reconnaissance de leur engagement est un critère important.

En parallèle, chacune des organisations n'est pas jugée avec le même dénominateur, car les attentes et les besoins du territoire ne sont évidemment pas les mêmes selon leur secteur ou les services qu'elles proposent.

Les organisations ont beaucoup appris de leur positionnement sur le territoire au travers de leur évaluation par ce référentiel notamment grâce à un système d'auto-évaluation accompagnée. L'investissement demandé ne leur a pas semblé lourd par rapport au résultat obtenu.

ETAPES SUIVANTES : LA DÉMARCHE DE PROGRÈS

Ce Référentiel n'est évidemment pas une fin en soi. La démarche de progrès, autrement dit l'amélioration de l'impact social et environnemental des organisations, intéresse au premier chef le territoire.

Deux types d'actions ont été définis pour augmenter cet impact : les actions individuelles menées au niveau d'une organisation, et les actions communes collectives dans lesquelles la dimension politique prend toute son ampleur.

L'hypothèse énoncée au début de l'expérimentation stipulait de privilégier les actions communes plutôt qu'individuelles afin de développer la dynamique collective du territoire. Mais le montage d'actions communes entre des organisations aussi diverses s'est révélé très difficile. Les parties prenantes se sont adaptées à ce constat en créant une association : « le Pôle économique et solidaire du Gâtinais-val de Loing », dont sont devenues membres les organisations participant au projet, mais également d'autres organisations du territoire. Cette association porte l'objectif de mettre à disposition les moyens et les ressources nécessaires à la mise en place d'actions communes et individuelles.

Quelques actions communes sont en cours de réalisation :

- Une plateforme e-solidarité : chacune des organisations met à disposition sur son site internet des informations localisées apportant des réponses liées à des problématiques sociales spécifiques, destinées à ses employés, bénévoles, clients ou partenaires. Des témoignages sont également mis en ligne.
- Des circuits courts alimentaires et des jardins solidaires : plusieurs terrains, propriétés des organisations, vont être cultivés, fournissant un outil pédagogique et du travail à des jeunes en situation psychologique difficile. La production sera destinée aux établissements de restauration collective des communes du territoire.
- Enfin, une action de mutualisation du recrutement va être mise en place, particulièrement utile en zone rurale.

Cette expérimentation montre la façon de traduire en actes et de construire une économie politique et morale de l'altruisme à l'échelle d'un territoire, dans une approche collective et solidaire.

The background of the entire page is a vibrant green color. Overlaid on this background is a complex, abstract pattern of white and dark green geometric shapes. These shapes include various line segments, rectangles, and curved forms that interlock and overlap, creating a sense of depth and movement. The pattern is dense and covers the entire area, framing the central text.

Chapitre 3 :
**ENTREPRISE ET
SOLIDARITÉ**

DU « RÉ-ENRACINEMENT » À LA SOLIDARITÉ



● **AUTEUR** : Laurent Ledoux, Directeur bénévole de l'association Philo & Management, Directeur Général du Ministère Belge des Transports

● **RÉDACTRICE** : Alice Balguerie

« J'étais déraciné parce que fondamentalement, je m'étais coupé du temps, de la valeur ou des valeurs, et inévitablement des autres. [...] J'essaie chaque jour de me « ré-enraciner » à la valeur, aux autres, au territoire, ce qui comprend un engagement multi-sectoriel : public, privé et associatif. »

● **MOTS-CLEFS** : MANAGEMENT, SOCIAL, ECONOMIE, ENVIRONNEMENTAL, ENGAGEMENT

Dans son article de 2008 «Megacommunities», le cabinet de conseil stratégique Booz Allen & Hamilton annonçait que les secteurs public, privé et non-marchand devaient s'associer pour relever ensemble avec succès les défis sociétaux et environnementaux auxquels le monde est confronté. Selon le cabinet, aucun des secteurs ne pouvait à lui seul mobiliser les moyens humains et financiers, la créativité et le dynamisme nécessaires. Pour faciliter cette association, Booz Allen & Hamilton plaidait pour que les managers du futur aient une expérience multiple dans les trois secteurs, afin de pouvoir comprendre et apprécier les logiques diverses qui les régissent.

Six ans plus tard, Laurent Ledoux trouve cette vision plus que jamais pertinente. Il mêle ainsi travail dans le secteur public (il est Directeur Général du Ministère Belge des Transports), le secteur privé (il a travaillé dans de nombreuses entreprises) et l'engagement associatif (il est Directeur bénévole de l'asbl Philo & Management, association sans but lucratif qui repense le management et la gestion d'entreprises).

UNE PHILOSOPHIE DU « RÉ-ENRACINEMENT » DU SECTEUR ÉCONOMIQUE

DES HOMMES DÉRACINÉS

Dans une société sans limites comme la nôtre, les hommes tendent à se couper de la réalité, du temps, des valeurs et des autres. Ils pensent que les phénomènes naturels sont linéaires, ignorent les irréversibilités des conséquences de leurs actions. Ils courent après le temps, après l'argent. Il est d'ailleurs assez symptomatique de constater que la valeur actualisée du futur dans les modèles financiers est égale à zéro.

Or, les richesses, aussi bien naturelles qu'humaines, méritent d'être conservées attentivement pour assurer un avenir viable à tous, comme l'illustre ce proverbe indien d'Amérique du nord : « *When the last tree is out down, the last river poisoned, the last fish caught ; then only will man discover that they cannot eat money* » (« Quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier poisson pêché, alors l'homme découvrira que la monnaie ne se mange pas »).

L'individualisme méthodologique, au cœur des théories ultra-libérales, coupe les hommes les uns des autres et les prive des richesses découlant des personnes, des relations et des échanges.



UN « RÉ-ENRACINEMENT » À TRAVERS UN MANAGEMENT HUMAIN, COOPÉRATIF ET INCLUSIF

FAIRE COOPÉRER DES SPHÈRES INEXORABLEMENT IMBRIQUÉES

En tant que manager, Laurent Ledoux s'est intéressé à la responsabilité sociale des entreprises, mais a vite adopté une position critique vis-à-vis de sa représentation. En effet, dans le schéma traditionnel de la RSE, les sphères sociale, économique et environnementale ne partagent qu'une petite partie commune, ce qui laisse à penser qu'elles peuvent être indépendantes les unes des autres. Or, elles sont imbriquées, et l'économie ne peut se penser sans l'environnement et le social.

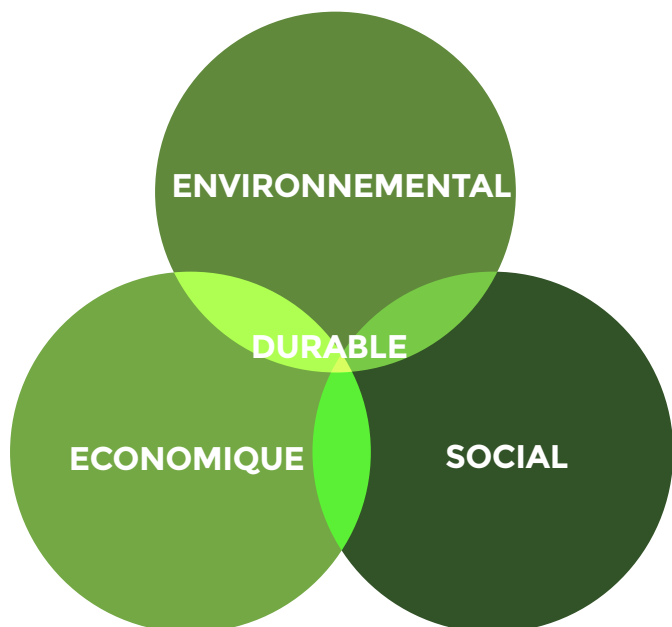
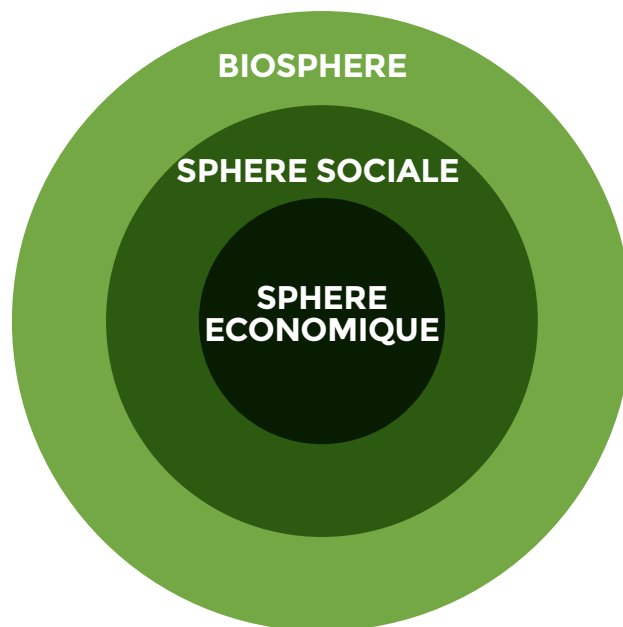


Schéma classique du développement durable



Imbrication des 3 sphères

Selon Gregory Bateson¹ : « Les plus grands problèmes dans le monde sont le résultat de la différence entre la façon dont la nature opère et la façon dont les gens pensent ». La coopération est plus ancrée dans la nature que dans la société, mais nous pouvons choisir de davantage collaborer, de rapprocher les intérêts économiques, sociaux et environnementaux et d'adopter, à raison, une vision plus globale des phénomènes.

Les séparations entre les différentes sphères doivent être abolies pour construire un avenir viable pour tous. Les différents secteurs (économique, social, environnemental, public, privé, marchand, non-marchand, formel, informel, etc.) doivent apprendre à dialoguer, échanger et créer les conditions propices à la compréhension mutuelle et à la construction d'actions communes ; ainsi, chacun pourra se rendre compte que ses intérêts ne sont pas antagonistes.

L'importance d'instaurer des relations est également primordiale à une échelle plus petite, au sein même des entreprises. Pour qu'une organisation fonctionne bien, il faut non seulement que les personnes aient des relations bilatérales solides, mais aussi que chacun se préoccupe des relations que les autres ont entre eux. C'est ce que la notion de « triade » entend symboliser.

APPLIQUER CES PRINCIPES AU MANAGEMENT

Dans l'idéologie ultra-libérale de Friedman, le but d'un dirigeant consiste à maximiser (sans limites) la valeur actionnariale sous la contrainte du respect des lois. Cette vision déshumanise les relations et n'est pas viable à terme. Le Directeur Général de Danone, Emmanuel Faber, a inversé cette doctrine et promeut quant à lui le développement humain et l'optimisation de la valeur partagée sous la contrainte d'un retour adéquat pour les actionnaires. Pour

optimiser cette valeur partagée, les managers doivent instaurer des conditions de travail propices au développement et accepter de s'effacer pour laisser la place nécessaire à leurs collaborateurs. Manager une équipe nécessite de parier sur les compétences et les capacités de chacun et favoriser leur progression.

Laurent Ledoux s'est par conséquent tourné vers des principes de managements « enracinés, enracinants et solidaires » :

- Égalité intrinsèque : traiter chacun de façon égale
- Développement personnel : placer le développement de chaque personne avant tout, et le développement de l'organisation suivra
- Capacité à s'auto-diriger : laisser à chacun une part d'autonomie nécessaire pour la créativité et l'épanouissement

Il s'implique également dans des associations qui répondent à sa philosophie, comme nous le montrent les trois exemples suivants.

UN ENGAGEMENT ASSOCIATIF FORT ET DIVERSIFIÉ

TEACH FOR BELGIUM : POUR UNE ÉGALITÉ DES CHANCES À L'ÉCOLE

Selon les études PISA de l'OCDE, les écarts entre les résultats des élèves fréquentant des écoles situées dans des quartiers défavorisés et ceux des écoles des quartiers riches sont très importants dans le système scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les inégalités de compétences et de connaissances au moment de l'entrée à l'école (dues aux milieux socio-économiques et culturels dans lesquels évoluent les enfants) ne se résorbent pas à l'école, en partie à cause des capacités insuffisantes de ces

1. **Gregory Bateson** (né le 9 mai 1904 à Grantchester, Royaume-Uni – mort le 4 juillet 1980 à San Francisco) est un anthropologue, psychologue, épistémologue américain. Influencé par la cybernétique, la théorie des groupes et celle des types logiques, il s'est beaucoup intéressé à la communication (humaine et animale), mais aussi aux fondements de la connaissance des phénomènes humains. Il est à l'origine de l'école de Palo Alto.

établissements. Ces derniers n'arrivent en effet pas à attirer assez d'enseignants motivés et qualifiés. Cette profession est d'ailleurs insuffisamment valorisée et tend à être choisie par défaut.

TEACHforBELGIUM

Face à ces constats, Laurent Ledoux, Etienne Denoël, Philippe Mauchard et Pierre Pirard ont créé l'association sans but lucratif Teach For Belgium en 2013, membre de « Teach for all », réseau international d'entreprises sociales engagées dans la même vision, « celle de réduire l'iniquité scolaire dans leur pays par la sélection, le recrutement et la formation de jeunes prometteurs au métier d'enseignant ». Ce type d'initiative a été lancé pour la première fois aux Etats-Unis par Teach for America en 1989.

Teach For Belgium, tout comme les autres membres de « Teach for all », agit « pour que la réussite d'un enfant ne soit pas limitée par son milieu socio-économique », au travers de cinq étapes principales :

- Recruter et sélectionner des jeunes de grande qualité
- Les former à devenir des enseignants motivés
- Les placer dans les écoles en ayant le plus besoin
- Leur apporter un soutien continu pendant deux ans
- Développer une cohorte d' alumni entraînant un changement durable

En apportant formation et soutien, Teach for Belgium aide ces jeunes à assurer un enseignement de qualité dans des zones défavorisées socialement et économiquement. Ils ne resteront pas nécessairement dans l'enseignement, mais pourront influencer, à leur échelle et à leur manière, la société pour une meilleure éducation, plus juste.

Les impacts des actions de Teach For Belgium ne peuvent pas encore être mesurés car les premiers jeunes enseignants ont été déployés dans les écoles à la rentrée 2014. Cependant, des études portant sur ce programme dans d'autres Etats ont montré des effets très positifs sur les apprentissages des élèves.

Teach for Belgium est financé par des mécènes privés et des entreprises qui laissent une totale liberté d'action à l'association.

FACE2FAITH : DIALOGUE INTER-RELIGIONS

Généralement, nous avons peur de parler de nos convictions religieuses ou athées. Ce manque de dialogue et d'échange entraîne ignorance et peur. Face à ce constat, Face2faith cherche à ouvrir

un espace de dialogue et de coopération entre les citoyens afin de renforcer la cohésion sociale en milieu urbain principalement. A travers la création d'une base de données regroupant différentes organisations aux convictions diverses, Faith2Faith vise aussi à accroître les synergies entre les associations pour améliorer la coopération inter-religieuse et inter-convictionnelle. Au travers d'échanges, d'espaces et de temps de créations et de partage, Face2faith entend faire tomber les barrières habituelles entre les différentes croyances et convictions.



LA FONDATION JOSEFA : AIDER LES POPULATIONS MIGRANTES À S'INTÉGRER

La Fondation Josefa a pour mission d' « accueillir, héberger et accompagner des personnes rendues vulnérables par la migration ». Le projet phare de la Josefa Foundation est de créer une grande maison au cœur de Bruxelles qui favorisera l'intégration des populations migrantes. Elle propose ainsi, pour une durée maximum de six mois, un logement à 50 réfugiés. Dans un but de mixité et avec une finalité d'intégration, elle offre également 30 logements à d'autres personnes désireuses de partager cette expérience².



2. Une fiche sur la « Maison Josefa » est publiée dans notre Observatoire : <http://www.resolis.org/fiche-pratique/maison-josefa/356>

LA FINANCE IMMOBILIERE AU SERVICE DU TERRITOIRE : L'EXPERIENCE DE LA REAM SGR ET LE PROJET GREEN STAR



- **AUTEUR** : Oronzo Perrini, Vice-Directeur Général et Directeur des Opérations de la REAM SGR
- **RÉDACTRICE** : Alice Balguerie

« Le projet Green Star montre que la finance peut être au service du territoire. Il faut que les partenaires choisissent des investissements économiquement et socialement responsables, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas rentables. Les banques peuvent être des acteurs du progrès social. C'est la voie que la REAM SGR a choisi en Italie. »

● **MOTS-CLEFS** : FINANCE, DEVELOPPEMENT DURABLE, INVESTISSEMENT ETHIQUE, FONDATION D'ORIGINE BANCAIRE, ECONOMIE VERTE, RESPONSABILITE SOCIALE DU TERRITOIRE

INTRODUCTION

La rentabilité et l'éthique des investissements sont régulièrement opposées dans le discours public : d'un côté, le court terme et la haute rentabilité, avec des conséquences sociales et environnementales potentiellement néfastes, et de l'autre, des investissements socialement responsables avec une rentabilité faible. La REAM SGR, notamment au travers de son projet Green Star, a choisi de montrer que ces deux caractéristiques pouvaient au contraire être réunies.

LA REAM SGR : UNE VOLONTÉ DE DÉVELOPPER LES INVESTISSEMENTS ÉCONOMIQUEMENT ET SOCIALEMENT RESPONSABLES

La REAM SGR est une société de gestion de l'épargne spécialisée dans l'institution et la gestion de fonds d'investissement immobilier. Elle est soumise à la surveillance de la Banque d'Italie et de la Commission Nationale pour la Société et la Bourse. La REAM SGR est la seule société de gestion italienne dont les actionnaires sont exclusivement des fondations d'origine bancaire. Cette caractéristique lui permet d'allouer d'importantes ressources financières aux investissements éthiques, socialement responsables (ex : des projets d'entreprises et de conseils locaux en faveur de l'emploi, de la formation, du développement des secteurs non lucratifs et du logement social). La REAM SGR a créé un modèle financier où la gestion des fonds immobiliers socialement responsables, encore peu rémunérateurs, coexiste avec la gestion des fonds immobiliers à plus forte valeur ajoutée.

LES FONDATIONS D'ORIGINE BANCAIRE

Les fondations d'origine bancaire sont officiellement nées avec la Loi 218/1990. Elles ont été lancées à l'initiative des autorités locales et des associations de citoyens. Leur statut prévoit qu'elles exercent une activité institutionnelle vouée à des fins d'intérêt public et d'utilité sociale (recherche scientifique, économique et juridique ; éducation ; art, conservation et valorisation des monuments historiques, des sites classés et des activités culturelles ; santé et aide aux catégories sociales défavorisées).

Le patrimoine des 88 fondations d'origine bancaire italienne atteint 41 milliards d'euros (2013). Au cours de l'année 2013, elles ont alloué un total de 885 millions d'euros à 22 334 initiatives (chacune ayant reçu en moyenne 39 000€). Les financements sont principalement destinés à des entités locales, à but non lucratif, situées sur le territoire d'origine des fondations.

Les fondations d'origine bancaire et les organismes de sécurité sociale sont parmi les rares acteurs économiques capables de soutenir les investissements à long terme, en particulier en ces temps actuels de crise économique et financière.

Les investissements éthiques ou socialement responsables, ainsi que ceux effectués par les fondations d'origine bancaire, se développent de plus en plus, pour trois raisons principales. Premièrement, la crise économique et financière persistante soulève d'importantes questions sur les investissements réalisés dans le passé dont la dépréciation, parfois drastique, pourrait être liée à un manque de valeurs éthiques de base. Deuxièmement, la durabilité des investissements devient un enjeu de plus en plus important, en termes économiques et sociaux. Enfin, les investissements à connotation éthique et sociale offrent de plus en plus des rendements notables à moyen et long termes.

DEUX EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS SOCIALEMENT RESPONSABLES DE LA REAM SGR.

Le fonds « Social & Human Purpose –Comparto A » est détenu exclusivement par des fondations d'origine bancaire piémontaises, et propose de gérer les biens immobiliers des organisations sans but lucratif à leur place, leur permettant ainsi de réduire leurs coûts fixes. Le fonds rachète des bâtiments appartenant à des coopératives sociales, à des associations et à des organisations sans but lucratif plus généralement, et leur loue ensuite à un tarif réduit, ce qui leur permet d'allouer le produit net de la vente à leur activité principale, et de réduire les coûts de la gestion immobilière (impôts, entretiens, assurances, etc.). Ce fonds dispose d'un patrimoine initial de 80 millions d'euros et les investisseurs peuvent espérer un rendement de 1% supérieur à l'inflation.

Le fonds « Piemonte C.A.S.E » (Construction de logements sociaux éco-durables) a pour objectif de favoriser les investissements visant à accroître la construction de logements sociaux. Les bâtiments concernés doivent répondre aux normes de très haute performance énergétique, de sécurité et de durabilité environnementale.

Le fonds dispose d'un patrimoine initial de 65 millions d'euros. L'objectif de rendement escompté diffère selon les catégories d'investisseurs.

LE PROJET GREEN STAR : L'ECONOMIE VERTE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le contexte international actuel, l'économie verte représente une réelle opportunité de léguer aux générations futures un monde viable. Le développement économique doit d'une part tenir compte des ressources naturelles, de leur finitude et des conséquences de leur exploitation sur l'environnement, et d'autre part favoriser la création de nouveaux emplois pour faire face au défi global du chômage et de l'augmentation de la population. Les exigences sociales, environnementales et économiques se rejoignent dans ce modèle. Pour cela, il est primordial de travailler en réseau pour trouver des solutions communes.

Le Fond Green Star est né de l'intention de réunir des investisseurs institutionnels qui partagent des valeurs éthiques et de durabilité, dans le but de développer des projets liés au territoire. Le point commun entre ces différents projets est de récupérer et de valoriser des ressources économiques et environnementales insuffisamment exploitées, dans l'intention de protéger l'écosystème et de réduire l'impact environnemental de nombreuses activités.

Un partenariat a pour cela été noué entre la REAM SGR et le Groupe CGM (Consorzio Nazionale di Cooperazione Sociale Gino Mattarelli), vaste réseau italien d'entreprises sociales ayant pour but de contribuer à l'intégration sociale des citoyens. Ces entreprises fournissent des services sociaux de santé, de soins et d'éducation, afin d'encourager le développement, la cohésion sociale, les services aux personnes et l'emploi (voir figure 1).



Figure 1

LE DÉVELOPPEMENT DES CHÂÎNES FORÊT-BOIS-ÉNERGIE

Le principe est simple. Le fonds Green Star promeut un meilleur entretien des aires forestières, et récupère ainsi du bois et des végétaux morts. Parallèlement, grâce à la constitution de fonds de placements communs, une centrale de cogénération est construite et permet de produire de l'énergie grâce à la biomasse (végétaux ramassés dans les forêts locales). Cette centrale est ensuite louée à une société produisant de l'énergie électrique et thermique (voir figure 2).

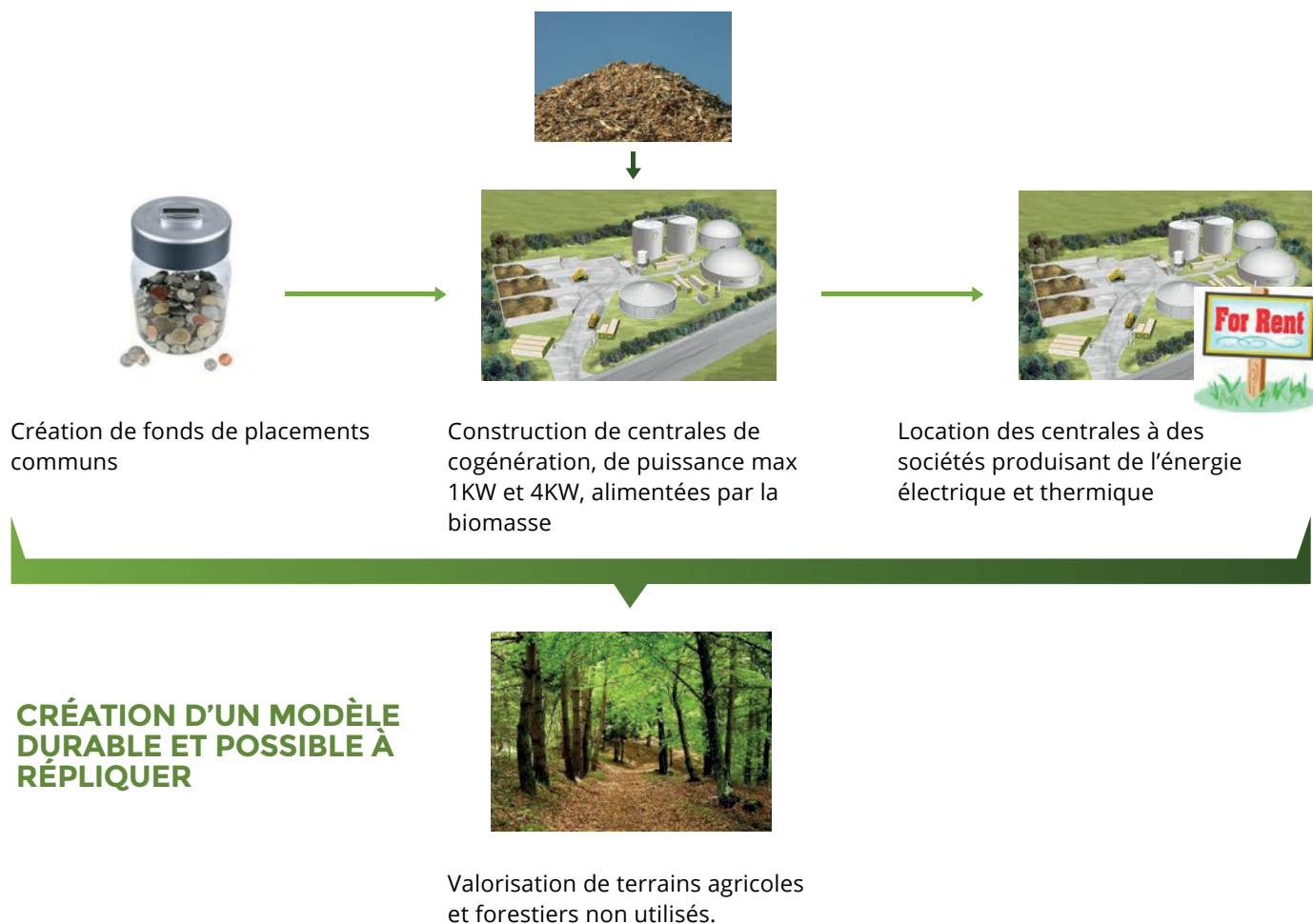


Figure 2

Ce projet comprend bien les trois axes du développement durable d'un territoire :

- **Economique** : les ressources énergétiques et environnementales deviennent une valeur pour le territoire, en favorisant le développement productif, la communauté locale, de nouveaux choix technologiques, et l'utilisation durable de toutes les ressources du territoire
- **Social** : par le maintien de l'exploitation des terrains locaux, la limitation de l'exode dans la région et la contribution à une amélioration générale de la qualité de la vie des citoyens
- **Environnemental** : par la durabilité de la chaîne logistique dans son ensemble (fourniture du matériel, transport, production, livraison)

DES INVESTISSEMENTS ÉTHIQUES ET RENTABLES

A travers ses investissements, le fonds Green Star entend promouvoir un système où les instances économiques participent activement au développement durable et à une réduction des externalités environnementales négatives, sans pour autant renoncer à la réalisation de bénéfices à long terme. Il promeut ainsi une nouvelle stratégie de « responsabilité sociale du territoire » pour les entreprises.

Un comité a été mis en place afin d'assurer la conformité des activités du fonds Green Star avec ses lignes directrices éthiques. Trois missions principales lui sont assignées : vérifier l'adéquation des initiatives développées par rapport aux finalités sociales du fonds ; vérifier le respect des critères de sélection des investissements ; et proposer toutes les éventuelles améliorations nécessaires à la poursuite du projet.

Les investissements, estimés à un montant maximal de 120 millions d'euros sur 3 ans, seront réalisés sur tout le territoire national (les régions en difficulté seront prioritaires), grâce aux capitaux recueillis auprès des investisseurs institutionnels et des banques (dans une proportion de 50/50). Le rendement prévu pour les investisseurs devrait atteindre 3-4% en plus de l'inflation. La REAM SGR a prévu d'utiliser des obligations sociales, émises par des banques pour soutenir des initiatives sociales afin de réduire de 30% les coûts d'emprunt et de faire participer les épargnants disposés à renoncer à une partie du rendement tout en ayant la possibilité de connaître la destination sociale de leur épargne.

UNE CENTRALE DE COGÉNÉRATION EN SARDAIGNE

Le premier investissement a contribué au financement d'une centrale de cogénération située dans la Municipalité d'Iglesias, dans la région de Sulcis Iglesiente en Sardaigne, caractérisée par un taux de chômage en 2013 de 18,49% et un revenu par habitant parmi les plus bas au niveau national. Le projet est né grâce à la collaboration avec la Coopérative Sociale « San Lorenzo de Iglesias » déjà présente dans la région pour la reconversion de l'ancienne usine de laine de roche Rockwool. La Coopérative prévoit de réaliser dans le district industriel un projet visant au développement, à la recherche et à la production de matériaux éco-compatibles pour le secteur du bâtiment, en favorisant l'utilisation de matières premières locales, ce qui constitue un moteur important pour le développement du territoire.

L'énergie produite grâce à l'utilisation de la biomasse dans la centrale sera attribuée à la Coopérative sociale, et l'ex-établissement Rockwool ainsi qu'une structure hospitalière locale, actuellement non desservies par le gaz de ville, bénéficieront de cette énergie à prix réduit. Cette nouvelle activité permettra de créer des postes de travail sur un territoire actuellement défavorisé.

Au mois de juin 2014, les travaux de réalisation de la centrale ont été engagés et un contrat de location a été signé avec une entreprise qui s'occupera de la gestion de la centrale. La fin des travaux est prévue pour le mois de juin 2015 et la centrale devrait commencer à fonctionner à plein régime à la fin de l'année 2015.

L'investissement global atteint pour l'instant près de 10 millions d'euros. Parmi les acteurs institutionnels qui ont cru en ce projet lancé par le fonds Green Star, la « Fondazione Banco di Sardegna » a tenu un rôle fondamental.

L'Université Commerciale Bocconi de Milan a étudié les effets du projet d'Iglesias afin de traduire en valeur économique et monétaire la valeur sociale à long terme créée par le projet. Les bénéfices et les coûts sociaux environnementaux ont été mesurés et quantifiés en considérant non seulement le point de vue descriptif et qualitatif, mais également à travers leur traduction en valeur économique équivalente. L'analyse a été effectuée pour une période de 20 ans et a mis en évidence que la chaîne de valeur du secteur industriel, en amont et en aval de la centrale, génèrera un bénéfice social, économique et environnemental très important pour la collectivité : chaque euro investi dans le projet, sur une période de 20 ans, rapportera ainsi un bénéfice social et environnemental de 1,28€.

« SOCIAL RETURN ON INVESTMENT »

Le fonds Green Star entend davantage développer l'évaluation. Pour surveiller les effets sociaux et environnementaux des différentes initiatives, des indicateurs seront développés pour mesurer leur performance économique, leur impact sur les personnes, sur l'emploi, sur le territoire local et sur l'environnement. Pour cela, le modèle de référence utilisé sera celui du « Social Return on Investment » et nécessitera une collaboration avec le Centre de recherches sur la durabilité et la valeur de l'Université Commerciale de Bocconi à Milan.

LES CREPI, DES PONTS ENTRE DEMANDEURS D'EMPLOI ET ENTREPRISES



● **AUTEUR** : Laurent Vinot, Directeur du CREPI Loire Haute-Loire (Clubs Régionaux d'Entreprises Partenaires de l'Insertion)

● **RÉDACTRICE** : Alice Balguerie

« Les CREPI réunissent des dirigeants d'entreprises de différents secteurs d'activités et de tailles diverses qui considèrent qu'il est de leur devoir, de leur responsabilité sociétale, de s'intéresser très pratiquement aux personnes en recherche d'emploi, jeunes, plus âgées, diplômées ou non, handicapées ou non. »

● **MOTS-CLEFS** : EMPLOI, TERRITOIRE, INSERTION, ACCOMPAGNEMENT, ALTERNANCE, RSE

PRÉSENTATION DES CREPI

Les Clubs Régionaux d'Entreprises Partenaires de l'Insertion (CREPI) sont des associations à but non lucratif ayant pour objectif de favoriser le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Le premier CREPI est né en Haute-Garonne en 1993, sous l'impulsion d'un groupe de BTP (Bâtiments et Travaux Publics) Eiffage. Les CREPI partagent la conviction que « cet objectif du droit pour tous à l'emploi est une responsabilité collective qui conduit à rassembler de façon très fréquente, dans des actions communes, les acteurs publics, politiques, économiques et associatifs »¹.

Le maillage territorial des CREPI leur permet de constituer un observatoire privilégié de l'emploi, et de concevoir des actions spécifiques, collectives ou individuelles, pour répondre aux difficultés rencontrées par les personnes en recherches d'emploi. 47 salariés animent quotidiennement le réseau des CREPI dans les territoires. Les associations sont réunies au sein de la Fédération nationale des CREPI. Celle-ci représente, anime et développe le réseau, conçoit et met en œuvre des projets nationaux d'insertion et mutualise les actions et outils des 15 clubs. Au total, plus de 2 000 entreprises se mobilisent chaque année par l'intermédiaire des CREPI.

Le travail de terrain des CREPI s'effectue en collaboration étroite avec les acteurs institutionnels et associatifs des politiques de l'emploi, de la cohésion sociale et de la Ville. Le réseau bénéficie du soutien du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, du Ministère délégué à la Ville, de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine.

En 20 ans, plus de 38 000 personnes en recherche d'emploi ont trouvé une solution professionnelle grâce aux CREPI. Ce chiffre peut apparaître dérisoire au regard de la demande d'emploi au plan national, mais il prend sens et valeur à l'échelle d'un territoire.



LE CREPI LOIRE ET HAUTE-LOIRE

Le CREPI Loire et Haute-Loire a été créé en 2009. A l'instar des autres CREPI, il sert de passerelle entre les personnes qui recherchent activement un emploi et le monde de l'entreprise, en partenariat avec les acteurs locaux institutionnels et associatifs. Seule condition pour bénéficier de cette passerelle : avoir, et montrer, l'envie de travailler.

Les personnes demandeuses d'emploi peuvent solliciter le CREPI directement. Cependant, dans la majorité des cas, elles sont dirigées vers le CREPI par les Missions locales, Pôle Emploi ou un pôle d'insertion. Une fois au CREPI, elles sont prises en charge par un parrain ou une marraine.

Le parrainage est un accompagnement personnalisé, délivré par des professionnels en activité à des personnes éloignées de l'emploi. Cet accompagnement facilite l'accès ou le maintien dans l'emploi. Une fois par mois, parrain et filleul se rencontrent pour apprécier l'avancée

1. <http://www.crepi.org/fr/qui-sommes-nous.html>

des recherches du filleul, fixer des objectifs, aider à la rédaction de CV, simuler des entretiens... Ces rencontres régulières préparent le filleul aux conditions réelles d'embauche, lui permettant de reprendre confiance en lui, de structurer ses recherches d'emploi et de bénéficier d'un réseau relationnel et de conseils sur le secteur économique.

En parallèle de ce parrainage, des projets plus spécifiques sont mis en œuvre en Loire et Haute-Loire, dont « Bâtisseurs d'avenir » et « Atout Sport Emploi ».



1/ BÂTISSEURS D'AVENIR (2014-2015)²

« Bâtisseurs d'avenir » offre un accompagnement personnalisé aux personnes demandeuses d'emploi issues du secteur du BTP (Bâtiments et Travaux Publics) pendant 2 ans, avec deux objectifs majeurs :

- Redonner à la personne confiance en elle, la responsabiliser et l'autonomiser dans sa recherche d'emploi
- Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'entrée en formation

En plus de l'accompagnement individuel classique proposé par le CREPI, ces personnes participent à des ateliers pratiques permettant de renforcer leurs capacités.

Entretien
individuel de
diagnostic

Ateliers
« Développez
et valorisez vos
savoir-être »

Ateliers
« Exprimez vos
talents pour
valoriser votre
CV »

Ateliers
« Utilisez
Internet pour
booster votre
recherche
d'emploi »

Théâtre forum
« Soyez acteur
de votre
recherche
d'emploi »

Visites de
chantiers et
d'entreprises
(BTP et hors
BTP)

ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ VERS ET DANS L'EMPLOI

2/ ATOUT SPORT EMPLOI³

Ce programme propose une triple alternance de quatre mois à des jeunes âgés de 18 à 25 ans et résidant dans des quartiers classés prioritaires. Ils bénéficient de pratiques d'activités physiques et sportives, de formations au sein d'ateliers emploi et sport et de stages au sein des entreprises membres et partenaires du CREPI. Le sport est un moyen de favoriser l'acquisition de valeurs sociales transposables dans le monde du travail telles que le respect, l'engagement, la persévérance...



ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES DANS LEUR DÉMARCHE SOCIÉTALE

Des entreprises de tous secteurs sont membres ou partenaires du CREPI Loire et Haute-Loire. Certaines s'engagent à plus long terme aux côtés de la structure, en accompagnant par exemple des formations et en accueillant des personnes en alternance.

De par leur connaissance de l'entreprise et de ses métiers, ainsi que des personnes en recherche d'emploi, les CREPI démontrent une réelle expertise dans l'accompagnement qualitatif de la clause d'insertion (moyen juridique offert par le Code des Marchés Publics pour promouvoir dans l'emploi des personnes qui en sont éloignées). Les CREPI interviennent auprès des entreprises en amont et pendant la mise en place de la clause, afin d'enrichir les réponses et les modalités de mise en œuvre en termes d'efficacité, de qualité et d'ouverture. Au terme du chantier, les CREPI accompagnent les personnes mobilisées vers un emploi durable.

La plus-value apportée par les CREPI réside dans la transformation de l'obligation de la clause d'insertion en une opportunité, à la fois pour les personnes accompagnées et pour l'entreprise en termes de responsabilité sociale et sociétale. Engagée sur une base volontaire, loin

2. <http://www.crepi.org/UserFiles/File/actions/crepi-lhl-batisseurs-davenir.pdf>

3. <http://www.crepi.org/UserFiles/File/actions/atouts-sports-emploi-crepi-loire-et-haute-loire.pdf>

de tout « marketing social » l'entreprise apporte, au nom d'un exercice sociétal bien compris, sa juste contribution locale aux politiques de l'emploi..

Pour convaincre les femmes et les hommes dirigeants d'entreprises, il convient de leur expliquer, par le biais d'une pédagogie simple, ce qu'est vraiment la responsabilité sociale et sociétale de l'entreprise (RSE). Les définitions sont en effet nombreuses, parfois un peu « fourre-tout ». Il faut donc la démystifier, expliquer qu'avant d'être une technique elle est un état d'esprit, un changement de comportements, préalables indispensables à « toute intégration volontaire par l'entreprise des préoccupations sociales et environnementales dans leurs activités commerciales ainsi que dans leurs interactions avec les parties prenantes ». La RSE est un choix, celui d'une ouverture que l'entreprise fait, et peut faire, au-delà des contraintes légales sans qu'elle ne soit une dépense supplémentaire.

Pour cela, les CREPI adoptent une démarche pédagogique permettant d'expliquer à l'entreprise :

- Que la rentabilité économique n'est pas incompatible avec la solidarité, et que la performance peut aussi être sociale.
- Qu'elle est l'un des acteurs pouvant œuvrer pour le progrès social, notamment à travers une des cartes qu'elle a en main, celle de l'intégration par le travail et le salaire
- Que la personnalité morale de l'entreprise implique une réflexion morale de sa part.

Les CREPI s'attachent également à répondre aux interrogations concrètes des responsables d'entreprises : pourquoi investir dans la RSE ? Devrai-je être responsable ? De quoi, jusqu'où, par rapport à qui ? Pourquoi la RSE serait-elle plus facilement privée qu'étatique ? Combien ça coûte, combien ça rapporte ?

Si la RSE n'est pas un livre de recettes ou de prescriptions, elle est un état d'esprit et une série d'attitudes cohérentes.

Afin de sensibiliser les dirigeants d'entreprises à la RSE et de les accompagner dans un exercice sociétal choisi et encourager celles et ceux qui s'y inscrivent déjà à le poursuivre et le développer, la Fédération Nationale des CREPI a pensé et construit un outil simple et pratique, le guide *Entrepreneur responsable, pourquoi pas moi ?* Ce guide permet aux dirigeants de PME (Petites et Moyennes Entreprises) et TPE (Très Petites Entreprises) de se renseigner sur ce thème grâce à un système de questions/réponses. La RSE est montrée comme une opportunité, et non comme une contrainte.

En plus des renseignements contenus dans le guide (reconnu par l'Etat et la région Rhône-Alpes), les CREPI aident les entreprises à mettre en place des mesures RSE dans leur fonctionnement (recrutement, diagnostic GPEC, aménagement de postes de travail, formation, tutorat, sous-traitance à des ESAT...).

LES CREPI : UN MAILLAGE TERRITORIAL EFFICACE POUR FAVORISER LA (RÉ)INSERTION PROFESSIONNELLE

Les CREPI sont fortement ancrés localement : ainsi, le CREPI Loire et Haute Loire possède une bonne connaissance des acteurs du territoire et noue des relations avec eux dans la durée. Les entreprises sont de réels partenaires : elles font confiance au CREPI pour pré-sélectionner des demandeurs d'emploi et participent à leur formation, elles sont aidées dans leurs démarches de RSE... 76 entreprises sont engagées auprès du CREPI Loire et Haute-Loire.



Résultats au niveau national en 2013

Résultats du CREPI Loire et Haute-Loire en 2013

Chapitre 4 :
**SANTÉ ET
SOLIDARITÉ**

COMMENT FAVORISER L'INNOVATION SOCIALE AU BÉNÉFICE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



● **AUTEUR** : Marie-Aline Bloch, Membre de RESOLIS, Directeur de la recherche et de l'innovation pédagogique de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique

● **RÉDACTRICE** : Sophie Dupraz

« Les pouvoirs publics, les professionnels et les associations de familles et d'usagers font preuve sur le terrain d'un esprit d'innovation permanent, en créant des dispositifs de coordination solidaire destinés à mieux accompagner les personnes en situation de handicap. Les personnes engagées dans ces processus de coopération deviennent des passeurs, autrement dit des acteurs clefs capables de faire le lien entre les initiatives locales et les directives nationales. »

● **MOTS-CLEFS** : HANDICAP, COORDINATION SOLIDAIRE, PLATEFORME PRIOR, ACCOMPAGNEMENT, ECHELLE LOCALE

TROP DE SOLUTIONS NUISENT À L'EFFICACITÉ

Près de 6 millions de personnes en France vivent avec un handicap¹. Il est plus exact, selon l'OMS, de parler de personnes en situation de handicap plutôt que de personnes handicapées (ainsi, une personne à mobilité réduite se retrouvera en situation de handicap devant un escalier, mais pas devant un ascenseur).

Ce nombre ne cesse d'augmenter, en raison notamment de l'accroissement de la population des personnes âgées confrontées à une perte d'autonomie. Répondre de façon cohérente et coordonnée aux besoins multiples des personnes en situation de handicap représente un enjeu majeur des dispositifs de santé, comme l'explique Marie-Aline Bloch dans son livre « Coordination et parcours – La dynamique du monde sanitaire, social et médico-social », co-écrit avec Léonie Hénaut².

En effet, pour faire face à ces besoins qui recouvrent les soins, l'accompagnement, la participation sociale ou encore l'accessibilité, de multiples solutions portées par autant d'acteurs et de services ont vu le jour en France. Cette offre est inégale selon la richesse des territoires et sa multiplicité entraîne des problèmes de coordination affectant l'ensemble des parties prenantes :

- les personnes et leur famille : accès aux services, fragmentation de l'offre, redondance de l'évaluation, délais
- les professionnels : difficultés de coopération, manque d'outils communs et de culture commune notamment entre le sanitaire et le médico-social
- les organisations : financement, concurrence, circulation des informations
- les pouvoirs publics : règlement, arbitrage entre traitement de masse et service personnalisé

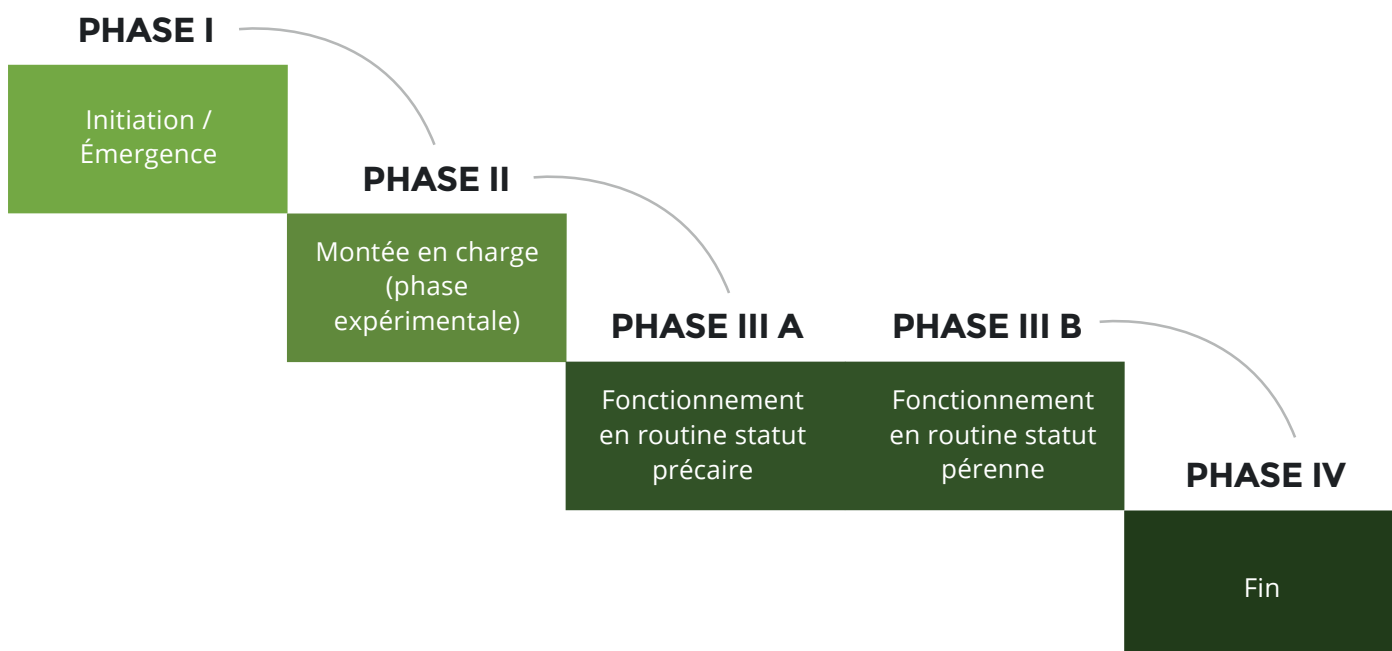
L'INNOVATION LOCALE AU SERVICE DE LA COORDINATION

Afin de lutter contre le manque d'efficacité et de synergie causé par l'absence de mutualisation et de coopération, les acteurs de terrain se sont mobilisés en créant à échelle locale des dispositifs innovants de coordination, développés en interaction avec les pouvoirs publics. Parmi ces structures de coordination, on peut citer les réseaux, les Equipes mobiles ou les SAMSAH (Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés).

1. Source INSEE, enquête handicap-santé 2008, volet ménages

2. Marie-Aline Bloch et Léonie Hénaut, Coordination et parcours – La dynamique du monde sanitaire, social et médico-social, Dunod, 2014

Elles suivent un cycle de vie que l'on peut décomposer en quatre phases :



Les structures de coordination trouvent leur origine dans la nécessité de répondre à un besoin non couvert par les institutions ou les politiques existantes. Dans leur phase de développement, elles définissent et stabilisent leurs missions, qu'elles font connaître par des actions de communication. Puis vient la phase de fonctionnement en routine, dont le statut précaire ou pérenne dépend bien évidemment du financement. La dernière phase recouvre plusieurs possibilités : soit le dispositif s'arrête de fonctionner, soit il s'adapte, ou encore il se transforme.

Ce cycle de vie est sous-tendu par trois méta-processus. La modélisation a pour finalité d'expliquer et de transmettre à d'autres les actions mises en place à partir d'une expérience. L'évaluation met en évidence les impacts positifs. Enfin, la diffusion ou généralisation permet de capitaliser les connaissances et savoir-faire acquis en adaptant la mise en place du dispositif à de nouveaux contextes.

LA PLATEFORME PRIOR, EXEMPLE REMARQUABLE DE COORDINATION SOLIDAIRE

La plateforme PRIOR (Plateforme Régionale d'Information et d'Orientation des maladies Rares) est une initiative locale créée pour répondre aux besoins des 165 000 personnes atteintes d'une maladie rare en Pays de la Loire et pour pallier le manque d'accompagnement constaté envers les malades et leur famille. Elle est le fruit d'une démarche co-construite par l'ARH (Agence Régionale de l'Hospitalisation), des médecins hospitaliers et des associations de familles. PRIOR a mis en place une équipe interdisciplinaire, basée dans deux CHU desservant toute la région, comprenant des professionnels de santé, des travailleurs sociaux et des bénévoles d'associations de familles de malades. La plateforme accompagne et oriente les malades et leurs proches, informe sur les pathologies rares et propose des formations aux professionnels de santé, médico-sociaux et aux associations. PRIOR fait le lien entre les plans nationaux publiés par le ministère de la santé, et le travail sur le terrain. Cette initiative souligne l'importance du travail d'acteurs dits « passeurs », à l'exemple du généticien qui coordonne PRIOR, dont le parcours et la double expérience sanitaire et médico-sociale contribuent à l'efficacité et à la réussite de la coordination locale.

LES PERSPECTIVES DE RECHERCHE

La généralisation d'une innovation locale pose la question cruciale suivante : comment favoriser la diffusion des innovations locales efficaces, tout en prenant en compte les particularités des territoires ? S'appuyer sur les méthodes d'évaluation réaliste élaborées par Pawson et Tilley³ constituerait une bonne solution. Selon ces deux chercheurs, l'efficacité des interventions dépend des mécanismes sous-jacents à l'œuvre dans un contexte donné. L'utilisation de l'évaluation réaliste permettrait de faire ressortir les éléments qui font qu'un dispositif fonctionne, pourquoi il fonctionne, comment et dans quelles circonstances, et de modéliser les différents types de contexte.

Ainsi le passage de l'innovation à la généralisation, du local au global, s'effectuerait de façon optimisée, en respectant les spécificités du territoire.

3. Pawson, R. and Tilley, N., *Realistic Evaluation*, Sage, 1997

L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS : ENCORE DES PROGRÈS À FAIRE EN FRANCE



● **AUTEUR** : Michel Brugière, Membre de RESOLIS, Membre du Conseil d'Administration et ancien Président du Centre Primo Levi, ancien Directeur Général de Médecins du Monde

« Mieux vaut prévenir que guérir ! Pour prévenir, il faut créer du lien, surtout avec les populations les plus éloignées du système de santé ; et pour cela, il faut mettre ses préjugés de côté. »

● **MOTS-CLEFS** : PREVENTION SANITAIRE, POPULATIONS VULNERABLES, CASO, MARGINALISATION, TOXICOMANIE, POUVOIRS PUBLICS, CREATION DE LIEN

Le système de sécurité sociale en France permet à beaucoup d'hommes et de femmes d'avoir accès aux soins dont ils ont besoin. Il apparaît souvent généreux, surtout en comparaison à d'autres comme celui des Etats-Unis. Pourtant, il continue de laisser plusieurs tranches de la population de côté.

Premièrement, les populations pauvres, vivant en-dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté, n'ont souvent recours aux services de santé qu'en situation d'urgence, quand la maladie est déjà présente et devient handicapante et/ou inquiétante. Elles ne connaissent pas toujours leurs droits, les aides qui leur sont offertes, n'ont pas les moyens pour se déplacer jusqu'aux structures appropriées, ou encore n'ont pas été sensibilisées à l'importance de la prévention.

Deuxièmement, les personnes marginalisées de la société ne jouissent pas non plus de leur droit à la santé pour des raisons similaires à celles évoquées précédemment, additionnées à d'autres liées à la barrière linguistique, au regard porté par la société sur leur mode de vie, à l'illégalité de leurs pratiques, etc.

Ainsi, les pauvres, les sans domicile fixe, les migrants et d'autres groupes encore ne se soignent pas correctement, et arrivent aux urgences dans des états sanitaires souvent graves.

L'association Médecins du Monde s'investit depuis 1986 pour améliorer la situation sanitaire de ces personnes, et en particulier pour améliorer la prévention.

LES ACTIONS DE MÉDECINS DU MONDE¹

Médecins du Monde est une Organisation non Gouvernementale qui prodigue des soins aux populations les plus vulnérables en France et à l'étranger (présence dans plus de 60 pays), et milite pour le respect de la dignité et des droits de l'homme.

LES CENTRES D'ACCUEIL, DE SOINS ET D'ORIENTATION

En 1986, Médecins du Monde ouvre le premier centre d'accueil, de soins et d'orientation (Caso) à Paris. Aujourd'hui, 20 Caso sont répartis sur le territoire français. Ils mobilisent des équipes pluridisciplinaires (médecins, infirmières, travailleurs sociaux, psychologues et juristes) pour répondre de manière globale aux problématiques présentées.

Au départ, ces centres étaient destinés aux Français en fin de droit, mais avec la création de la Couverture Médicale Universelle, le public a changé. Les bénéficiaires sont désormais majoritairement des hommes, âgés de 30 à 35 ans, d'origines étrangères (venant souvent d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, ainsi que d'Europe de l'Est). Les migrants sont particulièrement vulnérables car ils sont stigmatisés et exclus de la société, souvent dissuadés de rester sur le territoire français. Ce climat les éloigne du système de soins classique.

Le bouche-à-oreille au sein des communautés permet aux individus de connaître ces centres et d'avoir suffisamment confiance pour s'y rendre. Les services publics renvoient également certaines personnes vers ces centres qui viennent ainsi combler un manque important dans le système de santé français.

1. Informations tirées du rapport de Médecins du Monde. La Mission France. 2014. Téléchargeable en ligne : <http://www.medecinsdumonde.org/En-France>

Les individus se rendant dans les Casos sont souvent déjà atteints d'une maladie assez grave, ou en tout cas, à un stade déjà avancé. En effet, selon le rapport de Médecins du Monde, « plus d'un tiers des patients consultent tardivement [...] alors même que dans 4 consultations sur 10 le besoin de prise en charge des patients s'inscrit dans la durée (supérieure ou égale à 6 mois) et plus d'un patient sur 10 présente une pathologie à potentiel de gravité telle que l'hypertension artérielle, le diabète, l'asthme, l'épilepsie, un cancer ou une psychose »².

ALLER VERS LES PERSONNES MARGINALISÉES

Les personnes marginalisées ne se rendent pas toutes dans les Casos. Pour pouvoir les atteindre, Médecins du Monde a également mis en place des équipes mobiles et divers points de consultations pour que les personnes pauvres, celles vivant dans la rue, dans des abris de fortune ou dans des squats, les migrants, les ROMS, les personnes proposant des services sexuels tarifés ou encore celles qui font usage de drogues, aient accès à la prévention sanitaire et aux soins dont elles ont besoin, sans qu'aucun jugement ne soit porté sur leurs modes de vie ou leurs pratiques. « Démarche de prévention, de soins, et d'instauration du dialogue, notamment avec les personnes les plus marginalisées, la réduction des risques s'attache à lutter contre la stigmatisation, à préférer le lien d'aide et de soins aux jugements moraux »³, comme l'explique Médecins du Monde.

TOXICOMANIE ET RÉDUCTION DES RISQUES

On estime qu'il y a 150 000 injecteurs par voie intraveineuse en France, chiffre stable depuis 10 ans. Cette pratique entraîne des risques vitaux : overdose, contamination au virus du SIDA ou à celui de l'hépatite C, septicémie à partir d'abcès aux points d'injections. Médecins du Monde considère que ces risques sont prioritaires par rapport à d'autres thèmes tel celui du sevrage, défendu par un certain nombre de psychiatres. C'est pour cette raison qu'en matière de toxicomanie, Médecins du Monde s'intéresse uniquement à la population s'injectant de l'héroïne par voie intraveineuse et a mis au point une stratégie de réduction des risques à partir des années 1990.

Dans un premier temps, Médecins du Monde a mis en place l'échange de seringues pour prévenir les risques de contamination par voie sanguine, puis a permis leur libre accès en pharmacie. Rapidement, ces actions ont été complétées par la distribution de méthadone (produit de substitution) dans des centres agréés et par des équipes mobiles. Cette substitution de l'héroïne a permis à de nombreux toxicomanes de recréer des liens sociaux. Enfin, le dernier dispositif en date, objet de nombreuses controverses, s'adresse aux toxicomanes les plus durs, résistants au sevrage. Il s'agit des « salles de shoot » qui permettent aux toxicomanes de s'injecter dans de meilleures conditions d'hygiène afin de prévenir les complications infectieuses.

PLAIDOYER AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS POUR AMÉLIORER LA SITUATION SANITAIRE DES INDIVIDUS MARGINALISÉS

Une des premières revendications de Médecins du Monde fut de supprimer le droit de timbre à l'Aide médicale d'Etat (AME), droit d'entrée fixé à 30 euros, qui fut levé en 2012 avec l'arrivée du nouveau gouvernement. Une autre visait à ouvrir des Permanences d'Accès aux Soins de Santé (PASS) dans les hôpitaux, cellules de prise en charge médico-sociale visant à améliorer l'accès des personnes pauvres aux différents services de santé. Aujourd'hui, un PASS devrait exister dans tous les hôpitaux, mais ce n'est le cas effectivement que dans 50% d'entre eux.

Médecins du Monde, comme d'autres associations d'ailleurs, publie régulièrement des rapports dénonçant certaines situations et apporte des recommandations pour y faire face, en espérant que les pouvoirs publics s'emparent du problème. Malheureusement, le stade des engagements et des promesses ne débouche pas toujours sur des actions concrètes.

CONCLUSION

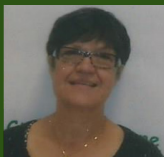
A travers cet exposé, deux éléments principaux ressortent. Premièrement, plusieurs groupes de la population française sont dans des situations de précarité et/ou de marginalisation telles qu'ils sont exclus du système de santé classique et sont dans des situations sanitaires préoccupantes voire déjà graves. Il est primordial de créer du lien avec ces individus pour qu'ils puissent se soigner et qu'ils sachent également comment réduire les risques sanitaires auxquels ils sont confrontés.

Deuxièmement, et c'est une question qui fut prégnante dans plusieurs exposés durant ces Rencontres RESOLIS de la Solidarité, comment faire en sorte que les pouvoirs publics s'emparent des situations préoccupantes soulevées par les associations sur le terrain ? Comment s'assurer que nos représentants sont conscients des problèmes de terrain et agissent pour y remédier ?

2. Médecins du Monde. La Mission France. 2014. Téléchargeable en ligne : <http://www.medecinsdumonde.org/En-France>, p.4

3. Médecins du Monde. La Mission France. 2014. Téléchargeable en ligne : <http://www.medecinsdumonde.org/En-France>, p.4

« POURTANT LA VIE » : PRENDRE ENSEMBLE SOIN DES PERSONNES EN FIN DE VIE



- **AUTEUR** : Brigitte Saintamand, Présidente de l'association Pourtant la Vie
- **RÉDACTRICE** : Alice Balguerie

« Rien de spectaculaire, mais comme ses partenaires de l'accompagnement, Pourtant la vie est une voix différente dans un contexte sociétal difficile, une voix exprimant que face à la souffrance, à la grande vulnérabilité, on peut essayer de ne pas fuir, mais de regarder, faire attention, en parler, s'entraider, prendre le temps, ensemble prendre soin... »

● **MOTS-CLEFS** : SOINS PALLIATIFS, COORDINATION DES SOINS, SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS, ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET DE LEURS PROCHES, MAINTIEN A DOMICILE

Pourtant la vie est une petite association œuvrant sur le bassin sanitaire du Roannais. Composée exclusivement de bénévoles, elle réunit des professionnels, des représentants d'associations et des citoyens essayant de promouvoir au mieux les soins palliatifs et l'accompagnement des personnes gravement malades, handicapées, âgées...

NAISSANCE DE POURTANT LA VIE

Plus de 60 personnes (professionnels de santé de différents secteurs, bénévoles associatifs, citoyens) décidaient à la fin de l'année 2002, après une soirée d'échanges sur l'état des lieux des soins palliatifs dans le Roannais, de se retrouver régulièrement pour imaginer ensemble des réponses aux besoins des professionnels, et travailler à des projets de développement de l'accompagnement et d'information du grand public. Notre association s'est depuis son origine placée dans « le mouvement des soins palliatifs » et dans la lignée des lois Neuwirth (1999) puis Léonetti (2005) (voir encadré). Sa plaquette reprend depuis 10 ans le préambule des statuts de la Société Française d'Accompagnement et de Soins Palliatifs.

LES SOINS PALLIATIFS

Selon la définition donnée par la Société Française d'Accompagnement et de Soins Palliatifs, les soins palliatifs sont « des soins actifs et continus pratiqués par une équipe interdisciplinaire, en institution ou à domicile. Ils visent à soulager la douleur, à apaiser la souffrance physique, à sauvegarder la dignité de la personne malade et à soutenir son entourage ». Ils sont accessibles à tous, peu importe l'âge, et sont pris en charge par l'assurance maladie.

Deux étapes juridiques majeures :

- En 1999, la loi du 9 juin est votée à l'unanimité par le Parlement. Elle énonce que toutes les personnes en fin de vie ont un droit d'accès aux soins palliatifs. Elle garantit aux personnes désireuses la possibilité de prendre un congé d'accompagnement.
- En 2005, la loi Léonetti précise davantage les droits des personnes en fin de vie, plus spécifiquement, elle :
 - « donne droit au respect de la volonté de la personne malade, en particulier si elle refuse un traitement »
 - « réfute l'obstination déraisonnable »
 - « donne le droit à toute personne de recevoir des soins visant à soulager la douleur »
 - « introduit la procédure collégiale pour les décisions médicales si la personne malade n'est pas en état de s'exprimer »
 - « donne le droit au respect des directives anticipées »¹

LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Notre activité, dictée par les objectifs fondamentaux de l'association, se décline en 3 axes :

1/ Contribuer à améliorer la coordination des soins

Pourtant la vie participe au Réseau de Santé du Roannais dont elle est l'un des fondateurs. Notre association est représentée au Conseil d'Administration du Réseau, ainsi qu'à son comité d'éthique. La grande majorité des acteurs de la santé s'est investie dans la constitution de l'association Réseau de Santé du Roannais créée le 1^{er} mars 2012.

Ce Réseau contribue à la coordination des soins et au maintien ou retour à domicile de personnes gravement malades ou handicapées, quel que soit leur âge ou leur pathologie. Il souhaite offrir aux patients une « meilleure continuité des soins » et aux professionnels « un environnement de compétences ».²

2/ Favoriser l'accompagnement ainsi que le développement des soins de support et des soins palliatifs aux personnes malades, âgées ou handicapées sur le territoire du Roannais.

3/ Informer et soutenir les soignants, informer le grand public.

Pour atteindre ces deux objectifs, plusieurs projets ont été mis en œuvre. Premièrement, un groupe de réflexion interdisciplinaire sur l'accompagnement a été créé. Il est ouvert aux personnes qui s'interrogent sur leur désir de s'engager dans une formation de bénévoles accompagnant des personnes en fin de vie, ou à celles qui veulent partager leurs expériences d'accompagnement, aux soignants, et plus largement aux citoyens sensibilisés à cette question. Le groupe se réunit en moyenne tous les deux mois à Roanne. Il a accueilli des discussions sur les différentes pratiques d'accompagnement, à domicile ou en institution.

Il a permis depuis son démarrage l'avènement d'une douzaine de nouveaux bénévoles exerçant actuellement et ainsi un meilleur accès à l'accompagnement sur le territoire.

Deuxièmement, le groupe de travail « communication et sensibilisation » réfléchit aux besoins d'information et de formation du public et des professionnels. Il est mené en partenariat avec l'association JALMAV (Jusqu'à La Mort, Accompagner la Vie) qui intervient également dans le domaine de l'accompagnement des personnes en fin de vie.

Ce groupe organise des journées interprofessionnelles, des soirées entre professionnels, des débats, des séminaires, etc. qui permettent de sensibiliser le grand public, d'informer et d'échanger entre professionnels, patients, accompagnants et bénévoles. Ont par exemple été menées : une enquête sur la perception des jeunes roannais en matière de soins palliatifs et d'accompagnement ; des actions de communication autour de la Journée Mondiale des Soins Palliatifs ; des interventions dans des lycées, auprès de stagiaires en formation professionnelle et autres institutions... Les soirées d'échanges et de formation destinées en priorité aux professionnels de la santé (mais ouvertes à tous) accueillent en moyenne 120 personnes.



La dernière journée a accueilli plus de 200 personnes : professionnels, étudiants infirmiers et bénévoles. En 10 ans ce sont plus de 3000 professionnels en provenance de différents établissements

et lieux d'exercice qui ont assisté à au moins une action. Les journaux contribuent à l'information du grand public en relatant nos actions.

A l'occasion de la Journée Mondiale des Soins Palliatifs en octobre 2014, nous avons par exemple, en coopération avec les autres acteurs locaux (Equipe Mobile de Soins Palliatifs, bénévoles de

l'association JALMAV, Réseau de Santé du Roannais), offert une soirée théâtre avec le comédien Michel Babillot et son spectacle « Le temps du départ », et diffusé le lendemain auprès du public une large information sur les soins palliatifs et les acteurs de l'accompagnement dans le pays Roannais.

Plus de 400 Quizz sur ce thème ont ainsi été remis aux visiteurs dans le hall de l'hôpital et ceci a donné lieu à de nombreux échanges.

Enfin, la pratique des soins palliatifs inclut le soutien des proches en deuil. Pourtant La Vie travaille aussi sur cette question et propose un groupe d'entraide pour personnes endeuillées, animé par des bénévoles formés à cette pratique. Ce groupe se réunit en moyenne deux heures par mois pendant lesquelles chacun est accompagné dans son deuil, dans le respect de ses choix et de ses convictions. Les personnes endeuillées s'apportent ainsi un soutien mutuel, malgré des situations et des vécus divers.

Nous préparons d'ores et déjà la 5ème grande journée interprofessionnelle « Accompagnement et soins palliatifs » qui se tiendra le 24 septembre 2015, et accueillera à Roanne des soignants et bénévoles de la région et d'ailleurs.

Pourtant La Vie contribue ainsi à la diffusion de bonnes pratiques en soins palliatifs, permet la sensibilisation du public, favorise la vocation de nouveaux bénévoles, et offre information et soutien de centaines de professionnels.

UNE DÉMARCHE CENTRÉE SUR LA RÉFLEXION ET LE TRAVAIL COLLECTIFS.

La philosophie des soins palliatifs intègre une démarche éthique, ce qui suppose ouverture, confrontation à l'autre, responsabilité, enrichissement mutuel et interdisciplinarité.

Œuvrer dans le champ des soins palliatifs n'est jamais une démarche solitaire.

Les soins palliatifs, depuis l'origine du mouvement, ont supposé le rassemblement autour de la personne extrêmement vulnérable arrivée en fin de vie. Nul ne peut tout faire seul, c'est encore plus vrai ici.

L'interdisciplinarité et le faire-ensemble, indispensables dans le traitement des soins palliatifs, répondent à la volonté d'une approche globale de la personne et à l'objectif de soulager ses symptômes, sa souffrance psychologique, sociale, spirituelle, celle de ses proches. Il faut pour cela conjuguer les compétences et les améliorer sans cesse.

Notre association est née dans cet esprit, d'une volonté de travailler ensemble pour d'une part améliorer les soins palliatifs et l'accompagnement offerts aux personnes en fin de vie et à leur entourage, et pour d'autre part soutenir les professionnels et les accompagnants dans leurs démarches. Nous sommes réceptifs aux idées et projets des autres associations, des professionnels de la santé, des bénévoles, etc. ; elles nous enrichissent et nous souhaitons être un vecteur d'échanges, de partage d'informations et d'expériences qui permettent in fine de garantir le meilleur accompagnement possible des personnes en fin de vie et de leurs proches.

De multiples acteurs sont présents dans la région du Roannais, et nous serons forcément plus utiles en unissant nos compétences et nos savoirs. Pourtant La Vie essaye ainsi, depuis 10 ans, d'offrir sur ce territoire un espace de réflexion, d'information, d'échanges, et de ressourcement.

L'ASSOCIATION DE LA MEDECINE GENERALE DU ROANNAIS AMGR, OU COMMENT RETROUVER LE PLAISIR D'EXERCER ET UN ACCES A DES SOINS DE QUALITE



- **AUTEUR** : Dr Lisa Otton - Présidente de l'Association de la Médecine Générale du Roannais
- **RÉDACTRICE** : Alice Balguerie

« Le Roannais est un beau territoire, mais il est méconnu, et c'est aujourd'hui un véritable désert médical. Pour changer cette situation, il faut attirer les médecins, et les inciter à rester en leur faisant découvrir toutes les richesses de notre région, et en répondant à leurs préoccupations. »

● **MOTS-CLEFS** : MAISON DES INTERNES, POLE DE SANTE, MAISON DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLE, SOINS PRIMAIRES, CONCERTATION, PARCOURS DE SANTE

La thèse de médecine générale du Docteur Benoit Otton intitulée «Etats des lieux et perspectives de la médecine générale sur le roannais» a fait ressortir un double défi : un désert médical en ville et en campagne d'une part, et une population âgée aux revenus très modestes d'autre part. En nous appuyant sur cette étude, nous avons créé l'Association de la Médecine Générale du Roannais (AMGR) en 2011, pour relever le défi de la médecine générale, en associant médecins généralistes, citoyens et institutions.

FAVORISER L'INSTALLATION DE NOUVEAUX MÉDECINS GÉNÉRALISTES

- Accueil des internes et des nouveaux médecins
- Promotion du territoire

SOUTENIR LES MÉDECINS INSTALLÉS

- Promotion des pôles de santé
- Solidarité et soutien en cas de difficultés

ECLAIRER LES HABITANTS DU TERRITOIRE

- Actions d'éducation à la santé
- Information sur les services aux niveaux local et national

CRÉER DU LIEN POUR FAVORISER LES PROJETS

- Favoriser les échanges entre professionnels

Objectifs et lignes directrices de l'AMGR

UNE PREMIÈRE RÉALISATION : LA CRÉATION D'UNE MAISON DES INTERNES

La thèse du Docteur Benoit Otton indiquait que 80% des étudiants venus en stage sur le Roannais avaient un a priori négatif par rapport à cette région. Il était donc primordial de leur faire découvrir le territoire et de les accueillir dans de bonnes conditions. Notre association a alors eu l'idée de créer une maison des internes pour loger les étudiants en stage dans les cabinets de médecine généraliste sur le Roannais,

idée d'autant plus pertinente qu'il est particulièrement difficile de trouver un logement temporaire à Roanne en peu de temps. Nous nous sommes associés avec le Centre Hospitalier, qui a mis à disposition une villa, et le Pays Roannais qui a financé les travaux, et nous avons pu ouvrir la Maison des internes à la rentrée 2012. En période de crise sur l'intercommunalité en septembre 2012, l'ensemble des élus (ville et campagne) ont soutenu ce projet à l'unanimité alors que les conflits étaient majeurs. Cette maison a été meublée à partir des dons de citoyens et ce sont 33 personnes qui ont aménagé la villa un samedi d'octobre : un joyeux mélange entre citoyens, médecins, ville et campagne ! Cinq chambres sont disponibles, pour 210€ par mois toutes charges comprises.



Cette maison ne se résume pas à une simple habitation ; elle est aussi un lieu de rencontres et d'échanges entre les internes et les médecins du territoire. Les nouveaux étudiants sont ainsi accueillis par leurs collègues qui leur font découvrir la région, les produits locaux, leur présentent des habitants,... C'est un vrai espace de convivialité qui a ouvert.

Faire venir les médecins sur le territoire Roannais étant difficile, les accueillir est essentiel ! Cette démarche fait ses preuves puisqu'aujourd'hui, le tiers des internes qui sont passés par la maison est resté exercer dans la région. Plus de 20 étudiants sont désormais passés par ce lieu.

DEUX AUTRES PROJETS POUR AMÉLIORER L'OFFRE DE SANTÉ : UN PÔLE DE SANTÉ ET UNE MAISON DE LA SANTÉ

Face aux nombreux départs des médecins à la retraite (plus du tiers des effectifs), éviter l'épuisement professionnel s'avère primordial. Notre territoire, et particulièrement la ville de Roanne, est marqué par des indicateurs socioéconomiques défavorables. La précarité s'est aggravée entre 2009 et 2013. Le rapport du Haut Conseil de l'Assurance Maladie de décembre 2012 le rappelle : « les inégalités sociales de santé posent à l'évidence une question de justice (...) puisqu'elles sont le résultat d'une certaine organisation sociale (...) socialement construites et donc injustes et modifiables »¹. La structuration des soins primaires à travers les Pôles de Santé (PDS) est une des réponses pertinentes et innovantes. Ces derniers réunissent les professionnels de santé en soins primaires autour d'un projet de santé. Le pôle de santé de Chambéry, avec son dispositif IMPACT (Itinéraires Médico-sociaux, Programme d'Aide au Changement de comportement en matière de santé sur un Territoire en ZUS) offre un exemple innovant et abouti en la matière².

Selon la loi, un Pôle de Santé est une association de loi 1901 constituée « entre professionnels de santé, le cas échéant de maisons de santé, de centres de santé, de réseaux de santé, d'établissements de santé, d'établissements et de services médico-sociaux, des groupements de coopération sanitaire, et des groupements de coopération sociale et médicosociale ». Il assure des activités de soins de premier recours et peut participer aux actions de prévention, de promotion de la santé et de sécurité sanitaire³.

Sur notre territoire, les professionnels de santé avancent dans cette direction et l'association leur apporte le soutien et surtout le lieu pour envisager les soins au niveau d'un territoire. Au sein de l'AMGR, les porteurs de PDS se retrouvent pour mutualiser leur réflexion et construire une démarche concertée à l'échelle de notre bassin de vie. Nous avons le plaisir de voir les PDS répartis aux quatre coins ruraux de notre territoire centrés autour d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle (MSP). Seule la zone urbaine n'a malheureusement pas obtenu le soutien des élus de la ville de Roanne pour l'ouverture d'une MSP axée sur un projet de santé pourtant validé par l'Agence Régionale de Santé au sein de la plateforme régionale pluridisciplinaire.

Selon la loi, une maison de santé, ou maison de santé pluriprofessionnelle (MSP) est « une personne morale constituée entre des professionnels médicaux, auxiliaires médicaux ou pharmaciens. » « Ils assurent des activités de soins sans hébergement ». Ces maisons favorisent la coordination entre professionnels, mais aussi l'émergence de nouvelles pratiques⁴. Contrairement aux pôles de santé, les professionnels exercent dans les mêmes murs.

1. http://www.securite-sociale.fr/IMG/pdf/rapport_annuel_2012_hcaam.pdf

2. Pour en savoir plus : <http://pole-de-sante-chambery-nord.fr/dispositifs-impact/>

3. <http://www.ffmps.fr/index.php/definitions/quest-ce-qu'une-maison-de-sante-et-un-pole-de-sante>

4. <http://www.ffmps.fr/index.php/definitions/quest-ce-qu'une-maison-de-sante-et-un-pole-de-sante>

INCLURE ÉGALEMENT LES HABITANTS DANS LES RÉFLEXIONS

Autre projet qui nous tient à cœur : la concertation avec les habitants du territoire. Nous avons initié un travail de réflexion avec le Comité Local de Développement : une rencontre avec le milieu associatif sera organisée autour de deux questions : « quel projet de santé pour ce territoire ? » et « Comment professionnels de santé et habitants peuvent construire ensemble un parcours de Vie, un parcours de Santé ? ». Nous appréhendons une prise en charge globale en tant qu'équipe de soins primaires qui répond à la définition de l'Organisation Mondiale de la Santé.

L'AMGR a organisé trois rencontres de débat et d'information autour des problématiques de santé avec les habitants afin de clarifier les problématiques. En concertation avec le Comité Local de Développement, nous avons souhaité passer à une phase d'actions concertées pour soutenir les projets de Pôles de Santé du territoire : interpellier les élus sur les actions pertinentes qu'ils peuvent mener.

Nous travaillons en lien avec l'Institut Universitaire de Technologie de Roanne sur un site internet à disposition des habitants du territoire pour une information validée : nationale et locale. Nous avons en effet constaté qu'Internet était devenu un outil incontournable dans la recherche d'informations, bien que ces renseignements soient de qualité inégale. Nous souhaitons, à travers ce site, former les habitants à aller vers une information indépendante, juste et bonne pour la santé.

LES INEGALITES DE SANTE DANS LES ZUS



● **AUTEUR** : Soumia Belaidi Malinbaum, Membre de RESOLIS, Directrice Business Development, Groupe Keyrus, Présidente d'honneur de l'AFMD (Association Française des Managers de la Diversité)

« Les inégalités sociales face à la santé persistent en France. Pour améliorer la santé des habitants dans les Zones Urbaines Sensibles, il faut comprendre leurs comportements, leurs croyances, les raisons pour lesquelles ils ne se soignent pas toujours... Les acteurs locaux (collectivités, associations, médecins, entreprises...) doivent trouver des solutions adaptées aux caractéristiques de ces quartiers. »

● **MOTS-CLEFS** : ACCES AUX SOINS, TERRITOIRE, INEGALITES SOCIALES, PREVENTION, ACTEURS SOCIAUX ET ECONOMIQUES

LA CRÉATION DES ZUS POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SOCIALES DES TERRITOIRES

Créées il y a bientôt 20 ans, les 751 Zones Urbaines Sensibles (ZUS) actuelles abritent 8% de la population française soit 4,4 millions d'habitants, répartis sur 2 500 quartiers en France.

Toutes les études réalisées depuis plusieurs années sur les ZUS montrent que la santé des habitants y est globalement moins bonne que dans les quartiers moyens et supérieurs, indépendamment des caractéristiques individuelles (âge, sexe, situation socio-économique). L'espérance de vie y est également inférieure de plusieurs années (5 à 10 ans).

Les ZUS avaient été créées dans le cadre de la politique de la ville en partenariat avec les collectivités territoriales, leurs partenaires sociaux, économiques et avec les associations, pour revaloriser ces quartiers urbains dits sensibles, et réduire les inégalités sociales entre territoires. En ce qui concerne l'accès à la santé, cet objectif ne semble pas avoir été atteint.

« LE SILENCE DES ORGANES »

Les habitants des ZUS n'ont pas la même perception ni le même rapport à la santé que les populations plus aisées. Les groupes d'habitants à faibles niveaux d'éducation et de revenus tendent à sous-estimer l'importance et parfois la gravité des maladies qui les touchent, et à regarder leurs conditions de santé avec un certain biais d'optimisme. Ils se soignent en général moins que la moyenne, et les démarches de prévention sont peu intégrées dans leur quotidien.

Il est fréquent que la demande de soins ne se déclenche que le jour où surgit un vrai problème. Ce type de comportement correspond au « silence des organes » : si le corps ne crie pas sa souffrance ou si aucun signe de maladie ne se manifeste, il n'est pas nécessaire de s'en préoccuper dans l'immédiat.

Plus le niveau socioéconomique est faible, plus la probabilité d'être en mauvaise santé est élevée. Les indicateurs d'âge et de mobilité ont des effets cumulatifs sur l'état de santé des habitants des ZUS et les critères socioéconomiques viennent se croiser avec les critères territoriaux et ethnoculturels.

RECOURS AUX SOINS : LES FREINS CULTURELS

Les phénomènes sociaux se sont ethnicisés et territorialisés depuis la création des ZUS contrairement à l'objectif initial. La langue est un véritable frein pour améliorer l'état de santé des habitants, d'autant plus que l'illettrisme y est en hausse. Comment faire comprendre, par exemple, ce qui est favorable ou non à la santé d'un enfant, à des mères maliennes qui ne parlent pas le français ? Les personnes en situation précaire ignorent souvent l'existence des dispositifs (CMUC / Chèque Santé), et ne connaissent pas toujours leurs droits, ni comment y accéder. De plus, les démarches administratives impliquant généralement beaucoup de paperasserie constituent une dissuasion supplémentaire.

Le rapport au corps et à la santé est sans aucun doute différent, même s'il est difficile de savoir comment ce facteur joue. Les manières de gérer sa santé et de se soigner diffèrent selon les pays et les cultures. Dans les ZUS, la médecine non-officielle (les médecines traditionnelles dans les pays d'origine pratiquées par des marabouts ou des guérisseurs) coexiste avec la médecine dite classique. Le problème se pose quand les différences culturelles et religieuses empêchent la personne de se soigner correctement et à temps. Par exemple, les femmes peuvent refuser d'être soignées par un homme, et retardent alors le moment de la consultation.

LES FREINS SOCIO-ÉCONOMIQUES

La santé est la dernière priorité des habitants des ZUS : viennent avant les questions du logement, de l'alimentation et même du téléphone portable. Un habitant sur deux renonce aux soins pour des raisons financières. Beaucoup ne veulent ou ne peuvent pas payer la consultation (exemple : soins dentaires), en particulier quand il s'agit d'une démarche préventive. Ils attendent le dernier moment et se rendent aux urgences hospitalières. Le recours aux urgences est en effet très fréquent car gratuit ; ils n'ont pas à payer la facture qui est envoyée au domicile.

Le taux de chômage quatre fois plus élevé et l'absence de stabilité professionnelle sont des facteurs de risque importants et aggravants dans les ZUS. Comment penser à l'avenir et mesurer l'importance de prévenir des maladies plus graves quand les difficultés matérielles et financières envahissent le quotidien ? Comment lutter contre l'obésité et le surpoids alors que les familles n'ont pas les moyens de manger sainement ?

DES DÉSERTS MÉDICAUX

Les populations dans les ZUS ont tendance à moins bien se soigner à cause de facteurs culturels, sociaux et financiers évoqués précédemment, mais la question de l'accès aux soins est également problématique. Les ZUS sont souvent de véritables déserts médicaux : il existe un déficit important des professionnels de santé dans ces quartiers qui ne proposent généralement pas de médecine spécialisée. Les médecins qui restent exercent plutôt une médecine « à la passe » : ils consacrent en moyenne 15 minutes par personne en raison du trop grand nombre de patients. Certains médecins ont été agressés plusieurs fois mais ils restent par vocation et solidarité pour les habitants de ces quartiers.

Aller chez le médecin permet de rompre l'isolement. Il est donc important de soutenir les médecins qui souhaitent s'installer dans ces quartiers, et de trouver le moyen d'en attirer d'autres.

LES LEVIERS ET PISTES D'ACTIONS : LA PRÉVENTION

La médecine de prévention est quasi absente dans les ZUS, alors qu'elle constitue un levier important pour améliorer les conditions de vie des habitants.

L'Ecole, les dispensaires, l'armée pouvaient auparavant transmettre les messages de prévention et étaient en mesure d'assurer un suivi minimum. Aujourd'hui, il faut repenser les modes de prévention dans les ZUS : l'offre de santé n'est pas suffisante, et pas toujours adaptée aux besoins et aux attentes des habitants. Des solutions locales socialement innovantes qui tiennent compte des différentes cultures et manières d'appréhender la santé doivent être trouvées. Il s'agit de privilégier une approche plus sociologique et plus « affinitaire », mettant ainsi en lumière les différences de valeurs, de modes de vie et de consommation.

Une démarche de sensibilisation envers les habitants des ZUS gagnera en efficacité si elle adopte des canaux de communication (familles, jeunes, mères, associations) reconnus. Il sera ainsi possible de nouer des relations de confiance de bonne qualité. Et pour cela, l'acte technique de médecine ne suffit pas. Le médecin doit disposer du temps nécessaire pour construire une relation avec son patient, et l'aider dans sa santé morale comme physique.

LE RÔLE DES ACTEURS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

Les entreprises se sont engagées depuis de longues années dans une démarche de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE). Elles mènent des actions portant sur l'emploi des habitants des quartiers difficiles. Avec le plan espoir banlieue, 40 % des entreprises signataires de la charte de la Diversité ont entrepris des actions de recrutement et sensibilisation dans les ZUS. L'entreprise qui s'installe dans ces territoires s'engage à investir dans les infrastructures, accompagner les acteurs locaux et contribuer au développement du territoire à travers des recrutements locaux.

L'Association Française des Managers de la Diversité (AFMD) encourage cette démarche ; elle regroupe 130 entreprises qui s'emploient chacune dans leur secteur d'activité à lutter contre toutes les discriminations y compris géographiques.

Les Ateliers Santé Ville (ASV) ont été créés en 2000 pour lutter contre les inégalités sociales de santé en favorisant le développement de projets locaux de santé. Ils élaborent et mettent en œuvre des programmes de prévention et d'éducation à la santé. L'échelle territoriale est particulièrement pertinente dans ce cas, car, comme nous l'avons vu, la manière de se soigner varie selon des facteurs économiques, sociaux, culturels, et également selon l'offre locale de soins.

La couverture complémentaire santé est faible dans les ZUS. Les compagnies d'assurance PlaNét Guarantee et Malakoff Médéric ont développé avec le projet « Assurance santé pour tous » des nouvelles solutions de prévoyance santé adaptées aux personnes exclues du système de protection sociale. Elles ont opté pour une approche intégrée en formant des jeunes des quartiers défavorisés aux métiers de l'assurance pour aller à la rencontre des autres habitants, et en ciblant particulièrement les autoentrepreneurs (car quand ceux-ci sont malades, l'entreprise s'arrête) et les familles (pour toucher aussi les enfants).

EN CONCLUSION, UNE RÉPONSE LOCALE À UN PROBLÈME NATIONAL

En avril 2014, la ministre Najat Vallaud-Belkacem annonçait que 600 millions d'euros seraient orientés vers les ZUS ; combien seront investis dans la santé des habitants ?

Il est plus que temps de se réapproprier le sujet et de se questionner sur les démarches, les expériences et les représentations. Les questions de santé au niveau national ne s'appliquent pas forcément de la même manière au niveau local.

Les dispositifs locaux apparaissent comme les plus pertinents pour répondre aux enjeux d'accès aux soins de prévention et de promotion de la santé dans les ZUS et les quartiers défavorisés, apporter une offre de services sur mesure, et mettre en place un programme d'éducation à la santé avec des rôles modèles locaux.

Pourquoi ne pas développer les dispensaires ou les pôles de santé ? Pourquoi ne pas envisager une vaste campagne de sensibilisation et d'éducation sur la santé dans les quartiers « enjeu de vie » ?

Quelle que soit la réponse finalement choisie, les acteurs locaux devront avoir une place dans la conception et la mise en œuvre des dispositifs pour que ceux-ci soient adaptés aux besoins et aux spécificités du territoire.

Chapitre 5 :
**MÉTIERS ET
SOLIDARITÉ**

ISABELLE MARLIER

MOSAÏQUE



Espace Galerie - Chapelle du Lycée Gabriel Faure

Initiée aux techniques de la mosaïque d'art à l'atelier des 3T de Montreuil (Seine St Denis), Isabelle Marlier évolue dans l'univers de l'image fragmentée depuis bientôt 20 ans.

C'est par la recherche du mouvement et de la juxtaposition de tesselles de couleurs que s'exprime l'imaginaire du mosaïste. Aussi, ses créations s'inspirent à la fois de mosaïques antiques, du monde du vivant et de plasticiens contemporains.

Pour réaliser ses tableaux (mosaïque de chevalet), miroirs, tables et enseignes, elle utilise toute la gamme de matériaux qui s'offre à cette pratique : marbres, galets, pâtes de verre, smalt, émaux de Briare, grès cérame, faïence de Sarreguemines, ... Chacune de ses créations est unique et peut être réalisée sur commande.

Isabelle Marlier conduit la réalisation de mosaïques collectives dans le cadre de projets pédagogiques et artistiques auprès d'enfants et adolescents et également dans le cadre d'atelier intergénérationnel.

Installée en centre village des Nonières (Ardèche), elle vous accueille avec plaisir dans son atelier et espace d'exposition tout au long de l'année.

ISABELLE MARLIER
07160 LES NONIERES
www.isamosaiques.ultra-book.com
isabelle.maina@gmail.com

BIENN'ART 2014 *Mdm*

LES MÉTIERS DU MONDE : L'ART COMME VECTEUR DE TRANSMISSION ET D'INSERTION



- **AUTEUR** : Marie-Christine MAITRE, Directrice Métiers du Monde
- **RÉDACTRICE** : Sophie Dupraz

« Création, passion, transmission et solidarité, voilà les valeurs qui nous animent chez Métiers du Monde. Les métiers d'art et d'artisanat appartiennent à l'histoire d'un territoire et entrent pour une bonne part dans son développement futur. Il est essentiel de les soutenir, en fédérant et en accompagnant les professionnels du secteur, et en créant des vocations chez les jeunes et moins jeunes. »

● **MOTS-CLEFS** : TRANSMISSION, SAVOIR-FAIRE, INSERTION PROFESSIONNELLE, ART, ARTISANAT, TERRITOIRE, FORMATION, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

LES MÉTIERS D'ART

La France compte en 2014 plus de 38 000 entreprises de métiers d'art¹, pour la plupart des PME, mais aussi des manufactures et beaucoup de petits ateliers. Selon la définition de Pierre Dehay, Membre de l'Académie des Beaux-Arts,² « Le métier d'art est une technique essentiellement manuelle, mise en œuvre par un professionnel hautement qualifié, une production d'objets uniques ou de petites séries. Tout art comme tout métier d'art, conjugue l'imagination créatrice et un ensemble de techniques ».

Le métier d'art recouvre plus de 200 métiers, dont le travail du bois, du cuir, du verre, la joaillerie, la peinture, la sculpture, la coutellerie, les arts graphiques ou du spectacle. Les métiers d'arts œuvrent pour la restauration du patrimoine et sont porteurs d'un immense savoir-faire. Leur développement influe directement sur le développement du territoire dans lesquels ils sont ancrés.

L'association Métiers du Monde, basée en Ardèche, s'est fixé comme objectifs de promouvoir les métiers d'art sur le territoire, favoriser la transmission de ce savoir-faire, tout en ramenant vers l'emploi des personnes en insertion professionnelle.

LA PROMOTION DES MÉTIERS D'ART

Les métiers d'art ont besoin de reconnaissance et de soutien. Pour mieux les faire connaître, Métiers du Monde organise des événements en Ardèche permettant aux professionnels locaux d'exposer leurs œuvres et créations originales. Le public, composé aussi bien d'amateurs, de groupes scolaires, de touristes que de partenaires institutionnels, a ainsi l'opportunité d'admirer et d'acquérir la production artistique et artisanale du territoire, mise en valeur dans un parcours attractif et cohérent. Il trouve également un espace pour échanger avec des passionnés d'arts et d'artisanat.

Ces manifestations offrent aux professionnels une belle occasion de développer leurs ventes, et jouent également un rôle fédérateur. La Bienn'Art des Métiers d'Art à Tournon sur Rhône³ en est un bel exemple. A l'initiative de ce projet, Métiers du Monde a su rassembler autour d'elle de nombreux acteurs territoriaux issus de l'enseignement, de l'Economie Sociale et Solidaire, du tourisme, de l'artisanat, du monde artistique et des organismes publics.

LA TRANSMISSION

Transmettre les savoir-faire représente un enjeu fondamental si l'on veut que les métiers d'art, qui reposent sur des méthodes parfois ancestrales, se développent et soient aussi des métiers d'avenir.



1. Source : Institut National des Métiers d'Art (INMA) - <http://www.institut-metiersdart.org/metiers-d-art-en-France>

2. Et premier président de la Société d'Encouragement aux Métiers d'Art (SEMA), devenue l'INMA

3. Voir fiche Maitre Marie-Christine, « Association Métiers du Monde : la Bienn'Art des Métiers d'Art à Tournon sur Rhône », RESOLIS (2014)

Métiers du Monde l'a bien compris et a mis en place des actions pour favoriser cette transmission auprès du grand public. Elle a notamment ouvert un lieu d'échanges, d'exposition et de vente, dans lequel des métiers rares et parfois inconnus sont mis en avant. L'association pratique une veille constante pour diffuser des conseils et des informations sur les métiers d'art.

Elle propose une grande offre de formations animées par ses adhérents sur les techniques traditionnelles et locales d'ébénisterie, ferronnerie, vannerie, sculpture, céramique, peinture, design, ... Certaines de ces prestations peuvent être suivies au titre de la formation professionnelle. Métiers du Monde accompagne également dans leur parcours les personnes désireuses de développer une activité de transformation d'une matière première.

Pour sensibiliser un plus large public et susciter des vocations, Métiers du Monde réserve, dans chacune de ses manifestations, un espace de démonstration. Ainsi, c'est en regardant forger qu'on peut devenir forgeron...

L'AIDE À L'INSERTION

L'action de Métiers du Monde vise aussi à aider des personnes très éloignées de l'emploi à s'insérer dans le milieu professionnel. Dans cet objectif, elle a développé une activité de récupération de déchets. Le travail consiste à collecter auprès d'entreprises, de collectivités, d'associations ou de particuliers, du matériel considéré comme « bon pour la casse ». Ces meubles, planches de bois, vieux outils, textiles usagés, sont ensuite transformés afin de servir de matière première à la création d'œuvres d'art et à la fabrication des socles sur lesquels elles sont exposées.

Tous les événements organisés par Métiers du Monde s'appuient sur des ressources humaines en chantier d'insertion, qui participent à la mise en place des salons.

Enfin, l'association organise des ateliers destinés à intéresser des jeunes en difficulté à des techniques de métiers d'art, en s'adressant à leur créativité et à leur imagination.

UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Métiers du Monde apporte sa pierre (précieuse) à l'accroissement du dynamisme économique, culturel et environnemental du territoire. Elle crée des emplois et augmente l'activité touristique et commerciale grâce à la promotion et à l'organisation de manifestations locales, rassemblant différents publics.

Son activité de collecte et transformation des déchets s'inscrit dans une politique de développement durable.

Elle alerte les acteurs publics sur le rôle éminent que peut jouer le secteur des métiers d'art dans le développement social à l'échelle d'un territoire. Son travail porte ses fruits puisqu'une collectivité a demandé à Métiers du Monde de venir mettre en place des actions dans un quartier défavorisé, afin de renouer des fils sociaux distendus et aider les habitants à retrouver l'estime de soi.

Au-delà donc de l'impact économique, Métiers du Monde tisse des liens entre des publics mixtes, et rassemble dans une même solidarité artistes et personnes en insertion professionnelle.



LUGANO, UN BEL EXEMPLE DE DYNAMISATION DU TERRITOIRE !



● **AUTEUR** : Claudio Chiapparino - Directeur Département Tourisme et Événements (Ville de Lugano) et Directeur de l'association SOTELL

● **RÉDACTRICE** : Sophie Dupraz

« Le développement économique, touristique, artistique et culturel d'un territoire doit pouvoir compter sur l'enthousiasme et la disponibilité de ses jeunes habitants. Avec SOTELL nous avons lancé une passerelle qui permet aux jeunes de travailler en participant activement à la dynamisation de leur région. »

● **MOTS-CLEFS** : EMPLOI, JEUNES, TOURISME, CULTURE, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

EMPLOI DES JEUNES ET ACTIVITÉS TOURISTIQUES

L'association à but non lucratif SOTELL (Service Temps Libre et Travail) est née en 1999 à Lugano sur la base de ce constat : d'un côté des entreprises, institutions et agences événementielles avec de forts besoins ponctuels en main d'œuvre, spécialement pour soutenir l'organisation d'événements culturels et touristiques ou la mise en place de services ; de l'autre côté une population de jeunes, étudiants, apprentis, chômeurs ou intérimaires, porteurs de grande créativité, et demandeurs de jobs temporaires à effectuer pendant leur temps libre.

SOTELL s'est développée à la croisée de ces deux mondes. L'association crée et favorise la mise en relation entre les jeunes à la recherche de travail occasionnel et les entreprises ou agences événementielles.

Grâce à son travail d'intermédiation, 400 jeunes sont ainsi employés chaque année et participent à la conception d'événements et de services, nécessitant des compétences variées comme la programmation, la coordination, la gestion administrative, la logistique ou encore la communication.

Et avec un public qui dépasse le demi-million, le Département Tourisme et Événements et SOTELL sont les plus importants contributeurs à l'activité touristique événementielle du Canton du Tessin.



DES INITIATIVES QUI FONT BOUGER LE TERRITOIRE

La ville de Lugano abrite de nombreuses initiatives développées en partenariat avec SOTELL. On trouvera parmi les plus notables :

- La gestion et la maintenance de Publibike, le Vélib' luganais.
- Le cLab : l'équipe de cet atelier créatif recycle des objets usagés et les transforme en objets de décoration qui serviront à la scénographie des lieux accueillant les événements.
- L'Arte Urbana Lugano : Cette initiative vise à repenser la relation du public avec l'espace urbain, à travers la promotion des œuvres d'une scène artistique locale émergente : fresques murales, installations, expositions de photographies géantes,...
- Le service Traiteur et boissons, qui tient une place à part dans l'organisation. Composé de professionnels, les bénéfices qui en découlent servent à financer diverses activités culturelles.
- Le bar Mojito et les buvettes qui rassemblent touristes, étudiants et habitants de Lugano.

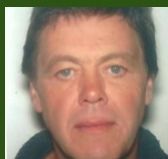
- L'Agorateca, biblio-médiathèque, met à disposition plus de 40 000 produits, et fournit du travail à des apprentis ainsi qu'à des réfugiés, qui y trouvent un environnement facilitant leur intégration et l'apprentissage de la langue.
- La création de contenus multimédias sur les médias sociaux et les sites internet contribuant au dynamisme de la région, comme agendalugano.ch.
- La gestion des pédalos sur le lac de Lugano.
- La formation des employés en collaboration avec l'Istituto di Studi italiani de l'Université de la Suisse italienne.



L'action commune du Département Tourisme et Événements et de SOTELL a permis de restaurer et de faire vivre des lieux emblématiques de la région, que le public redécouvre à l'occasion de concerts, d'exposition, de conférences, de projections cinématographiques,...

Deux festivals ont vu le jour, dont Musicnet, qui représente le plus grand événement du Tessin dédié à la musique sous toutes ses formes et Longlake, le Festival qui organise plus de 300 événements pendant l'été, la plupart open-air. L'association SOTELL et la ville de Lugano ont su allier les besoins des jeunes, leurs propositions et leur envie de s'investir, aux spécificités du secteur économique touristique et culturel. Ces deux structures ont constitué un dispositif « gagnant-gagnant-gagnant », pour les jeunes, pour les entreprises et agences de la région, et pour le Canton du Tessin, qui gagnerait à être dupliqué sur d'autres territoires.

LA COMMUNE : MONNAIE COMPLÉMENTAIRE DU ROANNAIS



● **AUTEUR** : Frédéric Chauveau

Membre du Comité d'Animation Collégiale - Association Monnaie Complémentaire du Roannais - La Commune

● **RÉDACTRICE** : Alice Balguerie

« Les standards de consommation actuels font que la richesse créée localement s'évapore. La Commune, au contraire, permet de re-territorialiser les échanges, et de rendre à la monnaie son caractère social. »

● **MOTS-CLEFS** : MONNAIE COMPLÉMENTAIRE, PRODUCTION LOCALE, ÉCONOMIE COLLABORATIVE, ACTEURS LOCAUX

L'Eco-réseau du Roannais est un collectif d'associations engagées autour des thèmes du progrès social et de l'écologie dans la région de Roanne. Lors de rencontres militantes ont commencé des réflexions sur la création d'une monnaie complémentaire sur le bassin Roannais. Cette idée est partie du constat que nos manières de consommer et les standards de la consommation actuelle provoquent une évaporation de la richesse produite localement. Une grande partie des échanges sont aujourd'hui virtuels, dématérialisés. L'objectif de la monnaie complémentaire est au contraire de faire en sorte que les productions locales alimentent l'économie locale, et que la monnaie redevienne un vecteur d'échanges entre les individus.

La Commune, monnaie locale et sociale, a été lancée le 20 novembre 2011. En juin 2014, elle est gérée par l'association « Monnaie Complémentaire du Roannais, la Commune » (MCRC)¹, dirigée par un collectif d'animation collégiale ouvert à l'ensemble des adhérents. Comment cette expérience a-t-elle été mise en œuvre ?

QU'EST-CE QU'UNE MONNAIE LOCALE OU COMPLÉMENTAIRE ?

Une monnaie complémentaire, ou locale, est un moyen de paiement alternatif dans un territoire défini. Ce sont des associations ou des collectifs qui la mettent en place et la gèrent. Pour rejoindre ce système, les professionnels (commerçants et entreprises) doivent souscrire à une charte éthique contenant les valeurs et principes mis en avant par les associations à l'origine du projet.

Selon l'article L521-2 du Code monétaire et financier, la monnaie locale est légale tant qu'elle circule dans un territoire défini et restreint, pour un éventail réduit de biens et de services².

POURQUOI UNE MONNAIE COMPLÉMENTAIRE ?

La monnaie complémentaire a trois atouts principaux :

- **Autonomie économique locale** : elle incite les échanges commerciaux locaux et rend ainsi son importance au territoire. Les entreprises sont également encouragées à se fournir localement, ce qui permet de valoriser la main d'œuvre et les initiatives locales, et de s'inscrire dans un circuit plus éthique.
- **Un aspect collaboratif** : l'association MCRC compte utiliser la trésorerie de l'association pour acheter en euros des denrées qui ne peuvent pas être produites localement (l'huile d'olive, le riz, le sucre par exemple) et les revendre ensuite dans une épicerie solidaire en communes. Elle projette également de proposer, dans un cadre social défini collégialement, des prêts sans intérêt voire des dons en communes ou en euros.
- **Un impact sur le monde** : l'instauration d'une monnaie complémentaire gouvernée démocratiquement par les adhérents, qui permet de créer de la richesse localement et non de la richesse pour les acteurs financiers, démontre qu'une autre logique économique est possible. Elle offre ainsi une alternative au système actuel à l'heure où une réflexion est en cours pour limiter le pouvoir des marchés financiers sur nos économies.

1. Monnaie Complémentaire du Roannais, la Commune (MCRC) association loi 1901 W422003614 6 rue du point du jour 42470 Lay, renseignements et adhésions par mail: mcrc.lacommune@mailoo.org

2. Institut pour l'Éducation Financière du Public. Dossier sur les monnaies locales et complémentaires. Mars 2012.

<http://www.lafinancepourtous.com/Decryptages/Dossiers/Les-monnaies-locales-et-complementaires/Qu-est-ce-qu'une-monnaie-locale>

LA COMMUNE

Pour utiliser les communes, il faut devenir adhérent de l'association MCRC, la cotisation étant libre. Ensuite, chacun peut échanger ses euros en communes, 1 euro valant 1 commune, ce qui simplifie la conversion et l'utilisation. A terme, quand le volume des communes en circulation sera suffisant, il sera possible d'augmenter le pouvoir d'achat grâce à cette monnaie complémentaire : pour 100€, 110 Communes seraient disponibles. Les euros ainsi échangés sont placés à La Nef (société coopérative de finances solidaires) comme fonds de réserve, puis les adhérents décideront de son utilisation.



Exemples de Communes³

Les communes obtenues servent ensuite de moyens de paiement auprès des professionnels adhérents. L'Eco-réseau du Roannais avait dans un premier temps fixé des critères assez stricts (sur les conditions économiques, sociales et environnementales de production) pour les professionnels, dans le but de mettre en valeur les effets positifs de leur production sur le territoire. Après réflexion, les exigences ont été revues, et tous les professionnels sont invités à participer sous réserve qu'ils s'engagent dans une démarche se rapprochant du respect des critères. L'Eco-réseau du Roannais propose ainsi d'aider les acteurs à augmenter leurs impacts positifs sur le territoire ; pour cela, une fiche de suivi a été mise en place.

Le projet est encore en cours de lancement, mais 8000 Communes sont désormais disponibles et peuvent être mises en circulation. L'intérêt de cette démarche est aussi de poser la question de la neutralité de la monnaie courante⁴.

3. http://www.entrepote.org/sitejoomla/index.php?option=com_content&view=article&id=410&Itemid=80

4. Roannais Web TV. Reportage sur la Commune. Novembre 2011.

http://www.dailymotion.com/video/xm8axe_rencontres-solidaires-la-monnaie-sociale_webcam?start=76

The background of the entire page is a complex, abstract pattern of overlapping geometric shapes in various shades of green (from light lime to dark forest green) and white. These shapes include rectangles, squares, circles, and lines, some of which are offset to create a 3D or layered effect. The pattern is dense and covers the entire area.

Chapitre 6 :
**AGRICULTURE
ET SOLIDARITÉ**

DÉFIS AGRICOLES MONDIAUX ET INNOVATIONS LOCALES



● **AUTEUR** : Henri Rouillé d'Orfeuil
Membre de RESOLIS, Académie d'Agriculture de France

« La pauvreté paysanne, dans un contexte de pénurie mondiale d'emplois, est l'une des grandes questions contemporaines. On peut s'en désintéresser et s'apprêter à vivre avec 4 milliards d'exclus en 2050, mais alors il faut renforcer les politiques sécuritaires et espérer qu'elles réussiront à maintenir les exclus de l'agriculture loin de nos pays. On peut développer les politiques sociales pour subvenir aux besoins des exclus actuels et futurs de nos pays et, surtout, des pays pauvres. On peut enfin partager le travail pour permettre à tous d'avoir un revenu, mais comment négocier ce partage à l'échelle mondiale? Alors, le plus simple est de permettre aux paysans de vivre décemment de leur travail. »

● **MOTS-CLEFS** : AGRICULTURE, EXPLOITATION AGRICOLE, PRODUCTION AGRICOLE, MARCHÉ ALIMENTAIRE, LUTTE CONTRE LA FAIM, DURABILITE, AGRO-ECOLOGIE, INNOVATION LOCALE, SYSTEMES ALIMENTAIRES TERRITORIALISES

Les agricultures du monde font face à trois défis : nourrir convenablement une humanité de bientôt 9 milliards de personnes, gérer durablement la plupart des ressources naturelles de la planète, rémunérer décemment 40% du travail humain. Ces défis sont autant d'objectifs économiques, environnementaux et sociaux, qui se déclinent aux échelles internationale et nationale, mais aussi au niveau des exploitations agricoles. L'agriculture, comme l'exploitation agricole, doit être appréhendée comme une activité multifonctionnelle, alors que seule la fonction économique, c'est-à-dire la production agricole, est rémunérée par des consommateurs qui achètent leur alimentation. Le marché est insensible à la qualité sociale et environnementale des produits alimentaires. Cette réalité multifonctionnelle de l'agriculture est reconnue par tous les experts, mais certains considèrent qu'il y a corrélation entre ces trois fonctions, et donc qu'il n'est pas nécessaire de s'intéresser aux deux fonctions non marchandes ; d'autres que la seule prise en compte de la fonction de production agricole aboutit en général à des dégradations environnementales et à l'aggravation de problèmes sociaux, par exemple à un processus d'exclusion paysanne. Nous allons passer en revue ces trois défis, aborder rapidement la question du modèle agricole et celle de la transformation de ce modèle et du rôle des innovations, particulièrement des innovations locales.

A - L'AGRICULTURE ET TROIS DÉFIS MAJEURS DU XXIÈME SIÈCLE

PREMIER DÉFI : LE DÉFI ALIMENTAIRE, OU COMMENT NOURRIR 9 MILLIARDS DE PERSONNES EN 2050 ?

La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) nous dit qu'il y a 800 millions de personnes souffrant de faim chronique et près de 2 milliards de personnes victimes de malnutrition. Elle nous dit également que pour nourrir les 9 milliards de consommateurs de l'année 2050, l'offre alimentaire va devoir augmenter de 70%. A vrai dire, la plupart des experts considèrent que la faim est moins un problème de déficit d'offre alimentaire qu'une conséquence de la pauvreté du milliard de consommateurs concernés. La faim est en général due à l'insolvabilité d'une partie de la demande alimentaire. On observe même souvent une coexistence entre une surproduction de produits agricoles et une situation de faim chronique. L'offre agricole s'adapte et progresse lorsque la demande solvable évolue ; c'est dire que nous n'avons pas atteint au niveau mondial une sorte de barrière physique de la production et de la productivité. Lorsque les Américains, acteurs pivots de la plupart des marchés agricoles, ont, à partir de 2005, retiré du marché alimentaire 100 millions de tonnes de maïs pour produire des agro-carburants, il y a bien eu perturbations du marché et mouvements de prix, mais rapidement une nouvelle offre est venue compenser le retrait américain. De même, lorsqu'une demande urbaine de produits frais grandit, la production maraîchère à proximité de la ville se développe. Ces adaptations de l'offre alimentaire sont bien sûr décalées dans le temps, comme est décalée la période qui sépare les semis de la récolte.

La clé du traitement de la faim ou de la malnutrition se trouve donc pour l'essentiel dans la lutte contre l'extrême pauvreté qui touche près de 1,3 milliard de personnes.

Notons au passage, quelques spécificités des marchés agricoles, qui sont lourdes de conséquences et doivent être prises en compte dans la définition des politiques agricoles :

○ Les marchés agricoles ne s'autorégulent pas. Lorsqu'un déséquilibre apparaît, il a tendance à s'amplifier, comme le montrent les cycles de produits agricoles, notamment le cycle fameux du porc. Pour retrouver l'équilibre, les marchés agricoles ont besoin d'interventions

extérieures. Cela est dû en partie au fait que souvent, lorsque les prix baissent, les producteurs, engagés dans une production, ont tendance à augmenter cette production pour essayer de maintenir leurs revenus. Voilà qui contredit le cœur de la théorie classique.

○ La production agricole est soumise à des aléas climatiques qui provoquent des mouvements imprévus de l'offre alimentaire alors que la demande alimentaire est peu élastique.

○ Il y a une période de plusieurs mois, voire de plusieurs années pour les arbres fruitiers, entre le choix des productions et la mise en marché des produits. Il y a donc souvent des erreurs d'anticipation individuelle et des phénomènes collectifs de focalisation sur des productions qui provoquent les cycles précédemment mentionnés.

○ Les marchés agricoles sont peu rémunérateurs, sauf pour des produits très particuliers comme le champagne. Il se disait autrefois que l'activité agricole ne pouvait pas supporter des prêts dont le taux d'intérêt était supérieur à 3%.

○ Enfin, comme nous l'avons vu, les marchés agricoles, comme tous les marchés, sont aveugles aux externalités sociales et environnementales de la production agricole.

DEUXIÈME DÉFI, LE DÉFI ENVIRONNEMENTAL OU LA QUESTION DE L'EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Les ressources naturelles sont pour l'agriculteur des facteurs de production. Certaines de ces ressources font partie de son patrimoine (le sol et sa fertilité), d'autres peuvent être achetées (l'eau d'irrigation par exemple), d'autres sont des biens libres (l'eau captée directement, l'atmosphère, une partie de la biodiversité...).

L'agriculture, c'est 70% de la consommation mondiale d'eau douce, 20% des émissions de carbone, la quasi-totalité de l'usage non urbain des sols et de la biodiversité.

Il existait, et existe toujours dans les agricultures familiales, une logique de gestion de ce patrimoine naturel des exploitations grâce à la transmission familiale, les parents souhaitant en règle générale transmettre à leurs enfants un patrimoine de qualité. Pour les biens libres ou collectifs, des politiques publiques porteuses de mesures d'incitation ou de pénalisation, voire d'interdiction, peuvent guider les comportements des producteurs.

Depuis quelques décennies, la conscience de la dégradation des ressources naturelles, conscience planétaire ou conscience locale, est apparue et s'est développée : pollution ou salinisation des eaux, perte de fertilité des sols et régression de la biodiversité, déforestation abusive... Autant de conséquences de mauvaises pratiques de production et, plus largement, d'un modèle de production, qualifié d'agroindustriel. Certains en appellent à la fin de ce modèle et à l'émergence de modèles agro-écologiques, d'autres, à des corrections progressives des mauvaises pratiques, ce qui ne se produira que si la préoccupation environnementale est internalisée dans le modèle agroindustriel.

Quoi qu'il en soit, les agricultures doivent prendre un tournant agro-écologique, qui ne peut s'entendre comme un retour en arrière vers une ère préindustrielle, mais doivent au contraire naître d'une nouvelle ère de la recherche agricole. Il s'agit, d'une part, de substituer des pratiques biologiques aux intrants chimiques et mécaniques, des énergies renouvelables aux énergies fossiles, des systèmes de cultures ou agroforestiers équilibrés aux monocultures, c'est-à-dire de promouvoir des alternatives aux pesticides, herbicides et engrais chimiques... Ces substitutions, bien connues, sont plus compliquées qu'il n'y paraît car elles supposent de modifier les critères de sélection génétique et les compétences des producteurs. Il s'agit aussi, d'autre part, de repenser les circuits économiques au profit de circuits de proximité et d'œuvrer à une modification des comportements des consommateurs pour les amener à s'orienter vers des produits à haute valeur environnementale, une valeur qui n'apparaît pas et qui ne peut être décelée par les consommateurs que grâce à des labels.

Les politiques évoluent lentement, mais nombreux sont les acteurs qui, à petite échelle, innovent et imaginent des mesures agro-environnementales ou des « systèmes alimentaires territorialisés » (SAT). L'observatoire de RESOLIS recense désormais une centaine d'initiatives dans ces deux domaines (l'alimentation durable et les SAT).

TROISIÈME DÉFI, DÉFENDRE L'EMPLOI ET PROMOUVOIR LA RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL AGRICOLE

65% du travail africain, 50% du travail asiatique et 3% du travail français sont agricoles... au niveau mondial, l'agriculture représente 40% du travail humain ! En Afrique, en Asie et en Europe de l'Ouest nous sommes dans des histoires agricoles qui restent des histoires d'agricultures familiales. Dans d'autres parties du monde, les agricultures familiales ont connu des ruptures historiques : colonisation foncière par les puissances coloniales et redistribution des terres à des colons (dans les Amériques, l'Afrique australe, les grandes îles océaniques, le Maghreb...), collectivisation et création de fermes d'Etat (en Russie, Europe de l'Est, Asie centrale, Chine...). Ces moments d'histoire font désormais partie du passé mais ils ont laissé des traces dans les structures agraires.

On constate également une désynchronisation dans les évolutions agro-démographiques : il a fallu 150 ans (de 1850 à 2000) à la France pour passer de 65 à 3% de producteurs agricoles dans la population active totale, période au cours de laquelle quelques facteurs ont

largement contribué à ce transfert de travail de l'agriculture vers les autres secteurs de l'économie et de la campagne vers la ville : une transition démographique dès la fin du XVIII^{ème} siècle, une révolution industrielle, la construction des grandes infrastructures de transport fluvial, ferroviaire et routiers, une bonne école de la République pour les enfants de paysans, des politiques sociales comme la mise en place d'un système de retraite agricole, une forte émigration européenne vers de nouvelles terres, sans oublier deux guerres mondiales qui ont tué beaucoup de paysans. A noter que cette mobilité géographique et sectorielle s'est opérée sans apparition durable de chômage structurel, celui-ci ne s'est manifesté qu'à partir de 1975. Les pays appelés ou aspirés aujourd'hui dans des processus d'évacuation massive des campagnes se trouvent dans des contextes internationaux qui ont perdu la plupart des facteurs facilitants dont a pu bénéficier la séquence européenne.

Il existe une théorie, celle du « *Lewis Path* », et, plus pesante encore, une croyance généralisée, qui veut que le développement, le progrès, la modernisation passe par un transfert de main d'œuvre de la campagne vers la ville, et de l'agriculture vers les secteurs secondaire et tertiaire. Ce chemin amènerait tous les pays vers des statistiques nord-américaines (1,7%) ou ouest-européenne (3%). Ce qui, dans un monde globalisé, signifie un départ en quelques décennies d'environ 2,6 milliards de personnes vivant de la production agricole, dont 1,7 milliards d'actifs (15 à 65 ans). Dans les continents qui restent à majorité paysanne, c'est-à-dire en Afrique et en Asie, les exclusions paysannes vont prendre un caractère hémorragique. De fait, nous observons aujourd'hui un départ de 65 millions de paysans chaque année, dont 40 millions d'actifs avec de graves conséquences sur l'urbanisation ou la périurbanisation et sur des résultats inacceptables en termes d'exclusion économique et sociale.

Face à cette théorie et à cette croyance, une question se pose : y a-t-il un bon pourcentage d'agriculteurs dans une population ? Est-ce 65% - comme aujourd'hui en Afrique -, 3% - comme en France ?... La réponse est clairement non, il n'y a pas de bon pourcentage, tout dépend de l'état du marché du travail, et, par les temps qui courent, du marché international du travail. Or, le verdict de Mr. Somavia est clair : lors de son départ de la tête de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) en 2012, il nous a dit qu'il manquait au monde 1,1 milliard d'emplois pour permettre à tous les actifs de travailler. Mais, peut-être sommes-nous au creux de la vague, peut-être allons-nous pouvoir ré-inclure ce milliard d'exclus. Pour le dire, il nous faut faire une analyse prospective du marché international du travail et essayer d'apprécier son état en 2050. S'il est impossible d'avoir une idée de ce que va devenir l'offre d'emplois au cours des 35 prochaines années, il est possible d'apprécier ce que pourrait être l'évolution du besoin d'emplois nouveaux d'ici 2050. Ce besoin repose principalement sur trois chiffres : celui des exclus d'aujourd'hui (850 millions), celui des nouveaux actifs liés à la croissance démographique (1,3 milliard) et celui des actifs victimes de la destruction de travail. Ce troisième chiffre est plus incertain, mais si l'on retient le seul secteur agricole et une évolution vers les 3% d'ici 2050, ce qui correspond à la domination totale du modèle de l'entreprise agro-industriel sur le modèle d'exploitation familiale, cela nous donne une arrivée de 1,7 milliard d'anciens paysans sur le marché international du travail. Il faudrait donc créer 3,85 milliards d'emplois nouveaux au cours des 35 prochaines années, ce qui impliquerait un rythme de création d'emplois sans commune mesure avec les chiffres passés, alors même que la productivité du travail s'accroît fortement. Le « *Lewis path* » aboutit à un scénario de l'absurde et rencontrera bien avant 2050 une réorientation majeure de son tracé ou des régulations « naturelles » brutales : on pense aux trois fléaux qui ont frappé l'Europe à la moitié du XIV^{ème} siècle.

La lecture de ces chiffres et des réalités qu'ils représentent conduit à une double question : pourquoi, alors que le marché du travail est si encombré, l'exode agricole s'accélère-t-il et comment l'arrêter ? Il y a de nombreuses situations et motivations, mais la cause première provient de l'état de pauvreté des paysanneries et de l'existence de mécanismes de paupérisation et d'exclusion dont l'origine se trouve au sein du monde agricole. Certes la ville reste attirante pour des jeunes ruraux, mais l'essentiel des départs n'est pas lié à une demande de travail provenant des secteurs urbains secondaire et tertiaire, mais aux compétitions entre les producteurs agricoles au sein des marchés fonciers et des marchés agricoles. Ces compétitions inégales et non régulées provoquent, d'une part, la concentration des terres et des parts de marchés et, d'autre part, une exclusion paysanne. Ce sont ces mécanismes qui nous amènent à rythme forcé vers une société mondiale à 3% de paysans et qui, faute d'accès à des emplois décents dans les autres secteurs de l'économie, amplifie la masse des exclus, alors que celle-ci est déjà alarmante et lourde de conséquences sociales et géopolitiques.

Cette question des exclusions paysannes s'invite au débat public en tant que grande question planétaire, non seulement comme une question humanitaire, une machine à paralyser le marché du travail, qui est l'outil de la mobilité sectorielle et géographique du travail, mais aussi comme un facteur et un moteur de destruction des sociétés humaines et des ressources naturelles de la planète. C'est sans doute ce que retiendra l'histoire de ce funeste *Lewis Path*. La seule manière de sortir de ce chemin avant qu'il ne soit trop tard est de s'attaquer sérieusement à la pauvreté paysanne, de permettre au travail agricole d'être rémunéré décemment et, pour ce faire, de réguler les mécanismes de paupérisation et d'exclusion qui agissent au cœur du secteur agricole, si ce n'est au cœur de l'économie.

B – L'INNOVATION, CLÉ DES TRANSFORMATIONS DU MODÈLE AGRICOLE : L'APPORT DE RESOLIS

L'agriculture est un monde de diversité, reflet de la diversité des milieux naturels et des orientations politiques prises par les sociétés humaines. Nous avons, il y a encore trente ans, trois grandes familles d'exploitations agricoles : les exploitations familiales, les entreprises et les fermes d'Etat. Les fermes d'Etat sont mortes de leur propre inefficacité politique, économique et sociale. Restent donc deux familles, l'une, celle des exploitations familiales, ultra-majoritaire, l'autre, l'entreprise agricole, très minoritaire mais largement célébrée par la plupart des prescripteurs internationaux.

La crise de 2008, et la montée des prix alimentaires qui en a résulté, a provoqué un mouvement d'investisseurs financiers vers les terres et les marchés agricoles. Ce mouvement d'« accaparement » a inquiété la plupart des organisations de producteurs agricoles et des ONG. Cette inquiétude a alimenté un plaidoyer qui a abouti fin 2011 à la décision de l'Assemblée Générale des Nations Unies de dédier l'année 2014 à l'agriculture familiale. 2014 a donc permis tout d'abord de lutter contre le discrédit dont souffrent les agricultures familiales, et au contraire de montrer leur potentiel de développement et leur capacité à évoluer vers de nouvelles formes. Elle a permis ensuite de réfléchir à des politiques publiques et à des régulations internationales permettant à ce potentiel des agricultures familiales de s'exprimer. Enfin, il a été affirmé que cette année est d'abord celle des agriculteurs et de leurs organisations collectives et professionnelles et que, pour faire de l'agriculture, mieux vaut être un agriculteur qu'un assemblage d'actionnaires, de managers et d'ouvriers.

Il nous semble en effet que le caractère familial du travail permet une flexibilité que ne permet pas le salariat. La parenté permet de s'adapter à l'état du marché du travail : il permet par exemple la pluriactivité au sein ou hors de l'exploitation familiale, il permet l'émigration au besoin temporaire sans perdre son droit à revenir dans l'exploitation si le travail extérieur vient à disparaître. Le caractère familial du patrimoine, notamment du patrimoine naturel, et sa transmission d'une génération à l'autre est un gage de soin porté à sa conservation ou, si possible, à son amélioration. Enfin, les observations montrent que les performances économiques des agricultures familiales sont en général meilleures, et que la richesse créée rémunère le travail familial et non des actionnaires lointains. A ceux qui auraient des doutes quant aux capacités productives des exploitations familiales, nous conseillons d'aller étudier les agricultures d'oasis, des deltas asiatiques ou de montagnes, qui détiennent des records de production ou, plus près de nous, de faire le tour des régions françaises.

Alors, une fois l'exploitation familiale, voire l'exploitation à responsabilité personnelle, reconnue, comment aborder les mutations nécessaires des agricultures ? Disons d'abord que le *Lewis Path* nous promet un avenir si catastrophique qu'il cesse d'être réaliste : en regardant sur les bas-côtés du chemin nous pouvons percevoir de bonnes nouvelles. Première bonne nouvelle, la route vers la haute valeur environnementale des produits agricoles va ou pourrait aller de pair avec leur haute valeur sociale. En effet, une intensification agro-écologique nécessite une plus grande intensité de travail. Deuxième bonne nouvelle, partout apparaissent à petite échelle des innovations locales dont certaines ont vocation à rester locales et dont d'autres peuvent avoir un potentiel à changer d'échelle ou à être répliquées. Il n'est pas nécessaire d'attendre des décennies pour le savoir ; une étude attentive, disons une capitalisation rigoureuse, peut permettre de faire le tri et d'apprécier le potentiel de celles qui ont une vocation plus large que leur existence locale.

RESOLIS est né d'une vision du changement, peut-être une théorie, qui repose sur le rôle central de l'innovation et, plus original, sur l'importance des pionniers qui imaginent et expérimentent à petite échelle des solutions à des problèmes locaux qui sont souvent les reflets de questions macro-géographiques. Fort de ces idées, nous nous efforçons de repérer, capitaliser, valider, publier des informations sur ces innovations locales à fort potentiel d'extension.

Face aux défis planétaires que nous avons analysés, nous pouvons faire œuvre utile, si nous choisissons bien les questions-clés du souhaitable changement des agricultures et si nous allons chercher les réponses apportées localement par des novateurs ou des pionniers à ces questions-clés. Nous avons identifié plusieurs de ces questions-clés, nous en avons choisi une pour entreprendre un processus de capitalisation: la transition vers des alimentations durables et responsables, c'est-à-dire la lutte à petite échelle contre les externalités sociales et environnementales négatives dans les chaînes agro-alimentaires. Nous avons travaillé en 2013/2014 avec un groupe d'étudiants de Sciences Po sur une petite centaine d'initiatives apparues dans les régions françaises. Cette centaine de « micro-capitalisation » était couplée avec une analyse des politiques alimentaires des conseils régionaux, analyse réalisée en lien avec l'Association des Régions de France (ARF). Fort de ces résultats, l'ARF a organisé, avec le Conseil régional de Bretagne, un colloque au terme duquel elle a produit la « Déclaration de Rennes » disant son engagement à promouvoir des « Systèmes alimentaires territorialisés », notion intermédiaire entre les innovations locales en matière d'alimentation durable et responsable et les politiques agroalimentaires régionales. Ce processus se poursuivra en 2015 par l'organisation d'Assises nationales et internationales en Champagne-Ardenne, région qui assure l'animation du « *Core group* Sécurité alimentaire » de l'Organisation internationale des Régions unies. Un nouveau groupe d'étudiants de Sciences Po, engagé dans un nouveau « Projet collectif » pour l'année universitaire 2014/2015, va appuyer et « documenter » ce processus en lien avec la Chaire UNESCO en Alimentation du Monde de Montpellier. Signalons également l'organisation de deux concours fin 2014, l'un avec la Fondation de France, l'autre à l'occasion du Salon Marjolaine de novembre 2014. Cinq prix ont été remis à cinq novateurs sélectionnés parmi la centaine de candidatures reçues. L'observatoire RESOLIS a recueilli toutes ces initiatives, qui analysées, comparées, classées seront l'objet de publications par RESOLIS et la Chaire UNESCO. Ce processus est très prometteur, à la fois au niveau micro-géographique et au niveau macro-géographique, celui de grandes mutations des agricultures du monde.

SOLIDARITÉ PAYSANS : ACCOMPAGNER UN MONDE PAYSAN EN SOUFFRANCE



● **AUTEURS** : Michel Deloire et Michel Savatier
Président d'honneur et Président de Solidarité Paysans Loire

● **RÉDACTRICE** : Alice Balguerie

« Nous sommes inquiets tant les paroles d'experts dénonçant une agriculture productiviste peinent à être entendues. Chez nous, nous sentons bien que le gigantisme prend le pas sur l'agriculture familiale. Je pense au projet de la ferme des mille vaches, présenté par certains comme l'avenir. Combien de paysans ce projet va-t-il supprimer ? Si nous comparons à notre agriculture locale : dans les monts du lyonnais, 1000 vaches représentent 30 exploitations, soit 30 emplois ; la ferme des mille vaches compte employer 15 salariés... En Franche-Comté, les filières fromagères ont su créer des richesses, en termes d'emplois notamment. Ainsi, rien qu'au niveau de la transformation fromagère, ce sont près de 750 personnes qui travaillent quotidiennement dans les fromageries pour mettre en valeur le lait AOP (Appellation d'Origine Protégée). Soit dix fois plus de personnes au litre de lait que les filières classiques dont le modèle économique pousse à la rentabilité et à la productivité et où parfois l'emploi devient une variable d'ajustement. Des notes d'espoir cependant : de plus en plus de gens sont sensibilisés à une nourriture de qualité. Des associations de consommateurs, des syndicats, des associations tiers-mondistes et des paysans dans le monde entier pratiquent l'agro-écologie ! »

● **MOTS-CLEFS** : AGRICULTEURS EXPLOITANTS, ACCOMPAGNEMENT, PROXIMITÉ, PARTENAIRES LOCAUX, EMPLOI, CONFIANCE

AGRICULTEUR, BEAU MAIS DIFFICILE MÉTIER

Le métier de paysan est un beau métier qui a pour but de nourrir les populations et faire vivre les territoires. L'agriculture se porte bien en France, mais on ne peut pas en dire autant des agriculteurs. Le nombre d'agriculteurs et d'exploitants agricoles baisse régulièrement en France : en 2010, seulement 970 000 personnes sont engagées dans ce secteur (sans compter les saisonniers). En 10 ans, la France a perdu un quart de ses exploitations qui tendent à devenir de plus en plus grandes et productivistes¹.

Les conditions de vie des agriculteurs restants se dégradent, en particulier dans nos régions d'élevage. Dans un contexte d'industrialisation de l'agriculture, auquel nous tentons de résister, les difficultés des paysans vont croissant : isolement, investissements importants, endettement lourd et souvent très faible rentabilité. Tous n'ont pas les mêmes ressources pour faire face à leurs problèmes, et certains ne peuvent plus supporter cette situation.

La souffrance des agriculteurs est réelle, et même s'ils ne l'expriment pas toujours, les statistiques sont parlantes : un agriculteur se suicide tous les deux jours en France.

L'étude menée par l'Institut de Veille Sanitaire en 2013² a montré que « les agriculteurs exploitants présentent un risque de décéder par suicide trois fois plus élevé chez les hommes et deux fois plus élevé chez les femmes, que celui des cadres ». L'excès de mortalité par suicide chez les agriculteurs exploitants masculins est de l'ordre de 20% par rapport à la population française dans son ensemble. Ce taux augmente ces dernières années, en partie à cause des fortes contraintes financières suite à la crise économique selon l'Institut.

UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISÉ ET DE PROXIMITÉ

C'est en réaction à cette dégradation des conditions de vie qu'est née l'association Solidarité Paysans, à l'initiative de paysans qui voyaient la souffrance de leurs confrères augmenter. Solidarité Paysans est une association nationale qui fédère 35 associations locales couvrant 64 départements. Solidarité Paysans 42 a été créée en 1989, et est désormais bien implantée dans le département de la Loire.

Notre association, Solidarité Paysans Loire, est gérée par une quinzaine d'administrateurs (paysans, non paysans, retraités) et notre équipe est composée de 35 bénévoles. Nous proposons aux agriculteurs et à leur entourage de les aider à surmonter leurs difficultés à travers un accompagnement global individualisé.

1. http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Il-reste-moins-d-un-million-d-agriculteurs-en-France_EP_-2011-09-13-710758

2. Bossard C, Santin G, Guseva Canu I. Surveillance de la mortalité par suicide des agriculteurs exploitants. Premiers résultats. Saint-Maurice : Institut de veille sanitaire ; 2013. 26 p

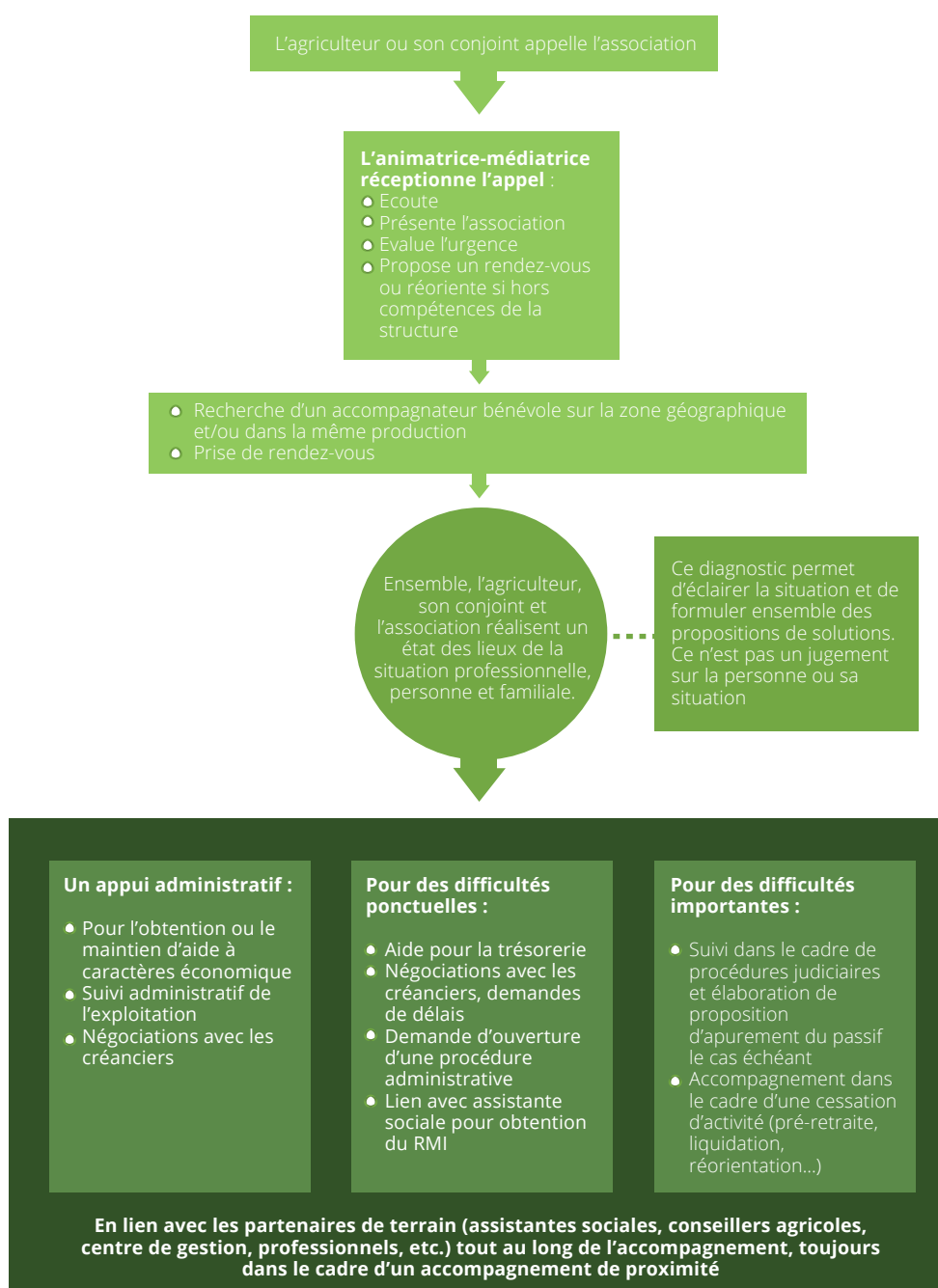
Nous essayons de faire connaître le plus possible l'association afin que les exploitants ou leurs proches puissent nous joindre en cas de besoin. L'agriculteur, ses proches, ses voisins, peuvent nous appeler pour nous solliciter directement ou nous avertir d'une situation qu'ils estiment préoccupante. Une fois avertis, un bénévole et un animateur de Solidarité Paysans se rendent chez l'agriculteur et font un état des lieux de sa situation professionnelle, personnelle et familiale, avec son ou sa conjoint(e).

Accompagner, c'est se joindre à l'agriculteur pour chercher avec lui des solutions à ses difficultés et pour le conforter dans son activité, voire l'aider à rétablir son autonomie. Grâce au binôme animatrice/bénévole, nous apportons un appui de plusieurs ordres :

- Appui administratif : pour le maintien des aides à caractère économique, les négociations avec les créanciers, le suivi administratif et technique de l'exploitation
- Face à des difficultés ponctuelles : aide à l'élaboration d'un budget prévisionnel, aide pour obtenir le RSA (Revenu de Solidarité Active)
- Face à des difficultés plus importantes : accompagnement dans le cadre de procédures judiciaires et cessation d'activité.

L'accompagnement est assuré par une équipe de bénévoles (travaillant dans le secteur de l'agriculture) formés à la médiation, à la relation d'aide et aux diverses procédures accessibles aux agriculteurs en difficulté. Cette équipe est animée par une salariée, médiatrice de l'association qui assure les visites à domicile, coordonne les interventions des accompagnateurs et apporte un suivi technique sur les dossiers.

Il est important de rappeler que quand une personne est en difficulté, elle est en rupture avec son environnement proche, et plus encore avec son environnement professionnel. Face à ces situations, les accompagnateurs ont une approche socio-professionnelle individualisée, et la relation se crée en dehors de toute approche institutionnelle. Elle se construit d'autant plus facilement que bénévole et bénéficiaire parlent le même langage, partagent parfois les mêmes contraintes, et connaissent à peu près les mêmes situations et évolutions professionnelles.



RELEVER LA TÊTE

Sur les deux dernières années, nous avons accompagné plus de 40 exploitations par an. Nous ne disposons pas de résultats chiffrés, mais nous avons pu constater que l'accompagnement permet de :

- Rompre l'isolement et retrouver une autonomie sur l'exploitation
- Préserver l'emploi lorsque cela est possible, ou sortir dignement du métier en accompagnant les personnes vers une sortie positive et une reconversion professionnelle
- Consolider l'emploi ou les emplois sur la ferme de manière durable en anticipant sur l'avenir et en rationalisant les coûts de production ou les débouchés
- Aider à la gestion des contraintes administratives sur l'exploitation
- Négocier avec les créanciers pour que la pérennité de l'exploitation ne soit pas compromise

L'originalité de l'accompagnement proposé par Solidarité Paysans réside dans sa durée, le choix de faire intervenir un binôme bénévole/salarié, et dans l'inscription dans un réseau de partenaires locaux.

Selon les situations, l'accompagnement dure plusieurs semaines, mois ou années. Il faut du temps pour réaliser l'état des lieux, construire une relation de confiance et faire émerger ensemble des solutions.

Le binôme bénévole/salarié permet une approche globale : le salarié apporte une compétence plus technique, et le bénévole, lui-même agriculteur, apporte sa propre expérience professionnelle et personnelle, sa connaissance du secteur et son expertise professionnelle. La spécificité de l'accompagnement bénévole réside aussi dans la grande disponibilité des personnes intervenantes.

A Solidarité Paysans, nous travaillons le plus possible en concertation et en partenariat avec les acteurs locaux, afin de proposer aux agriculteurs le meilleur accompagnement possible. Nous avons pour cela établi des partenariats avec le Conseil Général de la Loire, la Mutualité Sociale Agricole et son service social, la Direction Départementale des Territoires, le CILDEA (Centre d'Initiatives Locales pour le Développement de l'Emploi et des Activités), etc. Grâce à notre réseau de partenaires, aux assistantes sociales, aux centres de formation, et au réseau national Solidarité Paysans, nous pouvons orienter les personnes vers les interlocuteurs pertinents.

Les conditions de vie et de travail des paysans se dégradent en France comme dans la plupart des pays, et ils sont parfois fortement isolés pour faire face aux difficultés. L'accompagnement proposé par Solidarité paysans leur permet de recréer du lien, de trouver des solutions et de relever la tête. Il apparaît donc essentiel pour le maintien d'activité en milieu rural, ce qui a des effets positifs pour le territoire plus généralement. Les exploitations agricoles font vivre tout un ensemble de catégories socio-professionnelles. La préservation des fermes permet ainsi de maintenir un tissu économique vivant dans des territoires parfois en déshérence.

Chapitre 7 :
RESTITUTION

DES RENCONTRES RÉSOLUMENT RICHES EN ENSEIGNEMENTS



● **AUTEUR** : Eric Dacheux, Professeur des universités à Blaise Pascal (Clermont-Ferrand) où il dirige le Département Communication et anime l'équipe « communication, innovation sociale et ESS » du groupe de recherche «Communication et solidarité»

« Ces deux jours de réflexion et de plaisir dans le cadre merveilleux qu'est le château de Saint-Marcel-de-Félines m'ont apporté deux choses : une piqûre de rappel sur des vérités premières que l'on oublie parfois, et des connaissances nouvelles qui vont désormais nourrir mes travaux ultérieurs. »

● **MOTS-CLEFS** : SYNTHÈSE, SCIENCES, COMMUNICATION, NOUVELLES TECHNOLOGIES, DÉMOCRATIE, RESOLIS

Il me revient maintenant le plaisir de vous restituer ce que j'ai pu capter pendant ces Rencontres RESOLIS de la Solidarité à Saint-Marcel. Je le ferai en tant que chercheur pluridisciplinaire qui, dans le sillage des travaux d'Edgar Morin sur la complexité, s'efforce de relier ensemble (définition étymologique de complexité), les sens et le sens, l'homme et le chercheur, l'économie et la solidarité. Or, un des principes clefs de l'économie solidaire est le terme de réciprocité. C'est pourquoi je vais tout d'abord m'efforcer de vous indiquer comment ces deux jours m'ont enrichi, puis vous faire part de réflexions qui, je l'espère, vous enrichiront à votre tour, avant dans un troisième temps, de vous livrer certaines de mes convictions.

I. CE QUE LES RENCONTRES RESOLIS DE LA SOLIDARITÉ M'ONT APPRIS

Ces deux jours de réflexion et de plaisir dans le cadre merveilleux qu'est le château de St Marcel de Féline, m'ont apporté deux choses : une piqûre de rappel sur des vérités premières que l'on oublie parfois, pris dans la frénésie du monde (A), et des connaissances nouvelles qui vont désormais nourrir mes travaux ultérieurs (B).

A) RAPPEL DE QUELQUES VÉRITÉS

* Les sensations

Quand je me suis mis à penser à cette restitution, ce sont d'abord des sensations diffuses qui ont afflué vers la page blanche :

- Plaisir d'une soirée théâtrale de qualité dans un amphithéâtre de verdure ayant pour écrin une nuit étoilée ;
- Beauté séculaire de ce château ouvert sur la plaine du Forez ;
- Chaleur de la convivialité, alors que le froid doucement saisissait les corps engourdis.

Ces sensations éparées m'ont conduit à me remémorer trois choses importantes. En premier lieu, que le sens émerge des sens, et qu'il convient donc de nourrir nos sens pour ne pas voir le sens mourir. Deuxièmement, la séparation actuelle entre arts et sciences n'est sans doute pas une bonne chose. Il serait souhaitable de revenir à une culture unique ; après tout, Blaise Pascal, qui a donné son nom à l'université clermontoise où j'enseigne, n'est-il pas homme de lettres et scientifique ? Enfin, n'oublions pas que la vie est belle, et que c'est aussi pour cela, pour la beauté du monde, que nous nous engageons.

* La lenteur

La douce lenteur du film *Un petit Monastère en Toscane*, d'Otar Iosseliani, restituant la vie simple de ce village italien et le rythme apaisant de ces Rencontres m'ont rappelé combien il était nécessaire de savoir prendre le temps ; le temps d'apprécier la vie, et surtout, le temps de réfléchir ensemble. Nous sommes, tous, trop souvent, à courir après le temps. Pourtant, nous savons tous que cette course est vaine : on ne peut pas rattraper le temps, mais on peut, en revanche, apprendre à le prendre.

* La solidarité

La pièce de Brecht, personnellement, m'a rappelé la pertinence du slogan d'ATD Quart Monde : « ce qui se fait sans les pauvres se fait contre eux ». Ce slogan est tout à fait pertinent pour l'ensemble de la population : ce qui ne se fait pas avec les citoyens se fait contre eux. Il ne faut donc pas faire pour les autres (ce qui conduit le héros à la ruine), contre les autres (ce qui mène à l'exploitation) ou sans les autres (ce qui est le signe de l'égoïsme), mais avec les autres (la voie de la solidarité).

Ces deux jours ne m'ont pas simplement permis de me souvenir de vérités enfouies ; ils m'ont, surtout, apporté des connaissances nouvelles.

B) DES CONNAISSANCES NOUVELLES

* *Le concept d'altruisme*

J'ai découvert le concept d'« altruisme » proposé par Philippe Kourilsky. Selon ma compréhension, il s'agit de l'analyse rationnelle de notre rapport à l'autre. Je ne suis pas sûr de bien saisir encore toute la portée de ce concept, mais il est d'ores et déjà évident pour moi qu'il est bien plus puissant et pertinent que le concept de rationalité limitée qui fonde la science économique orthodoxe actuelle.

* *La critique du schéma classique du développement durable*

Je n'ai jamais aimé ni utilisé ce schéma en fleur, mais je ne savais pas pourquoi. Grâce aux différentes interventions, j'ai enfin pu mettre une explication rationnelle à ce refus intuitif : l'économie n'est pas à côté du social et de l'environnement, l'économie est incluse dans le social lui-même inclus dans l'environnement ¹.

* *Des chiffres que j'ignorais*

Au travers des différentes présentations, certaines statistiques m'ont marqué, et m'ont interpellé sur les réactions de notre société. En France, 6 millions de personnes sont en situation de handicap : quel handicap nous empêche de nous attaquer frontalement à ce problème ? 400 paysans se suicident chaque année : plus d'un par jour ! Pourquoi n'en parle-t-on pas plus dans les médias ? Un demandeur d'asile sur deux se retrouve, dans notre bien aimé pays, à la rue : la France patrie des droits de l'homme est-elle devenue le pays de la double peine ?

II. DES QUESTIONS SUR LES ACTIONS ET LES MISSIONS DE RESOLIS

* *Questions épistémologiques*

Un des objectifs de RESOLIS est de mettre la méthode scientifique au service de l'action de terrain, ce qui fait surgir en moi, chercheur animant un séminaire à interdisciplinarité large (mathématiques, physique, biologie, histoire de l'art, sciences de gestion, linguistique, communication), plusieurs questions :

- Existe-t-il une science ou des sciences ? Les sciences formelles comme les mathématiques obéissent-elles aux mêmes méthodes de vérification que les sciences ayant trait au réel ?
- Parmi ces sciences se rapportant au réel, les sciences de la nature, les sciences sociales et les sciences de l'homme possèdent-elles le même régime de vérité ?

RESOLIS vise à mettre à disposition de tous les acteurs de la solidarité des données vérifiées ; objectif louable et nécessaire, qui pose aussi plusieurs interrogations.

D'un côté, RESOLIS recense des informations sur les projets œuvrant pour le progrès social, et donc accumule des données pour favoriser le partage et la mutualisation. De l'autre, RESOLIS cherche à dénicher des innovations sociales, avec un potentiel de généralisation. Comment préserver une tension entre innovation et accumulation, sans que l'accumulation ne pèse sur l'innovation ?

RESOLIS invite et accompagne les acteurs de terrain à écrire des fiches synthétiques sur leurs projets. Avant de les publier sur leur plateforme internet (libre d'accès), ces fiches sont relues et validées par les pairs, tout comme le sont les articles scientifiques. Comment s'assurer que la validation par les pairs ne mène pas au conformisme social ? En effet, si la vérification par les pairs est bien le moteur de l'activité scientifique, cette vérification sociale, comme tous les jugements sociaux, est soumise au risque du prêt-à-penser. Souvenons-nous des condamnations auxquelles dut faire face Galilée par exemple.

* *Partager des savoirs, oui mais avec qui ?*

RESOLIS –c'est formidable- permet le croisement des savoirs entre chercheurs, responsables associatifs, dirigeants d'entreprise, venant de disciplines et de nationalités différentes. Ceci est d'une très grande richesse. Mais, au fond, les problèmes de nos sociétés viennent-ils du manque de partage de connaissances entre le monde de la recherche et les organisations de la société civile ? Ne sont-ils pas plutôt dus au manque de communication entre la société civile et les élites qui nous gouvernent ?

Lors des Rencontres RESOLIS, j'ai découvert des initiatives extraordinaires qui sortent des sentiers battus et qui, dans une période de crise comme la nôtre, offrent le mérite de proposer des solutions nouvelles. Pourtant, je ne sais pas si ces initiatives ont réellement une chance de contribuer au renouvellement des politiques publiques. Les élus qui nous gouvernent ne s'en inspirent pas assez pour faire évoluer leurs discours et leurs actions. Pourquoi les politiques ne prennent-ils pas suffisamment en compte les revendications de la société civile ? Pourquoi ne les incluent-ils pas davantage dans la construction des politiques publiques ? Comment instaurer un dialogue de meilleure qualité entre ces sphères ? Je n'en sais rien, je l'avoue humblement, mais il me semble que c'est sûrement un axe de travail que devrait développer une structure de la qualité de RESOLIS.

1. Voir schéma article L. Ledoux – Chapitre 3 de ce numéro spécial

* *Les nouvelles techniques de la communication sont-elles sans inconvénients ?*

De nombreuses initiatives présentées lors de ces Rencontres utilisent Internet et les nouvelles technologies de la communication. Ce sont des outils puissants et extraordinaires, mais je pense qu'il est nécessaire de s'interroger sur leur utilisation, pour plusieurs raisons.

Premièrement, trop d'informations tuent l'information. Le monde est saturé par les informations ; quel est alors l'intérêt d'en créer des nouvelles ? Comment aider les gens à trier l'information en fonction de sa pertinence et de sa fiabilité, alors même que les moteurs de recherche n'obéissent pas à une logique de connaissance, mais à une logique commerciale et liée à la réputation ?

Deuxièmement, il ne faut pas oublier l'importance du territoire et du temps. Fernand Braudel (historien français) explique que le capitalisme est un rapport singulier au temps et à l'espace. Au temps car « le temps, c'est de l'argent », et il faut par conséquent aller de plus en plus vite (passer de la 2G à la 4G par exemple). A l'espace, parce que le capitalisme réclame une globalisation, l'abolition des frontières et des régulations régionales qui entravent la course au profit. Les technologies de la communication, avec Internet en tête, participent à cette course au temps et à la globalisation et l'accélèrent. RESOLIS utilise ces technologies et pourtant cherche un développement durable et promeut l'importance de l'échelle territoriale ; n'y a-t-il pas ici une contradiction qu'il conviendrait de mieux penser pour espérer la dépasser ?

Enfin, il faut rappeler qu'Internet n'est pas un outil de communication. La communication consiste à prendre du temps (pour découvrir l'autre en nous-même et le même en l'autre) et à partager l'espace (la communication est ce qui nous relie tout en nous maintenant à distance). Au contraire, Internet est un outil qui accélère les échanges et abolit l'espace. C'est un espace d'expression, mais l'expression sans l'écoute en retour n'est qu'incommunication.

III. MES CONVICTIONS

* *La communication doit cesser d'être un point aveugle*

Nous faisons tous de la communication, sans réellement savoir en quoi elle consiste. Communiquer, ce n'est pas seulement transmettre une information, séduire ou persuader ; c'est aussi nouer une relation égale et libre entre plusieurs personnes. Une communication totalement réussie n'existe pratiquement jamais car l'autre est libre et différent. En réalité, nous continuons à communiquer parce que nous ne nous comprenons pas complètement. Pour construire un sens commun, partager des connaissances, il est alors nécessaire de changer de perspective : non pas supposer un accord préexistant, mais partir de nos désaccords pour, peu à peu, identifier les points d'accord sur lesquels il est possible d'agir de concert, et nos points de divergences sur lesquels nous devons continuer à débattre.

Pour saisir ce qu'est la communication, il est important de distinguer les trois notions suivantes : données, informations, connaissances. Selon moi, une donnée est un élément brut relevé par l'homme ou la machine (une température par exemple) ; une information est une donnée mise en sens par un être humain pour être diffusée auprès d'un public (la météo du jour par exemple) ; enfin, la connaissance est une information validée, reconnue et retenue (le changement climatique par exemple). Ces trois notions relèvent en fait de trois niveaux différents : la circulation des données relève de questions techniques et juridiques (les questions autour de l'open data notamment) ; la transmission de l'information relève elle de la communication ; et l'acquisition des connaissances incombe à l'éducation (formation initiale, éducation permanente, populaire, etc.).

* *La démocratie, une question centrale*

Je voudrais, pour finir, mettre l'accent sur l'importance de la démocratie, terme que j'ai peu entendu lors des Rencontres. Nous avons parlé de « management », de « gouvernance », de « co-construction », mais ce mot « démocratie » a peu été prononcé. Nous avons tendance (à tort, mais de manière compréhensible) à assimiler la démocratie à notre système représentatif professionnalisé. Or, la démocratie est d'abord et avant tout définie par « l'auto nomos », la capacité à faire et défaire ses normes. Ce ne sont pas les Dieux ou l'histoire qui font la loi, mais les hommes eux-mêmes.

La démocratie est un pari : elle donne à chacun la même compétence pour définir le destin de tous. La démocratie est aussi un conflit permanent : comme nous l'explique Claude Lefort (philosophe français), elle repose sur la légitimité de déclarer qu'une loi légitime est en réalité illégitime. Nous pouvons, en France, contester la légitimité de la loi sur le mariage pour tous ; en Russie, il n'est pas possible de contester la légitimité de la loi contre l'homosexualité.

La démocratie, enfin, émerge dans une société de connaissances. La meilleure manière de construire une intelligence est de le faire collectivement, et Wikipédia en est une très bonne illustration. Ce n'est pas la plus rapide ni la moins chère, mais c'est certainement la plus durable.

Je terminerai en vous livrant cette conviction profondément ancrée en moi : *La démocratie est notre avenir, ou nous n'avons pas d'avenir.*

The background of the entire page is a vibrant green color. Overlaid on this background is a complex, abstract pattern of white and dark green geometric shapes. These shapes include various rectangles, squares, and curved lines that interlock and overlap, creating a sense of depth and movement. The pattern is reminiscent of a stylized, modern architectural design or a digital circuit board.

Chapitre 8 :
**LES RENCONTRES
OFF**

RIDEAU(X), L'EXPOSITION DE ANNE LAURE SACRISTE : MAGIE DES ŒUVRES ET DU LIEU



● SUR UNE PROPOSITION d'Isabelle Bernini

Les Rencontres RESOLIS de la Solidarité ont débuté de la plus belle des manières, par la visite de l'exposition de Anne Laure Sacriste, peintre, graveur et dessinatrice en résidence au Château de Saint Marcel durant l'été 2014. L'alchimie engendrée par la majesté du lieu et la féérie des œuvres a embarqué les participants dans un magnifique voyage. Anne Laure Sacriste a joué le rôle de guide, et nous l'en remercions.

A l'initiative des propriétaires, Daniel et Mary-Ange Hurstel et de l'Association Théâtre à Saint Marcel, le Château devient chaque été durant plusieurs semaines un espace de réflexion pour un artiste en résidence : une invitation à développer et confronter sa propre démarche avec le cadre sensible et symbolique du Château, comme une nouvelle partition entre histoire patrimoniale et création contemporaine.

Classée Monument Historique, cette maison forte datant de la fin du XI^{ème} siècle qui a connu son âge d'or à la Renaissance, abrite aujourd'hui près de cinq siècles de décors et d'ameublements, qui en font un édifice patrimonial exceptionnel.



Photo : Blaise Adilon

PAYSAGES ET ONIRISME

Ravivant un héritage de l'histoire de la peinture, et notamment la peinture de paysage, ses œuvres, énigmatiques, convoquent l'idée même de la perception et de la révélation des formes par le prisme de leur mémoire. De ses visions oniriques d'un noir profond aux motifs végétaux et forêts inextricables de coulures iridescentes, l'image se dévoile au regard et la peinture est appréhendée dans son essence, dans sa source, pour atteindre une sensation d'absence. La scène apparaît et s'efface au gré des coulures, la montagne devient caverne, la grotte devient île ou marais, la branche devient cascade... Fusion des contraires, l'image, disparaissant dans son propre rayonnement, laisse place à l'aveuglement, et à l'éblouissement. Si Anne Laure Sacriste joue de l'opacité de son support, le sujet se dilue dans la densité de la matière picturale, qui devient surface de projection mentale. De la même façon, ses plaques de cuivre gravées puis pliées prennent à rebours la révélation de l'image dessinée pour la faire exister puis s'évaporer par un jeu de reflets. L'acte de vision est ici soumis à la puissance de la persistance rétinienne créant un certain vertige, un trouble.



Photo : Blaise Adilon

Présentées dans « l'atelier d'art » ou s'immisçant dans les différentes pièces à vivre du lieu, les œuvres – peintures, dessins, sculptures, existantes ou créées durant la résidence à partir d'éléments propres au Château – entrent en résonance avec le site de Saint-Marcel, ses songes, son histoire. Dans un va et vient entre peinture, nature et culture, se lit, en filigrane, la suite d'une réflexion entamée sur le visible et le dissimulé, sur le souvenir du temps passé, suspendu, et sa force de projection dans le présent.

Les œuvres d'Anne Laure Sacriste (née en 1970, vit et travaille à Paris) ont été exposées à Paris (Air de Paris, Galeries des Galeries Lafayette, Fondation d'entreprise Ricard, Art : Concept...), en France (Musée d'art moderne Saint Etienne, Villa Beatrix Enea, Anglet, Château d'Avignon, Arles...) et dans le reste du monde (Fri-Art, Fribourg, Galerie Hadrien de Montferrand, Pékin, Chung King Project / François Ghebaly, Los Angeles...).



*Anne Laure Sacriste, Broussaille et tronc, série « Paradis artificiels »,
acrylique sur panneau iridescent, 132 x 160 cm*

STAGE DE JEU THEATRAL « LA BONNE AME DU SE TCHOUAN » DE BERTOLT BRECHT, MIS EN SCENE PAR JEAN-CLAUDE BERRUTI



● **AUTEUR** : Jean-Claude Berutti
Metteur en scène



STAGE DE JEU THEATRAL 2014

pour comédiens amateurs, animé par Jean-Claude Berutti à partir de la pièce « *La Bonne âme du Sé Tchouan* » de Bertolt BRECHT (éd. L'Arche), au Château de Saint-Marcel de Félines.

Spectacle donné à l'occasion **DES RENCONTRES RESOLIS DE LA SOLIDARITE A SAINT-MARCEL** et organisé conjointement par celles-ci, l'association des amis de Saint-Marcel et la Compagnie Jean-Claude Berutti



La Compagnie Jean-Claude Berutti est conventionnée avec le Ministère de la culture et de la communication

PRÉSENTATION

Le Domaine de Saint-Marcel de Félines est propice aux expériences et Daniel Hurstel, le maître des lieux, l'a déjà amplement démontré au travers de trois spectacles théâtraux ambitieux et réussis, qu'il a mis-en-scène lui-même... Ce qui est en jeu dans l'atelier théâtral qu'il est proposé de conduire est d'une autre sorte, puisqu'il ne débouchera pas sur un spectacle à proprement parler mais qu'il permettra de mettre en perspective le travail déjà accompli à Saint Marcel avec des équipes amateurs encadrées par des professionnels.

La pratique du théâtre en amateur est à chaque nouvelle aventure un voyage dans la rencontre avec l'autre, avec les autres. On y rencontre des gens d'âge, de milieu, de formation et de culture différents, et ce mélange nous rappelle (au cas où la solitude du monde d'aujourd'hui nous le ferait oublier) la joie du partage. Mais pour que cette expérience en tant que telle soit totalement efficiente, il est important qu'elle se fasse sous le regard d'un (ou deux) professionnels. Plutôt que de se concentrer sur la réalisation d'un « vrai » spectacle, notre horizon se portera cette année sur la rencontre même, ses étapes, ses impasses, le dépassement des difficultés. Et comme cet atelier doit trouver son aboutissement au cours d'un colloque qui traitera de la question de la solidarité, nous nous sommes dit avec son commanditaire qu'il serait bon de rêver, de s'exercer, de concentrer ses forces sur « La bonne âme de Sé-Tchouan » de Bertolt Brecht qui traite justement de l'impossibilité d'être bon dans le monde comme il va...

Ce que chacun amène dans un atelier réunissant professionnels (minoritaires) et amateurs (majoritaires) est l'expertise d'une technique d'un côté et celle du quotidien de l'autre. Le mélange des outils de chacun ne manque jamais de donner à l'atelier un caractère polymorphe et... philosophique. Regarder, observer, interpréter, dessiner les gestes intérieurs et extérieurs de chacun, comparer les régimes d'activité de chacun de manière bienveillante tout en les confrontant à la mise en jeu d'un texte donne du grain à moudre sur les questions brûlantes de la société, sans perdre de temps dans des discours... L'avantage du texte que nous avons choisi tient en ceci que le personnage principal (que chacun devra interpréter, ne serait-ce que quelques minutes) doit se masquer, se transformer pour réaliser son vœu : le jeu même est au cœur de sa démarche, et comme en ceci, il est accompagné d'un grand nombre de « petits personnages », chacun pourra y trouver à tour de rôle du travail d'interprétation ... Car une des formes théâtrales qui permet le mieux de mettre à l'épreuve l'idée même de solidarité est la pratique régulière du chœur (qu'il soit parlé ou chanté). Elle sera la base de cet atelier.

La pièce de Bertolt Brecht

Elle se présente comme un conte chinois et se déroule généreusement tel un fleuve gorgé d'eau pour nous présenter quasiment toute une ville pauvre du Sé Tchouan, dont le personnage principal est finalement une boutique de tabac :

« Shen Té : Ma jolie boutique ! Tous mes espoirs ! A peine ouverte, ce n'est déjà plus une boutique !

Le frêle canot de sauvetage

Aussitôt est tiré vers le fond :

Trop de naufragés avidement se sont agrippés. »

Mais Brecht utilise dans ce conte moral chinois aussi beaucoup d'éléments de la philosophie taoïste et à aucun moment on ne peut le taxer d'écrire une pièce seulement exotique. Il étudie en particulier sur le mode taoïste les divers régimes de l'activité humaine de ses personnages, chacun par rapport à la place qu'il occupe dans la société des hommes :

« Shen Té : Monsieur Lin To, ne soyez pas si dur. Je ne peux pas honorer toutes mes dettes tout de suite.

Un peu d'indulgence, et les forces redoublent.

Vois, le vieux cheval s'est arrêté pour une touffe d'herbe :

Ferme les yeux sur ce méfait, il n'en tirera que mieux la charrette.

C'est parce que c'est le mois de juin mais, patience,

Août viendra et les pêches feront ployer ton arbre.

Comment, sans patience, pourrait-on vivre les uns avec les autres ?

Avec un petit délai

Les buts les plus lointains sont atteints. »

Je cite ici principalement la protagoniste de la pièce, la jeune Shen Té, mais l'ensemble de cette parabole théâtrale est une merveille de choralité détaillée, comme si l'on regardait un dessin à l'encre de chine où chacun des personnages est parfaitement dessiné jusqu'au moindre détail de son sourire, du chapeau qu'il porte, de la fatigue de ses épaules.

Tout ce « classicisme détaillé » d'où est absent la moindre référence au marasme européen du milieu du vingtième siècle est étonnant lorsqu'on pense que la pièce est écrite en 1939 par un poète contraint à l'exil... C'est que Brecht désire se tenir clairvoyant au dessus de la mêlée et revenir aux questions éthiques fondamentales de la solidarité humaine.

A travers les mésaventures d'un personnage qui n'arrive pas en même temps à faire le bien et à faire prospérer son commerce, Brecht décrit bien la réalité de l'égoïsme de la grande ville.

Voici, pour finir cette présentation, un petit dialogue entre la protagoniste et un jeune aviateur au chômage qu'elle sauve du suicide :

« Sun : Parle-moi de toi.

Shen té : De quoi ? J'ai une petite boutique.

Sun : Ah ! Tu ne fais pas le trottoir, tu as une boutique !

Shen Té : J'ai une boutique, mais avant j'arpentais la rue.

Sun : Et la boutique, c'est évidemment un cadeau des Dieux ?

Shen té : Oui.

Sun : Un beau soir, ils étaient là et ils ont dit : « Tiens, voilà de l'argent. »

Shen té : C'était un matin.

Sun : Tu n'es pas très causante.

Shen Té : je vais jouer de la cithare. Et je vais imiter les gens. (Elle imite la voix grave d'un bourgeois) « Ah, non, vraiment, c'est incroyable, j'ai du oublier mon porte monnaie ! ». Et puis j'ai reçu la boutique. Et la première chose que j'ai faite, c'est de donner ma cithare. »

Comment Shen Té va-t-elle arriver à résoudre son problème, être bonne et faire de bonnes affaires ?

PRÉSENTATION



Le metteur en scène français Jean-Claude Berutti a monté Brecht, Ionesco, Molière, Tchekhov, Tabori, Dvorak, Martin du Gard, Mann, Verdi, Sbrjanovic, Goldoni, Sciarrino, Berio, Pinter, Bruni-Tedeschi, Gorki, Akakpo, Shakespeare, Wagner, Schnitzler et quelques autres à Bruxelles, Paris, Francfort, Moscou, Gand, Nicosie, Leipzig, Lyon, Bad Hersfeld, Tel Aviv, Tunis et Lomé...

En 2007, il a reçu le Lionceau d'or de Venise pour sa trilogie goldonienne « *Zelinda et Lindoro* ». En 2008, il a dirigé la Troupe de la Comédie Française dans « *Les Temps difficiles* » de Edouard Bourdet.

Entre 1997 et 2011, il a dirigé deux des théâtres français les plus emblématiques : le Théâtre du Peuple de Bussang et La Comédie de Saint-Etienne. Parallèlement, il a présidé la Convention Théâtrale Européenne (2004/2010) et développé ce réseau pour en faire le premier réseau européen de théâtre public.

De 2011 à 2013, il est metteur en scène indépendant associé à la scène nationale de Martigues où a été créé « *Super heureux !* » de Silke Hassler et « *Je pense à Yu* » de Carole Fréchette, deux spectacles repris à Paris à la saison 12/13. Par ailleurs au cours de la même saison, il met en scène « *Cabale et amour* » de Schiller à Dortmund, « *Le retour de Saturne* » de Noah Haidle à Nuremberg et « *Les femmes de Bergman* » de Nikolai Rudkowski à Zagreb et au Théâtre des Salins – Scène nationale de Martigues.

En 2013 – 2014, il sera sur scène avec Christian Crahay au Théâtre du Lucernaire avec la reprise de « *Confidence africaine* » de Roger Martin du Gard, puis au Théâtre Le Public à Bruxelles. Il monte « *Ernani* » de Verdi à l'Opéra de Vilnius (Lituanie) et « *Don Quichotte* » de Tariq Ali au Stadttheater de Essen en Allemagne.

AU RYTHME « D'UN PETIT MONASTÈRE EN TOSCANE » ET DE LA FÊTE DU VILLAGE



● **AUTEUR** : Sophie Dupraz, Directrice Programmes & Communications, RESOLIS

Séance cinéma samedi soir pour les participants des Rencontres, qui ont assisté à la projection du film-documentaire d'Otar Iosseliani : « Un petit monastère en Toscane ».

Ce moyen métrage du cinéaste géorgien relate la vie d'une petite communauté de moines augustins installée dans un village en Toscane, non loin de Sienne, et s'attache également à mettre en lumière le travail des paysans de cette riche région viticole.

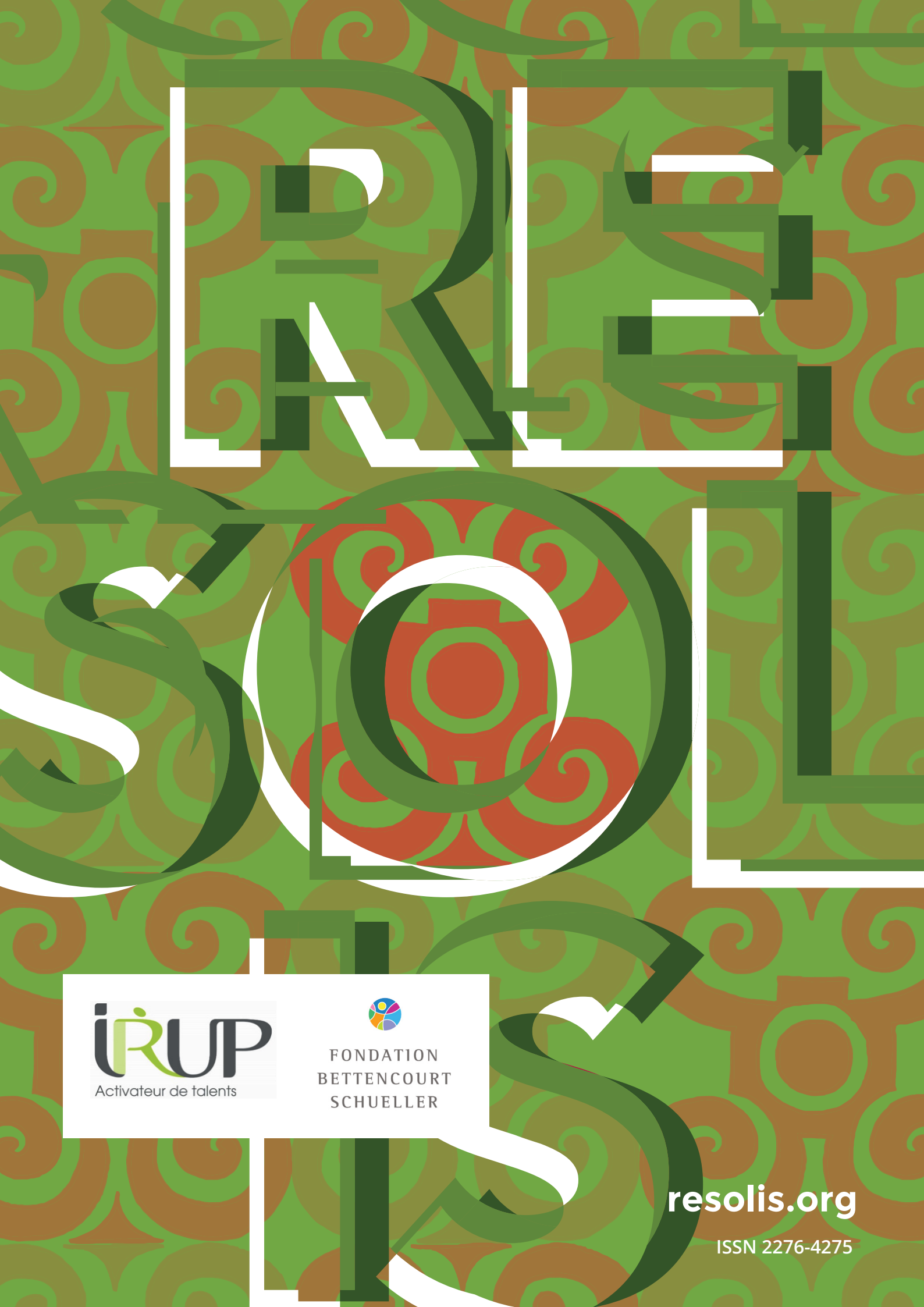
L'absence quasi totale de dialogues et de musique, la cadence lente de la routine monacale et la gestuelle des paysans confèrent à ce film, si l'on veut bien s'y laisser prendre, une atmosphère particulière et envoûtante, rehaussée par la beauté des paysages.



Dans un monde où les notions d'espace et de temps sont bouleversées par les usages des nouvelles technologies, où les savoir-faire traditionnels sont menacés de disparition, le film d'Otar Iosseliani nous ramène au mouvement juste, à l'amour du territoire et du travail de la terre. Le plaisir de vivre se dégage de ces images de rites sacrés et de gestes quotidiens.

La communauté des cinq moines vit au rythme des prières, des chants, des travaux quotidiens au sein du monastère, entrecoupé de quelques incursions au village. Le film se termine par la fête du village, parfaite transition à la vie réelle puisque les spectateurs se sont rendus à la fin de la projection à la fête du village de Saint-Marcel...





iRUP
Activateur de talents



FONDATION
BETTENCOURT
SCHUELLER

resolis.org

ISSN 2276-4275